

Les grandes mutations qui transforment l'éducation 2010



Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement

Les grandes mutations qui transforment l'éducation

2010



Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2010), *Les grandes mutations qui transforment l'éducation 2010*, Éditions OCDE.

http://dx.doi.org/10.1787/trends_edu-2010-fr

ISBN 978-92-64-09006-4 (imprimé)

ISBN 978-92-64-09088-0 (PDF)

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Crédits photo : Couverture © Fancy/Inmagine.com.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : www.oecd.org/editions/corrigenda.

© OCDE 2010

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.

Avant-propos

Cet ouvrage a pour objet de fournir aux responsables politiques, aux chercheurs, aux chefs d'établissements, aux administrateurs scolaires et aux enseignants une source d'informations fiable et générique pour étayer la planification stratégique et stimuler la réflexion sur les défis auxquels doit faire face le secteur éducatif à tous les niveaux d'enseignement (écoles, universités ou encore programmes de formation continue). Cet ouvrage s'adresse également aux étudiants et à la société dans son ensemble, notamment aux parents d'élèves.

Les grandes mutations qui transforment l'éducation 2010 donne un aperçu des principales tendances économiques, sociales, démographiques et technologiques et soulève une série de questions pertinentes concernant l'impact de ces tendances sur l'éducation. Ce recueil s'appuie sur diverses sources de données internationales faisant autorité, parmi lesquelles l'OCDE, la Banque Mondiale et les Nations Unies.

La première édition de cet ouvrage a été publiée en 2008. Son contenu a été révisé de façon approfondie pour élaborer cette édition 2010; toutes les données ont été mises à jour, un certain nombre d'indicateurs a été ajouté et la portée de ces derniers a été étendue de façon à inclure de nouveaux pays. L'organisation thématique des tendances a également été modifiée. Cette révision a bénéficié de la contribution précieuse des membres du Comité directeur du Centre de l'OCDE pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI).

Au sein du CERI, la rédaction de cette publication a été confiée à Henno Theisens, Kelly Roberts et David Istance. Therese Walsh, Lynda Hawe et Peter Vogelpoel ont contribué aux étapes finales de préparation à la publication.

Nous exprimons aussi nos remerciements à AGS Traduction pour leur traduction rapide de ce volume en français et leur travail d'un grand professionnalisme.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	9
Quel est le contenu de cette publication ?.....	9
Quels sont les utilisateurs cibles de cet outil?.....	10
Les grandes mutations qui transforment l'éducation	10
Comment utiliser cette ressource?	14
Questions utiles à l'analyse des tendances	14
1. Les dynamiques de la mondialisation	17
La Terre surpeuplée	18
Flux migratoires	20
Risques environnementaux à l'échelon mondial	22
Clivages internationaux entre pays riches et pays pauvres	24
Vers une économie mondialisée.....	26
Les nouvelles puissances économiques mondiales	28
Pour en savoir plus	30
2. Les nouveaux défis sociaux	33
Évolution des structures par âge	34
Évolution de la structure des dépenses sociales	36
Creusement des inégalités.....	38
Persistance de la pauvreté	40
Nouvelles formes d'engagement civique et social	42
Hausse de la satisfaction personnelle.....	44
Pour en savoir plus	46
3. Un monde du travail en pleine mutation	49
Évolution du modèle de vie professionnelle.....	50
Une flexibilité accrue sur le marché de l'emploi?.....	52
Des économies à forte intensité de connaissance	54
Massification et internationalisation de l'enseignement supérieur.....	56
Les femmes et le marché de l'emploi	58
Pour en savoir plus	60
4. Le nouveau visage de l'enfance	63
Diversité accrue des schémas familiaux	64
Des ménages plus petits, les parents plus âgés.....	66
État de santé des enfants	68
L'inégalité des chances de génération en génération	70
Attentes renforcées des adultes à l'égard des enfants.....	72
Pour en savoir plus	74

5. TIC : la nouvelle génération	77
Vers un accès universel à l'informatique	78
Dans quel cadre les élèves utilisent-ils un ordinateur?	80
Évolution de l'Internet	82
Croissance rapide du nombre d'utilisateurs d'Internet.....	84
Essor des téléphones mobiles et autres appareils portatifs.....	86
Pour en savoir plus	88

FIGURES

Figure 1.1	Stabilité démographique dans les pays de l'OCDE, et croissance démographique dans les autres pays.....	18
Figure 1.2	Croissance démographique en milieu urbain	19
Figure 1.3	Hausse et convergence des taux de migration nets	20
Figure 1.4	Hausse du pourcentage de population d'origine étrangère	21
Figure 1.5	Production et consommation d'électricité en hausse	22
Figure 1.6	Augmentation des émissions de CO ₂	23
Figure 1.7	Creusement des inégalités entre régions riches et régions pauvres	24
Figure 1.8	Child mortality going down but differences remain wide	25
Figure 1.9	Essor du commerce international	26
Figure 1.10	Hausse des investissements à l'étranger provenant des grandes puissances économiques	27
Figure 1.11	La Chine et l'Inde regagnent du terrain	28
Figure 1.12	Trente ans de croissance économique	29
Figure 2.1	Structure démographique par âge : de la base élargie au sommet élargi ..	34
Figure 2.2	Le « taux de dépendance » des personnes âgées devrait doubler d'ici 2050	35
Figure 2.3	Augmentation des dépenses de santé.....	36
Figure 2.4	Dépenses d'éducation : aucune tendance nette.....	37
Figure 2.5	Des inégalités de revenus orientées à la hausse.....	38
Figure 2.6	Aggravation des inégalités de revenus.....	39
Figure 2.7	Aggravation de la pauvreté relative.....	40
Figure 2.8	Réduction de la pauvreté absolue	41
Figure 2.9	Vie associative : des écarts notables et aucune tendance nette.....	42
Figure 2.10	Succès croissant des communautés virtuelles	43
Figure 2.11	Des degrés généralement élevés de satisfaction personnelle	44
Figure 2.12	Recul des taux de suicide	45
Figure 3.1	Baisse de la durée d'activité des hommes	50
Figure 3.2	Hausse de la durée d'activité des femmes.....	51
Figure 3.3	Légère baisse du pourcentage de travailleurs ayant plus de dix ans d'ancienneté	52
Figure 3.4	Disparité des tendances relatives au travail à temps partiel	53
Figure 3.5	Hausse des investissements dans la R-D	54
Figure 3.6	Augmentation des effectifs employés dans la R-D	55
Figure 3.7	Nette augmentation du taux de participation à l'enseignement supérieur	56
Figure 3.8	Augmentation rapide du nombre d'étudiants internationaux.....	57
Figure 3.9	Augmentation du taux d'emploi féminin	58

Figure 3.10	Le niveau d'instruction des femmes dépasse celui des hommes	59
Figure 4.1	Recul du mariage	64
Figure 4.2	Augmentation du nombre de familles monoparentales	65
Figure 4.3	Nette baisse du taux de fécondité depuis les années 1960, mais lente reprise après 2000.....	66
Figure 4.4	Recul de l'âge moyen de la maternité.....	67
Figure 4.5	Augmentation des taux d'obésité infantile.....	68
Figure 4.6	Explosion de la consommation de médicaments contre le THADA	69
Figure 4.7	Tendance à la hausse des taux de pauvreté infantile.....	70
Figure 4.8	Le niveau d'instruction parental n'est plus aussi déterminant qu'autrefois	71
Figure 4.9	« Un enfant doit être capable de travailler dur »	72
Figure 4.10	« Un enfant doit pouvoir faire preuve d'imagination »	73
Figure 5.1	Accès croissant à l'informatique dans le cadre familial.....	78
Figure 5.2	Accès croissant à l'informatique dans le cadre scolaire.....	79
Figure 5.3	Utilisation de l'informatique dans le cercle familial.....	80
Figure 5.4	Utilisation de l'informatique en milieu scolaire	81
Figure 5.5	Augmentation du nombre de sites Internet	82
Figure 5.6	Développement rapide de <i>Wikipedia</i>	83
Figure 5.7	Accès croissant à l'Internet, notamment dans les familles avec enfant(s)	84
Figure 5.8	Bientôt 100 % d'utilisateurs d'Internet?.....	85
Figure 5.9	Vers une utilisation universelle des téléphones mobiles	86
Figure 5.10	Essor de l'utilisation du haut-débit mobile	87

Ce livre contient des...



StatLinks 

**Accédez aux fichiers Excel®
à partir des livres imprimés !**

En bas à droite des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des *StatLinks*.

Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>.

Si vous lisez la version PDF de l'ouvrage, et que votre ordinateur est connecté à Internet, il vous suffit de cliquer sur le lien.

Les *StatLinks* sont de plus en plus répandus dans les publications de l'OCDE.

Introduction

Quelles implications la diversité accrue de nos sociétés a-t-elle pour l'éducation ? Quel est l'impact sur le secteur éducatif du rôle croissant des TIC dans notre quotidien ? La part de la richesse nationale consacrée à la recherche et au développement est en augmentation ; quelles conséquences cette évolution a-t-elle sur les fournisseurs d'enseignement supérieur ?

Cet ouvrage porte sur les grandes tendances qui façonnent l'avenir de l'éducation et lancent de nouveaux défis aux décideurs politiques et aux fournisseurs de services éducatifs. Il n'a pas pour objet d'apporter des réponses définitives : il ne s'agit ni d'un rapport d'analyse, ni d'un recueil de statistiques, et encore moins d'une prise de position de l'OCDE sur ces différentes évolutions. Il a en revanche pour objet de stimuler la réflexion sur les grandes tendances susceptibles d'avoir un impact sur l'éducation. Bien qu'il s'agisse de tendances avérées, les questions soulevées pour le secteur éducatif ont une valeur d'illustration et de suggestion. Les utilisateurs sont invités à poursuivre cette réflexion et à enrichir le contenu de cet outil générique d'exemples de tendances observées dans leur propre pays ou région.

QUEL EST LE CONTENU DE CETTE PUBLICATION ?

Cet outil s'articule autour de 27 thèmes, illustrés chacun de deux figures présentant des tendances spécifiques. Le contenu est divisé en cinq chapitres thématiques : mondialisation ; défis sociaux ; monde du travail ; enfance et famille ; et enfin technologies de l'information et de la communication (TIC). Si toutes les tendances présentées sont liées à l'éducation, il a néanmoins fallu opérer une sélection, de sorte que le présent ouvrage ne couvre pas la totalité des tendances en rapport avec l'éducation. Outre ce lien avec le secteur éducatif, le critère de sélection appliqué a été la disponibilité continue de données probantes comparables à l'échelon international. Ce critère oriente inévitablement l'analyse vers les domaines mesurables de l'économie, de la vie sociale, de l'environnement, de la démographie et de l'éducation, ou les autres domaines dans lesquels des mesures sont effectuées depuis suffisamment longtemps pour pouvoir observer l'évolution des tendances au fil du temps. Certains des facteurs ayant une influence profonde sur l'éducation sont de nature hautement subjective et culturelle, ce qui les rend difficiles à identifier à un instant précis, *a fortiori* de les suivre au fil du temps ; ces facteurs n'ont donc pas été intégrés à la présente étude.

L'analyse porte essentiellement sur les pays de l'OCDE, bien que nous ayons utilisé des données mondiales dès lors que celles-ci étaient disponibles. La diversité des sources utilisées signifie qu'il n'existe pas d'échelle chronologique unique : dans certains cas, les tendances ne sont représentées que sur une dizaine d'années ; dans d'autres, en revanche, nous observons des tendances à plus long terme. La crise financière mondiale récente dépasse largement la portée du présent ouvrage, qui porte sur des tendances davantage inscrites dans la durée. Cette crise a néanmoins un impact sur certaines évolutions telles que la croissance économique ou la pauvreté ; nous y faisons par conséquent référence lorsque le contexte s'y prête.

QUELS SONT LES UTILISATEURS CIBLES DE CET OUTIL ?

Cet outil présente un intérêt pour toutes les parties prenantes du domaine de l'éducation. Nous nous sommes efforcés d'éviter le jargon et les termes techniques et avons opté pour un format de présentation accessible. Les utilisateurs qui recherchent des lectures complémentaires ou la définition précise des termes employés dans les figures et le corps du texte sont invités à se reporter aux sections « Pour en savoir plus », situées à la fin de chaque chapitre. Les lecteurs qui souhaitent consulter les sources de données sur lesquelles reposent les figures ou accéder à des données plus techniques sont invités à cliquer sur le lien proposé sous chaque figure afin d'accéder aux fichiers Excel correspondants.

Cet outil présente notamment un intérêt pour :

- **Les décideurs, les responsables, les conseillers, les chercheurs et les analystes politiques**, qui doivent disposer de données fiables sur les tendances actuelles pour examiner les perspectives à long terme de l'éducation ;
- **Les chefs d'établissements et autres parties prenantes** amenées à participer à la planification stratégique, qui peuvent utiliser cet outil pour étayer leurs décisions ;
- **Les professeurs d'écoles normales**, qui peuvent utiliser cet outil comme support des programmes de formation ou de développement professionnel afin d'aider les futurs enseignants à mieux comprendre leur métier et ses perspectives d'avenir.
- **Les enseignants**, qui peuvent se servir de cet ouvrage comme d'une aide au développement professionnel, mais aussi comme d'une base de réflexion sur le métier et les programmes scolaires.

Naturellement, cet ouvrage peut également présenter un intérêt pour d'autres lecteurs. Le choix et l'analyse des tendances présentées sont toutefois axés spécifiquement sur les acteurs du secteur de l'éducation.

LES GRANDES MUTATIONS QUI TRANSFORMENT L'ÉDUCATION

S'agissant de l'organisation des tendances présentées dans cet ouvrage, nous suivons une échelle d'analyse décroissante, en commençant par étudier les évolutions mondiales pour rétrécir ensuite le champ de notre étude et considérer les sociétés et les marchés de l'emploi, puis l'enfant et la famille. Nous analysons également, dans le dernier chapitre, les technologies de l'information et de la communication, qui affectent chacune de ces strates. Les changements observés dans tous ces domaines et à ces différents niveaux sont souvent interdépendants les uns des autres, comme nous l'expliquons brièvement ci-dessous.

Les dynamiques de la mondialisation

La mondialisation est l'une des tendances les plus marquées et les plus généralisées. Elle se définit comme l'élargissement, l'approfondissement et l'accélération des échanges par-delà les frontières nationales. Ce phénomène est observé notamment dans la sphère économique, où les flux de marchandises, de services et de capitaux ne cessent de prendre de l'ampleur aux quatre coins du monde. La mondialisation se traduit également par une intensification de la circulation des personnes, qui a pour conséquence une diversité ethnique et culturelle croissante dans les pays de l'OCDE. Par ailleurs, avec la multiplication des avancées technologiques, l'information circule elle aussi plus rapidement et de nombreux moyens permettent aujourd'hui de communiquer simplement d'un pays à l'autre. Enfin, la mondialisation s'accompagne d'un certain nombre de défis nouveaux, au

premier rang desquels le réchauffement climatique – un phénomène mondial appelant une solution mondiale.

Les villes sont les centres névralgiques de ce réseau mondial. D'après les estimations, celles-ci concentreront près de 70 % de la population mondiale d'ici 2050, voire plus dans les pays de l'OCDE et les économies actuellement en plein essor. Les villes exercent un pouvoir d'attraction car elles sont les moteurs de la croissance économique, le lieu où sont créés emplois et richesses. La proximité des axes de transport internationaux, couplée aux possibilités offertes par les télécommunications et aux ressources nécessaires à l'utilisation de ces infrastructures, renforce les liens entre les villes. Par rapport à la vie rurale, la vie urbaine a ceci de particulier que deux villes comme New York et Shanghai, quoique situées dans deux pays très différents, ont probablement plus de points communs entre elles qu'avec les localités rurales de leurs pays respectifs.

Tout comme les villes, les nouvelles puissances mondiales jouent un rôle croissant : le Brésil, la Chine, l'Inde, la Russie et l'Afrique du Sud sont désormais incontournables sur l'échiquier mondial. Le potentiel économique de ces pays est considérable et en pleine mutation, et ceux-ci exercent une influence croissante sur les décisions politiques mondiales, notamment par le biais du G20.

Malgré ce phénomène de mondialisation, la comparaison des niveaux de revenus et de santé permet de constater qu'il subsiste des écarts considérables entre les régions du monde, notamment entre les pays de l'OCDE et le reste du monde.

Les nouveaux défis sociaux

En même temps que la mondialisation refaçonne le monde au sens large, les sociétés sont elles aussi en pleine mutation. L'une des tendances les plus décisives observées dans les pays de l'OCDE est le vieillissement démographique, causé à la fois par l'allongement de l'espérance de vie et la baisse des taux de natalité. Du fait du vieillissement démographique, les sociétés sont confrontées à la hausse des taux de dépendance et risquent de voir baisser leurs recettes fiscales et augmenter leurs dépenses de retraite et de santé. Ces évolutions compromettent sérieusement la viabilité à long terme des budgets publics et privés, notamment ceux alloués à l'éducation ; elles soulèvent par ailleurs un certain nombre de questions concernant l'âge du départ en retraite ou encore la place des personnes âgées dans la société.

Les inégalités de revenus se creusent dans l'ensemble des pays de l'OCDE. Dans la plupart d'entre eux, tous les groupes socio-économiques sont financièrement mieux lotis aujourd'hui qu'il y a dix ans, mais de façon générale, le niveau de revenus des groupes les plus favorisés est celui qui a le plus augmenté. Ce creusement des inégalités se traduit par une aggravation des taux de pauvreté relative dans la plupart des pays de l'OCDE – en d'autres termes, tout le monde n'a pas bénéficié de la hausse générale des revenus. La pauvreté relative (niveau de revenu inférieur à 50 % du revenu médian du pays) est associée à l'exclusion sociale et à une vulnérabilité accrue sur le marché de l'emploi. Cet indicateur relatif ne nous renseigne pas nécessairement sur la *subsistance* ; certains signes suggèrent une baisse des taux de « pauvreté absolue ».

La montée en puissance de l'individualisme est généralement considérée comme une tendance majeure dans les pays de l'OCDE ; elle est parfois associée à l'érosion du « capital social », autrement dit au recul de l'engagement dans la vie civique et sociale. Rares sont les pays de l'OCDE pour lesquels les données disponibles confirment cette tendance – il s'avère par exemple que l'appartenance aux clubs de sports et de loisirs est

en augmentation. Par ailleurs, les individus sont de plus en plus nombreux à interagir sur Internet et à participer à des communautés virtuelles, comme l'illustre la croissance exponentielle de *Facebook* et des autres réseaux sociaux en ligne. On ignore néanmoins quel est l'impact de ces tendances sur la qualité des interactions sociales.

De façon générale, le degré de satisfaction personnelle augmente dans les pays de l'OCDE, comme en témoignent l'amélioration du bien-être dont font état les individus eux-mêmes et le recul du nombre de suicides. Néanmoins, la faible hausse du bien-être subjectif enregistrée au fil du temps signifie peut-être que l'impact subjectif de la prospérité économique est en train de s'essouffler.

Un monde du travail en pleine mutation

Le travail joue un rôle central dans la société, l'économie et la vie individuelle. On observe à l'heure actuelle un rééquilibrage entre vie privée et vie professionnelle. De façon générale, les habitants des pays de l'OCDE sont actifs moins longtemps car ils commencent à travailler plus tard et prennent leur retraite plus tôt qu'autrefois; ils ont une durée de travail hebdomadaire plus courte et travaillent plus souvent à temps partiel. Cependant, les TIC permettent aujourd'hui d'emporter du travail chez soi, le temps de trajet du domicile au lieu de travail s'est allongé et les hommes, notamment, consacrent plus de temps aux tâches ménagères, si bien que la réduction du temps consacré au travail formel ne se traduit pas nécessairement de façon linéaire par une disponibilité accrue pour les loisirs. Une autre tendance souvent citée en la matière est la flexibilité croissante sur le marché de l'emploi : volontairement ou involontairement, les individus sont amenés à changer plus souvent de poste. Il faut toutefois veiller à ne pas exagérer cette tendance : les données présentées dans cet ouvrage montrent que dans plusieurs pays de l'OCDE, les individus qui occupent le même poste depuis plus de dix ans sont aujourd'hui plus nombreux qu'il y a vingt ans.

Ce n'est pas uniquement la structure du marché de l'emploi qui évolue, mais également la nature même du travail. Dans la plupart des pays de l'OCDE, l'économie repose de plus en plus sur la connaissance. Avec la baisse des coûts de transport et la levée des barrières commerciales, une part non négligeable de la production de produits basiques est désormais assurée par les pays en développement, avantagés par le faible coût de la main-d'œuvre locale. Les pays de l'OCDE s'efforcent de rester compétitifs en se spécialisant dans la production de biens et services nécessitant un degré élevé de connaissance, de savoir-faire, de créativité et d'innovation. Cette évolution est sensible à travers la hausse des investissements dans la recherche et développement ou encore le nombre croissant de chercheurs et de diplômés de l'enseignement supérieur dans la zone OCDE.

L'une des tendances à long terme les plus profondes observées dans les pays de l'OCDE au siècle dernier a été l'évolution du rôle des femmes. Celles-ci présentent aujourd'hui un niveau de qualification nettement plus élevé; ces trente dernières années, elles ont même devancé les hommes en termes de taux de réussite dans l'enseignement secondaire de 2^e cycle et dans l'enseignement supérieur. Le nombre de femmes actives a fortement augmenté; néanmoins, de nos jours encore, elles sont plus nombreuses que les hommes à travailler à temps partiel et perçoivent généralement des revenus moins élevés que leurs homologues masculins.

Le nouveau visage de l'enfance

Le modèle familial qui prédominait encore pendant une grande partie du xx^e siècle, dans lequel le père subvenait aux besoins du ménage pendant que la mère se chargeait des tâches ménagères et de l'éducation des enfants, est perpétuellement remis en question.

Depuis une cinquantaine d'années, les familles se rétrécissent, les parents sont plus vieux et, en moyenne, plus prospères. Cependant, il est aussi de plus en plus fréquent que les deux parents travaillent, ce qui augmente le revenu familial mais peut réduire le temps disponible pour la vie de famille. Le nombre de divorces augmente, ce qui se traduit par des environnements familiaux plus complexes et la multiplication des familles monoparentales.

En général, les familles sont financièrement mieux loties qu'autrefois et certaines données probantes indiquent que le niveau d'instruction des enfants dépend moins de celui de leurs parents ; cependant, les enfants qui vivent sous le seuil de pauvreté infantile relative sont également plus nombreux. Les taux d'obésité infantile ont eux aussi fortement augmenté, tout comme le nombre d'enfants traités pour troubles mentaux et comportementaux (trouble hyperactif avec déficit de l'attention ou THADA, par exemple). Les attentes des adultes à l'égard des enfants se sont elles aussi accrues. D'après les résultats de l'enquête *World Values Survey*, on attend de plus en plus des enfants qu'ils présentent certaines qualités particulières, allant de l'imagination à la capacité de travail.

TIC : tendances pour les années à venir

Contrairement à une grande partie des tendances présentées dans cet ouvrage, plus progressives et parfois linéaires du point de vue de leur orientation, les technologies progressent à un rythme exponentiel et leur impact est souvent imprévisible. Cet ouvrage porte essentiellement sur les TIC, qui revêtent une importance particulière pour l'éducation, plutôt que sur d'autres avancées technologiques parfois tout aussi importantes au niveau social et économique.

Les avancées technologiques les plus décisives résultent en partie de la possibilité de communiquer d'un ordinateur à l'autre via l'Internet. Dans la majeure partie des pays de l'OCDE, les ménages possèdent et utilisent pour la plupart un ordinateur et une connexion à l'Internet. Celui-ci est de plus en plus utilisé quotidiennement pour rechercher des informations ; communiquer par courrier électronique, téléphone ou visioconférence ; utiliser certains services électroniques (bancaires ou commerciaux, notamment) ; et profiter de la multitude d'offres de divertissement multimédia proposées. Grâce aux nouvelles plateformes d'hébergement, les utilisateurs se servent de plus en plus de l'Internet pour interagir, collaborer et créer leurs propres contenus en ligne. L'essor des appareils portatifs signifie théoriquement que l'accès à un ordinateur et à l'Internet est désormais possible quel que soit l'endroit où l'on se trouve.

Mais le développement des technologies de l'information et de la communication (des ordinateurs aux téléphones mobiles en passant par les contenus en ligne générés par les utilisateurs) n'a pas encore atteint son plein potentiel et celles-ci continueront d'évoluer. Depuis quelques années, les téléphones mobiles sont de plus en plus nombreux à combiner ces technologies pour permettre d'accéder à *Twitter*, *Facebook* ou d'autres applications en ligne. Récemment, certains événements de portée mondiale ont mis en évidence le potentiel de collaboration offert par l'Internet. Celui-ci s'est manifesté notamment au lendemain du séisme qui a frappé Haïti début 2010 : les informations relatives aux dégâts matériels et à l'emplacement des abris, envoyées par les sinistrés eux-mêmes par sms, *Twitter* ou encore courrier électronique ont pu être rapidement collectées et visualisées sur des cartes – cette création participative d'informations étant appelée *crowdsourcing*.

Conclusion

Cette section a présenté brièvement certaines des principales conclusions qui seront formulées à l'issue de ce panorama de tendances. Elle ne constitue néanmoins qu'une introduction ; ces quelques paragraphes ne sauraient en effet suffire à rendre compte d'un ensemble de tendances aussi complexe. Dans les chapitres qui suivent, nous nous efforçons d'analyser l'impact de chaque tendance sur l'éducation, et formulons un certain nombre de questions à l'attention des acteurs responsables des systèmes éducatifs. Quoiqu'elles s'inscrivent dans un contexte élargi, les tendances présentées ici « façonnent » bel et bien l'éducation de diverses façons, allant des services éducatifs ciblés sur les jeunes à la formation des adultes. Mais il serait artificiel de les considérer comme dissociées de l'éducation. Ces tendances sont façonnées par l'éducation en même temps qu'elles se manifestent dans le secteur éducatif. Cet ouvrage vise à compléter de façon utile les statistiques et les indicateurs relatifs à l'éducation, employés pour mesurer les évolutions observées au sein même des systèmes d'éducation et de formation.

COMMENT UTILISER CETTE RESSOURCE ?

L'avenir est, par nature, impossible à prédire. Pourtant, chacun est appelé à faire des projets et à anticiper les évolutions futures ; c'est le cas notamment des décideurs politiques et des responsables du secteur de l'éducation. L'analyse des tendances façonne notre opinion concernant les événements possibles, en nous aidant à mieux comprendre ce qui évolue au sein de l'environnement élargi de l'éducation.

L'analyse des tendances est toujours délicate. En effet, les évolutions historiques donnent souvent lieu à des divergences d'opinion. Et même lorsqu'il existe un consensus sur les événements passés, l'avenir se déroule rarement dans la droite lignée des schémas antérieurs. Il est par ailleurs impossible de déterminer par avance quelles seront, parmi les tendances observées récemment, celles qui maintiendront leur cap et celles qui changeront d'orientation.

« Les cours ont atteint ce qui semble être un niveau stable et élevé. » (Irving Fisher, Professeur d'Économie, Université de Yale, en 1929, à la veille du krach boursier de Wall Street)

De même, rien ne garantit que les tendances qui occupaient hier, ou semblent occuper aujourd'hui, une place centrale, conserveront cette influence déterminante à l'avenir ; quoiqu'à peine visibles à l'heure actuelle, certaines tendances émergentes peuvent parfaitement revêtir une importance clé à l'avenir. Ainsi, à l'heure où les premiers avions devenaient opérationnels, le chef militaire qui allait devenir Commandant en Chef durant la Première Guerre Mondiale a déclaré :

« L'avion est un jouet fascinant, mais ne présente aucun intérêt sur le plan militaire. » (Maréchal Ferdinand Foch, École Supérieure de Guerre).

QUESTIONS UTILES À L'ANALYSE DES TENDANCES

Par conséquent, la mise en lumière des tendances susceptibles d'influencer le travail des professionnels de l'éducation n'est pas tant une science qu'un moyen d'élargir nos horizons et d'étayer nos décisions. Cet ouvrage constitue une base de réflexion quant aux évolutions à anticiper. Les questions suivantes ont pour objet de fournir des pistes pour l'analyse et l'interprétation de ces tendances.

Cette tendance particulière me concerne-t-elle à mon échelle?

On observe parfois des disparités en termes d'ampleur et d'orientation entre les tendances recensées dans différents pays, dans différentes régions, dans différents quartiers, voire dans différents établissements. Le vieillissement des populations peut par exemple poser davantage problème dans les zones rurales que dans les zones urbaines, ou n'être concentré que dans certaines régions d'un pays ou dans certains quartiers d'une ville. Par ailleurs, les tendances internationales n'ont pas toujours le même impact en fonction de l'endroit où l'on se trouve : ainsi, la montée du niveau de la mer risque d'avoir des conséquences catastrophiques pour le Bangladesh, ce qui ne serait pas le cas pour le Népal.

L'analyse doit-elle inclure d'autres tendances?

Les tendances présentées dans cet Outil ne sont certainement pas les seules à affecter l'éducation ; de même, elles n'ont pas toutes le même impact selon le lieu ou le contexte envisagé. D'autres tendances, locales notamment, nécessitent peut-être elles aussi une analyse approfondie. À chaque lieu ses enjeux particuliers : ainsi, tandis que certaines régions sont confrontées à un déclin et à une dépopulation, d'autres, bien que situées dans le même pays, sont en pleine expansion et attirent sans cesse de nouveaux habitants. À chaque lecteur de déterminer quelles sont les tendances les plus importantes dans son cas particulier.

Cette tendance est-elle prévisible?

Le maintien des tendances est prévisible pour certaines d'entre elles uniquement. Ainsi, certaines évolutions, notamment celles liées à la croissance démographique ou à l'environnement, se prêtent plus facilement à des prévisions à long terme. D'autres, en revanche, sont moins prévisibles : c'est le cas notamment des évolutions observées dans le domaine de la jeunesse, de la culture ou encore des conflits internationaux. Ces domaines se prêtent davantage à l'élaboration de scénarios basés sur l'évolution hypothétique d'une tendance donnée dans un sens particulier, plutôt qu'à une extrapolation.

Cette tendance évolue-t-elle rapidement ou lentement?

Certaines tendances évoluent lentement (les températures mondiales ont augmenté de près de 0.74 °C au cours du dernier siècle), tandis que d'autres sont plus dynamiques (le nombre d'utilisateurs actifs de Facebook est passé de 0 à 400 millions en 6 ans). Les tendances lentes sont plus faciles à appréhender, car on dispose de plus de temps pour les comprendre et déterminer les meilleurs moyens d'y faire face ; mais il arrive qu'elles soient relativement imperméables au changement.

Quel est l'impact de cette tendance?

Le réchauffement climatique est certes un phénomène lent, mais son impact potentiel est énorme, et constitue une menace potentielle pour la vie sur Terre. D'autres tendances, telles que les changements de modes, peuvent être plus rapides, mais avoir un impact moindre sur l'éducation. En règle générale, plus l'impact d'une tendance est profond, et plus il est essentiel d'anticiper cette tendance.

Peut-on anticiper cette tendance ?

Lorsque les tendances sont prévisibles, la planification à long terme s'en trouve largement facilitée. Ainsi, les prévisions démographiques étant relativement précises, et puisque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que tous les enfants suivent un enseignement primaire, il est possible de calculer, pour différentes tailles de classe hypothétiques, la capacité que devra offrir le système d'enseignement primaire d'ici une dizaine d'années.

Peut-on infléchir ces tendances ?

Si les tendances ne sont pas prévisibles, il est peut-être possible, toutefois, de les infléchir. Ainsi, les universités ont beaucoup de mal à prévoir le nombre d'étudiants qui choisiront de s'inscrire dans un programme donné. Elles peuvent cependant s'efforcer d'influencer le nombre de candidatures, grâce à des campagnes de communication et de promotion.

Peut-on réagir à ces tendances ?

S'il est impossible de prévoir et d'influencer une tendance, la meilleure option consiste peut-être à ménager une certaine flexibilité, afin de pouvoir réagir une fois que les événements se sont produits. Ainsi, un jeune entrepreneur qui ignore dans quelles conditions s'effectuera le démarrage de son activité devrait louer les locaux qu'il occupe, plutôt que d'en faire l'acquisition.

Pour terminer

Nous espérons avant tout que les différents utilisateurs auxquels est destiné cet ouvrage se poseront la question suivante : « Quel impact cette tendance peut-elle avoir sur mon travail ? » ou mieux encore « Dans quelle mesure ces tendances combinées redéfinissent-elles le contexte dans lequel je suis amené à prendre des décisions ? ». Une grande partie des travaux du CERI a été réalisée en vue d'étayer davantage les décisions éducatives par des données probantes, de tenir compte des tendances observées dans les autres pays et d'envisager l'évolution à long terme des systèmes éducatifs. Cet ouvrage s'inscrit pleinement dans cette tradition.

Chapitre 1

Les dynamiques de la mondialisation

Croissance démographique et risque de surpopulation : tendances et prévisions relatives aux niveaux de peuplement et à l'urbanisation dans le monde.

Flux migratoires : tendances relatives aux migrations à destination et en provenance des pays de l'OCDE, ayant pour conséquence la hausse des taux de population d'origine étrangère.

Risques environnementaux à l'échelon mondial : étudiés à travers l'augmentation constante et durable de la consommation énergétique et des émissions de CO₂ associées.

Clivages internationaux entre pays riches et pays pauvres : creusement des écarts entre régions riches et pauvres du globe et recul variable de la mortalité infantile selon les régions du monde.

Vers une économie mondialisée : étudiée à travers l'intensification des échanges commerciaux et la croissance des investissements à l'étranger.

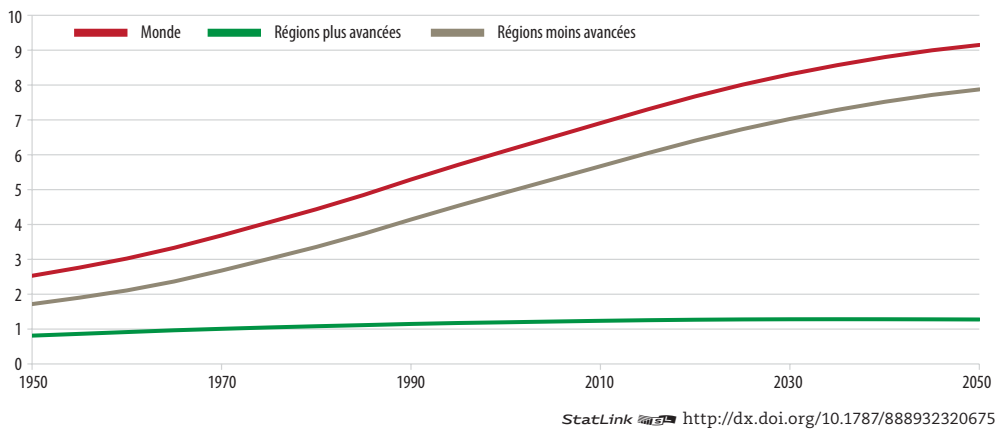
Les nouvelles puissances économiques mondiales : puissances économiques émergentes et nouveau paysage mondial.

LA TERRE SURPEUPLÉE

Le monde dans lequel nous vivons est très peuplé. On observe, dans de nombreux pays, une explosion de la natalité. Par ailleurs, l'espérance de vie augmente de façon générale. Parallèlement, l'espace disponible semble se réduire, d'autant que nous ne percevons plus de la même manière les distances qui séparent les pays et les communautés, en raison des moyens de transports et de communications rapides dont nous disposons désormais. Par ailleurs, la promiscuité s'accroît en zone urbaine. Si la population mondiale augmente, cette croissance n'est pas répartie de façon homogène et les pays de l'OCDE, généralement plus riches, enregistrent un vieillissement démographique et de faibles taux de fécondité (voir les Figures 2.1, 2.2 et 4.3). L'éducation façonne les valeurs et les pratiques qui sous-tendent ces évolutions démographiques ; ces valeurs et pratiques ont aussi un impact sur l'éducation, car elles déterminent notamment les ressources disponibles à des fins éducatives.

Figure 1.1. Stabilité démographique dans les pays de l'OCDE, et croissance démographique dans les autres pays

Croissance démographique dans le monde et dans les pays plus et moins avancés (en milliards), 1950-2050



Note : Les régions plus avancées comprennent toutes les régions d'Europe plus l'Amérique du Nord, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon ; les régions moins avancées comprennent toutes les régions d'Afrique, d'Asie (sauf le Japon), d'Amérique Latine et des Caraïbes, plus la Mélanésie, la Micronésie et la Polynésie.

Source : Division de la Population des Nations Unies (2009), *Perspectives en matière d'urbanisation : La révision de 2009*.

La figure ci-dessus fait apparaître les disparités démographiques très nettes – et croissantes – qui existent entre les régions riches et les régions pauvres du globe. La courbe inférieure, relativement plate, représente la population des pays riches, qui n'a enregistré quasiment aucune variation depuis le baby-boom des années 1950 et 1960. Cela offre un contraste saisissant avec les pays moins avancés, dont la population a déjà considérablement augmenté. Or celle-ci a de fortes chances de continuer sur sa lancée. La population mondiale a plus que doublé durant la seconde moitié du xx^e siècle ; d'après les prévisions des démographes des Nations Unies, elle devrait passer des 6,9 milliards actuels à plus de 9 milliards d'ici à 2050. Si ces prévisions s'avèrent exactes, la croissance démographique aura pour effet d'aggraver les fortes tensions d'ores et déjà induites par les fortes inégalités de conditions de vie observées entre les pays riches et les pays pauvres.

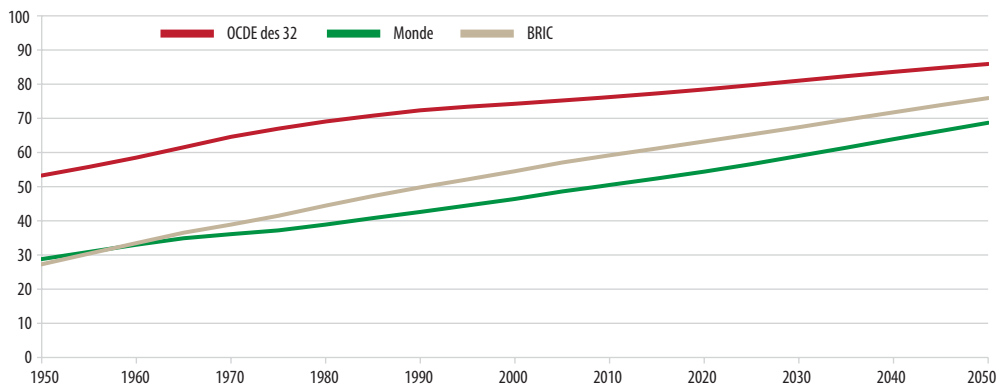
Avec la mondialisation de l'économie et l'essor de la mobilité, on observe globalement, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, un déplacement du lieu de résidence vers les villes et les banlieues. D'après les prévisions des Nations Unies, les zones urbaines

concentreront d'ici 2050 plus de 85 % des habitants des pays de l'OCDE et près de 70 % de la population mondiale (cette estimation repose sur la notion de « zone urbaine » telle que définie par les autorités nationales).

Les milieux urbains offrent souvent des opportunités qui n'existent pas dans les zones rurales ; les opportunités professionnelles sont effectivement le principal facteur d'attraction qui incite tant de migrants au départ. Mais l'urbanisation est également synonyme de déclin des liens et des normes traditionnels – ce qui constitue une avancée pour certains, mais une aliénation et un isolement pour d'autres – de lourds impacts environnementaux, de saturation des transports et de crise du logement. Dans certains pays de l'OCDE, ce constat se traduit par une revitalisation partielle des zones rurales, certaines personnes optant pour le télétravail et recherchant des alternatives à la vie urbaine surpeuplée.

Figure 1.2. Croissance démographique en milieu urbain

Pourcentage de la population habitant une zone classée comme « urbaine » par les autorités nationales, 1950-2050



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932320694>

Note : La courbe désignée par l'acronyme « BRIC » représente la moyenne des données relatives à quatre économies émergentes : le Brésil, la Fédération de Russie, l'Inde et la Chine.

Source : Division de la Population des Nations Unies (2009), *Perspectives en matière d'urbanisation : La révision de 2009*.

Quelles implications pour l'éducation ?

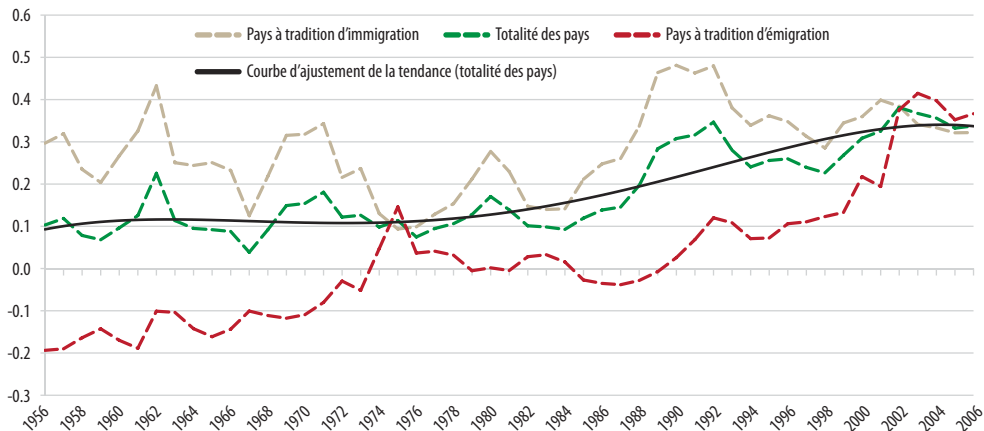
- La croissance de la population mondiale a des implications très claires en termes de ressources. Les pouvoirs publics investissent-ils suffisamment d'argent garantir l'accès de tous à l'éducation primaire, prévu dans les Objectifs pour le millénaire, sachant que la population mondiale devrait encore augmenter de 3 milliards de personnes d'ici le milieu du XXI^e siècle ?
- L'urbanisation extrêmement rapide s'accompagne de contraintes nouvelles pour les services, notamment les services éducatifs. Comment les écoles, les instituts d'enseignement technique et les établissements d'enseignement supérieur peuvent-ils faire face aux problèmes de saturation des infrastructures dans les zones urbaines concernées ?
- Quelle réponse pouvons-nous apporter au dépeuplement, à l'essoufflement et à la désertion des écoles observés en milieu rural ? Comment garantir l'accès à des services éducatifs de qualité dans les zones frappées de plein fouet par l'exode rural ?

FLUX MIGRATOIRES

Dans toute l'Histoire, les migrations ont été l'une des grandes caractéristiques de la vie humaine. La prévalence de ce phénomène s'est encore accrue au cours des dernières décennies, notamment en direction des pays de l'OCDE, généralement plus riches. La mobilité des ressources humaines est l'un des principaux moteurs du processus de mondialisation ; d'un autre côté, les avancées technologiques observées dans le domaine des télécommunications et la baisse des coûts réels de transport international facilitent cette mobilité. Les compétences déterminent dans une large mesure les opportunités et les tendances associées aux migrations. De façon générale, l'immigration a pour effet d'accroître la diversité culturelle et linguistique des pays d'accueil, ce qui s'accompagne de nouveaux enjeux pour l'éducation. Dans certains pays, cette nouvelle représente un défi sans précédent pour le système éducatif.

Figure 1.3. Hausse et convergence des taux de migration nets

Taux de migration net annuel des pays de l'OCDE à tradition d'immigration et d'émigration, 1956-2006



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932320713>

Note : Les pays « à tradition d'immigration » sont ceux qui ont enregistré un afflux relativement constant de migrants durant toute la seconde moitié du xxe siècle. Il s'agit de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Canada, de la France, de l'Allemagne, du Luxembourg, des Pays-Bas, de la Nouvelle-Zélande, de la Suède, de la Suisse, du Royaume-Uni et des États-Unis. Les pays « à tradition d'émigration » sont ceux dont la population a davantage émigré durant la seconde moitié du xxe siècle. Il s'agit de la République Tchèque, du Danemark, de la Finlande, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Islande, de l'Irlande, de l'Italie, du Japon, de la Norvège, de la Pologne, du Portugal, de la République Slovaque et de l'Espagne.

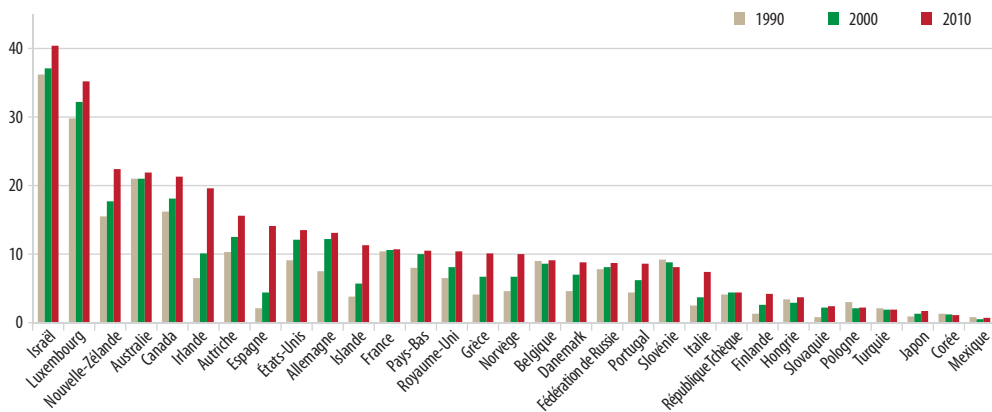
Source : OCDE (2009), *Perspectives des migrations internationales*, 2009.


L'immigration à destination des pays développés a augmenté tout au long de la seconde moitié du xx^e siècle. Du milieu des années 1950 jusqu'aux années 1970, l'essentiel des migrations a été observé au sein de la zone OCDE, des pays « à tradition d'émigration » aux pays « à tradition d'immigration ». Les taux de migration nets annuels des deux groupes de pays ont convergé au milieu des années 1970, et l'immigration a augmenté dans toute la zone OCDE. En 2006, les taux des deux groupes de pays étaient homogènes. À partir du milieu des années 1950, le taux moyen de population d'origine étrangère des pays de l'OCDE avoisinait 1‰; il a ensuite enregistré une forte hausse dans les années 1980 et 1990 pour dépasser les 3‰ au début des années 2000. Cette hausse globale s'explique en grande partie par le fait que les pays « à tradition d'émigration » sont à leur tour devenus des terres d'immigration.

L'immigration est un phénomène complexe. Les populations des pays à tradition d'émigration sont fortement attirées par les pays riches, susceptibles de leur offrir un

meilleur avenir en leur permettant d'échapper à la pauvreté. Mais cette attraction est également entretenue par les pays riches eux-mêmes : leurs gouvernements s'efforcent de revitaliser la population vieillissante à l'aide de « sang neuf », et les grandes entreprises sont à la recherche de travailleurs hautement qualifiés. Du fait du solde migratoire positif observé depuis quelques années dans la zone OCDE, le pourcentage de population d'origine étrangère dans ces sociétés est considérable et croissant. Les Nations Unies estimaient en 2008 que d'ici 2010, les immigrants représenteraient de 10 % à 40 % de la population de 16 des pays de l'OCDE représentés. Même dans les pays qui ne sont pas traditionnellement des terres d'immigration, la tendance est nettement à la hausse (voir Figure 1.4 ci-dessous); c'est le cas notamment en Grèce, en Islande, en Irlande, en Nouvelle-Zélande et en Espagne. En matière d'éducation, cela se traduit directement par une diversité accrue de la population scolaire et étudiante, ce qui représente souvent de nouveaux défis pour les systèmes éducatifs.

Figure 1.4. Hausse du pourcentage de population d'origine étrangère
Pourcentage de migrants internationaux dans la population totale, 1990, 2000 et 2010



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932320732>

Note : Les migrants internationaux sont définis comme les individus qui ne résident pas dans leur pays natal.

Source : Division de la Population des Nations Unies (2008), *Stock de migrants internationaux : La révision de 2008*.

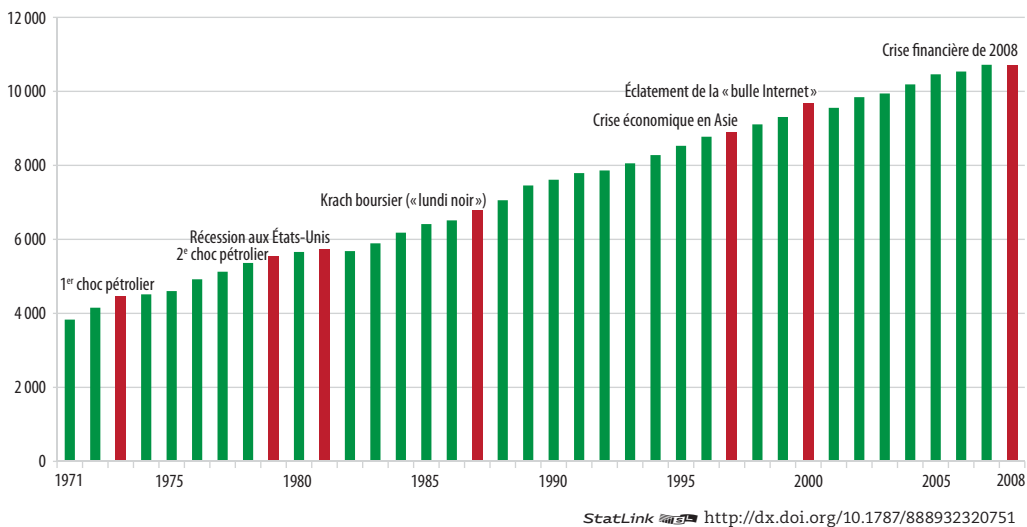
Quelles implications pour l'éducation ?

- Avec l'accroissement de la diversité sociale, les éducateurs doivent, à tous les niveaux, répondre à de nouvelles formes de besoins et d'attentes des élèves et de leurs familles. Dans quelle mesure les systèmes scolaires doivent-ils tenir compte de cette diversité ? Les éducateurs sont-ils à même de le faire ?
- Les familles qui ont immigré récemment sont parmi les plus exposées aux risques de précarité et d'exclusion. Les éducateurs sont-ils à même de faire face aux risques d'aggravation des inégalités éducatives associés à l'augmentation du nombre d'immigrés ?
- L'immigration signifie que, tout au long de leur vie, les élèves vont être confrontés à différents environnements culturels et ce, même en dehors du cadre scolaire. Que leur faut-il apprendre pour faire face à cette pluralité ?

RISQUES ENVIRONNEMENTAUX À L'ÉCHELON MONDIAL

De toute évidence, l'environnement dans lequel nous vivons est une composante clé du contexte élargi dans lequel s'inscrit l'éducation. Les évolutions observées dans cet environnement affectent de multiples façons les objectifs de l'éducation ainsi que les valeurs et ambitions des apprenants. Dans ce volume, nous étudions ces enjeux à travers le prisme de deux tendances : l'augmentation de la consommation d'électricité et le volume croissant d'émissions de CO₂. S'ils ont contribué à améliorer les conditions de vie dans les pays de l'OCDE, le développement du capital humain et la prospérité reposent sur des modes de consommation et de production dont l'impact sur l'environnement mondial suscite de vives inquiétudes. L'éducation contribue largement à façonner les mentalités et les connaissances nécessaires pour changer la donne.

Figure 1.5. Production et consommation d'électricité en hausse
Production brute d'électricité (TWh), 1971-2008



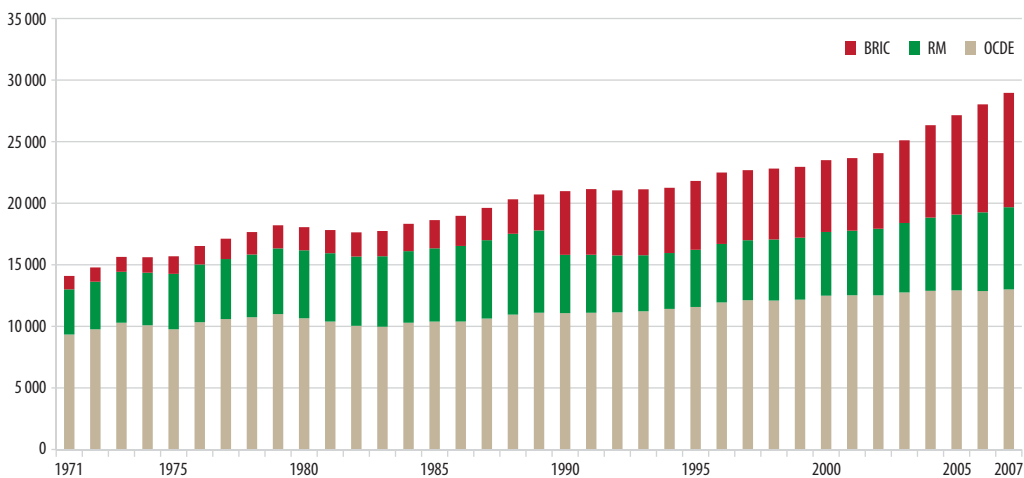
Source : OCDE (2009), OECD.Stat : Production électrique et thermique.

Les besoins énergétiques ont enregistré une croissance exponentielle au cours des dernières décennies. La consommation mondiale d'électricité a presque triplé entre 1971 et 2008; d'après les prévisions, elle devrait encore augmenter de 40% d'ici 2030. La consommation d'électricité suit la croissance économique; cependant, en période de ralentissement de l'activité, la consommation énergétique augmente moins vite, mais ne recule pas. Il semble que la prospérité se soit accompagnée d'un appétit insatiable en matière d'énergie, ce qui amène à s'interroger sur la viabilité de la croissance : non seulement les ressources disponibles s'amenuisent alors que la population mondiale augmente, mais la consommation énergétique a également un impact considérable sur l'environnement. Le changement climatique est une menace lourde et bien réelle, qui se manifeste de différentes façons : hausse des températures mondiales, notamment près des Pôles; élévation du niveau de la mer; prévalence accrue d'événements climatiques extrêmes; changement de la composition chimique des océans; perte de la biodiversité; et nombreuses conséquences néfastes sur la santé humaine.

Les émissions de gaz à effet de serre (CO₂, par exemple) expliquent dans une large mesure ces changements climatiques. En augmentation constante depuis 1971, le volume mondial d'émission de CO₂ avait plus que doublé en 2007. Les pays de l'OCDE étaient responsables de près de 45% de ces émissions. L'augmentation la plus forte a été observée dans les pays « BRIC » : Brésil, Fédération de Russie, Inde et Chine. Puisque la croissance économique dépend des énergies fossiles, la production d'électricité est l'activité qui produit le plus d'émissions de CO₂. En 2007, les énergies fossiles représentaient plus de 80% de la demande énergétique mondiale ; d'après les prévisions actuelles, ce pourcentage devrait rester stable au cours des 20 prochaines années. L'essentiel de cette consommation servira à alimenter la croissance rapide des économies émergentes.

Figure 1.6. Augmentation des émissions de CO₂

Émission de CO₂ générées par la combustion des énergies fossiles (en millions de tonnes), 1971-2007



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932320770>

Note : L'acronyme BRIC désigne un groupe de pays comprenant le Brésil, la Fédération de Russie, l'Inde et la Chine. Le groupe OCDE désigne dans ce cas les 30 premiers pays membres ; RM signifie « reste du monde ».

Source : OCDE (2010), *Panorama des Statistiques de l'OCDE 2010 : Économie, environnement et société*.

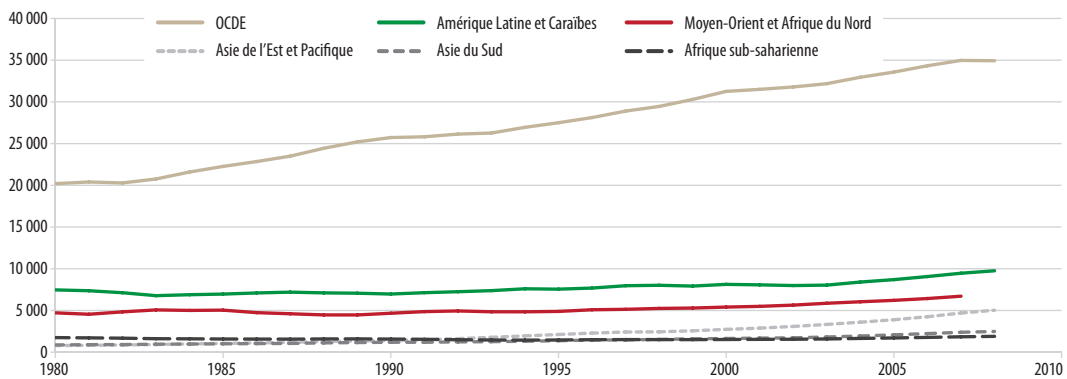
Quelles implications pour l'éducation ?

- En quoi l'éducation formelle peut-elle contribuer à former des citoyens responsables, portés par des valeurs civiques, des compétences critiques et des pratiques de consommation durables ? Comment l'éducation peut-elle refaçonner les connaissances, les mentalités et les pratiques responsables des problèmes environnementaux présentés dans cette section, de façon à faire émerger des solutions ?
- Les défis environnementaux sont, par essence, de nature mondiale. Comment l'éducation peut-elle favoriser l'acquisition des connaissances et compétences nécessaires à la coopération internationale requise en réponse à ces problèmes ?
- Quels types de programmes d'enseignement et de formation supérieurs peuvent faire émerger les compétences et l'expertise nécessaires au passage à une économie « verte » ?

CLIVAGES INTERNATIONAUX ENTRE PAYS RICHES ET PAYS PAUVRES

Ces trente dernières années, les inégalités mondiales se sont nettement aggravées à mesure qu'augmentait la prospérité des pays de l'OCDE. Malgré les taux de croissance élevés enregistrés dans certaines économies au développement plus récent, l'écart entre le revenu moyen des pays les plus riches et celui des pays les plus pauvres, déjà considérable, ne cesse d'augmenter. Le taux de mortalité infantile donne un aperçu direct de différents désavantages : or bien que ce taux diminue dans toutes les régions du monde, certaines accusent encore un retard considérable en la matière. L'éducation et la formation sont deux des principaux moteurs de la croissance économique et du progrès social ; néanmoins, les pays qui ont le plus besoin de cette impulsion sont aussi ceux auxquels les ressources financières font généralement défaut. De fait, la hausse des investissements éducatifs dans les pays riches contribue à aggraver les inégalités mondiales.

Figure 1.7. Creusement des inégalités entre régions riches et régions pauvres
PIB par habitant de chaque région, 1980-2008



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932320789>

Note : Le PIB par habitant est présenté en dollars internationaux constants de 2005, basés sur les parités de pouvoir d'achat (PPA).

Source : Banque Mondiale (2010), *World Databank: Indicateurs de développement dans le monde & base de donnée sur le Financement du développement dans le monde*.

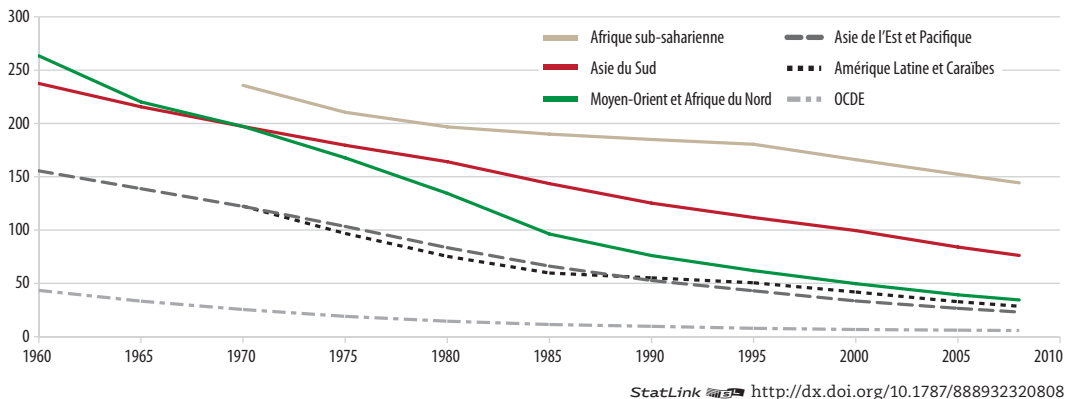
Les écarts de prospérité constatés entre les pays développés de l'OCDE et le reste du monde, déjà considérables, se sont encore accentués au cours des trente dernières années. Les pays de l'OCDE ont vu leur prospérité augmenter de près de 15 000 USD par habitant entre 1980 et 2008. Après la période agitée des années 1980, l'Amérique Latine a réussi à opérer un redressement et à conserver sa deuxième place. Mais hormis pour la zone OCDE, la plus forte hausse du PIB par habitant a été enregistrée en Asie de l'Est et dans le Pacifique, où le PIB a augmenté de plus de 4 000 USD par habitant, se rapprochant ainsi du niveau observé au Moyen-Orient. La situation des régions les plus pauvres (Asie du Sud et Afrique sub-saharienne) est en revanche restée quasiment inchangée ces trente dernières années, le PIB moyen par habitant n'ayant augmenté que de 150 USD sur la période.

La mortalité infantile est un indicateur clé, qui nous renseigne non seulement sur l'état de santé des enfants, mais également sur le niveau de développement global : le quatrième des huit « Objectifs du Millénaire pour le développement » adoptés par la communauté internationale prévoit de réduire le taux de mortalité infantile de $\frac{2}{3}$ entre 2000 et 2015. Au cours des quarante ou cinquante dernières années, des pas de géant ont été

accomplis dans ce domaine, en particulier au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, où le taux est passé de près de 265 décès d'enfants en bas âge pour 1 000 habitants à moins de 35 % en 2008. Pourtant, malgré ces avancées, de fortes inégalités persistent. En 2008, le taux de mortalité infantile a atteint son niveau le plus bas, soit 0.5% en moyenne, dans la zone OCDE. À titre de comparaison, les pays d'Afrique sub-saharienne enregistrent en moyenne un taux de mortalité infantile de près de 15%.

Les écarts internationaux influent sur de nombreux problèmes mondiaux, tels que la dégradation de l'environnement, la transmission des maladies ou encore l'instabilité politique. Les inégalités observées du point de vue de l'accès à des services éducatifs de qualité sont à la fois une conséquence et une cause de ces écarts internationaux. Les pays prospères disposent des ressources nécessaires pour rémunérer leurs professeurs et investir dans des bâtiments scolaires ; mais à l'heure actuelle, de nombreux pays n'ont toujours pas les moyens d'en faire autant.

Figure 1.8. Recul de la mortalité infantile mais persistance des inégalités
Nombre de décès d'enfants âgés de moins de 5 ans pour 1 000 habitants, 1980-2008



Source : Banque Mondiale (2010), *World Databank : Indicateurs de développement dans le monde & base de donnée sur le Financement du développement dans le monde*.

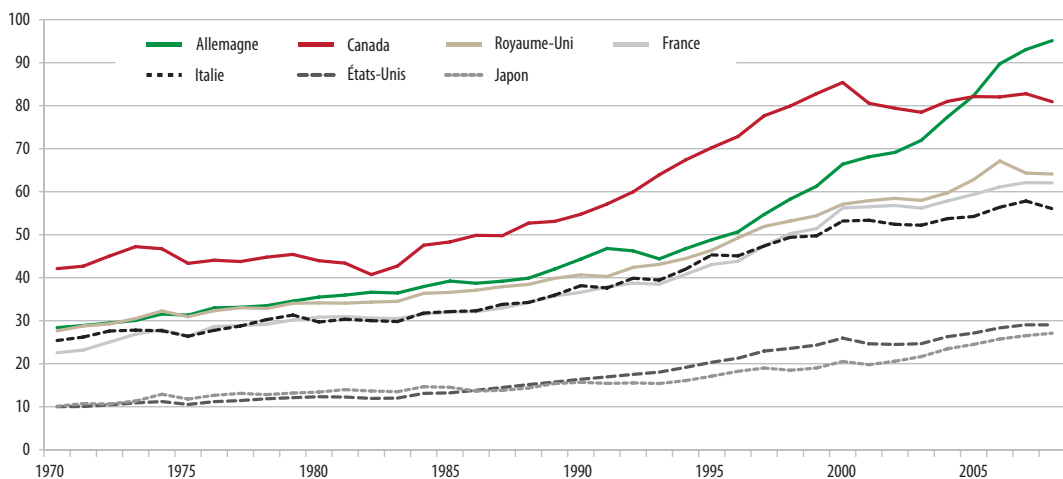
Quelles implications pour l'éducation ?

- Élargir l'accès à l'éducation améliore la compétitivité économique d'un pays. Les retombées économiques des investissements éducatifs nationaux ont-elles inévitablement pour effet d'aggraver les inégalités mondiales ?
- L'éducation contribue largement à favoriser le développement économique et social des régions moins avancées ; mais est-elle seulement possible dans des conditions d'extrême pauvreté ?
- Dans quelle mesure les élèves des pays de l'OCDE sont-ils conscients des problèmes mondiaux illustrés dans les figures ci-dessus ? Faut-il les informer davantage de la situation des autres régions du monde ?

VERS UNE ÉCONOMIE MONDIALISÉE

Dans le processus de mondialisation, les économies nationales s'internationalisent en même temps qu'elles s'intègrent les unes aux autres, notamment grâce aux avancées technologiques, à la baisse des coûts de transport et à la levée des barrières commerciales. À mesure que les entreprises mondiales ou multinationales se multiplient, leur taille et leur origine se diversifient. Le transfert international des services et des capitaux peut désormais s'effectuer en temps réel. Parallèlement, certains événements récents invitent à s'interroger sur la stabilité du système économique mondial, mais aussi sur le rôle et l'influence des gouvernements nationaux. L'éducation est affectée par les grandes tendances de l'économie mondiale, et l'attention portée aux évolutions de l'économie mondiale a peut-être suscité un intérêt nouveau pour les comparaisons internationales en matière d'éducation. D'un autre côté, l'éducation contribue à façonner les valeurs et l'expertise sur lesquelles reposent la collaboration et le commerce internationaux.

Figure 1.9. Essor du commerce international
Rapport du commerce total au PIB dans les pays du G7, 1970-2009



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932320827>

Source : OCDE (2009), OECD.Stat : Indicateurs macro-économiques de commerce.

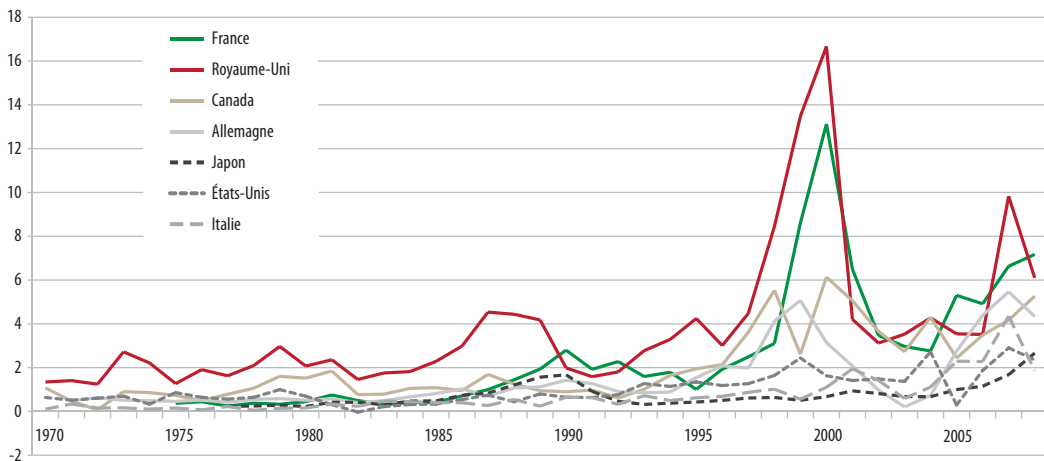
L'un des indicateurs qui nous renseignent le plus sur « l'ouverture » d'un pays, soit son degré d'intégration dans l'économie mondiale, est le rapport entre ses échanges commerciaux avec l'étranger (somme des exportations et des importations) et son PIB. Ce rapport reflète l'importance du commerce international dans l'économie de chaque pays. Il ne faut pas perdre de vue qu'un faible taux d'ouverture peut être lié à la taille insuffisante de l'économie ou à un éloignement géographique par rapport aux partenaires commerciaux potentiels, et pas nécessairement à une réticence vis-à-vis du commerce international. Parmi les économies du G7, les taux d'ouverture les plus élevés sont observés au Canada, en Allemagne et au Royaume-Uni, les plus bas étant ceux du Japon et des États-Unis. Depuis 1970, ce taux a presque doublé dans tous les pays du G7 ; il a presque triplé en Allemagne. Cette tendance à la hausse se poursuit à un rythme régulier malgré plusieurs fluctuations de l'économie ; pour l'heure, on ignore néanmoins quels seront les effets totaux de la crise financière actuelle.

L'investissement direct à l'étranger (IDE) est l'un des principaux aspects de l'intégration économique mondiale car il crée des liens directs entre les économies, encourageant

ainsi les transferts de technologies et de capital intellectuel entre les pays. La Figure 1.10 présente le rapport de l'IDE au PIB. Elle met en évidence les turbulences observées dans le domaine de l'investissement à l'étranger, notamment après 1995 : l'éclatement de la bulle Internet et les crises financières mondiales se sont traduits par une série de pics et de creux amples, ce qui indique la nature spéculative accrue de l'IDE. Malgré cette volatilité, la tendance est clairement à la hausse : même à son niveau le plus bas, atteint en 2002 suite à l'éclatement de la bulle Internet, le rapport de l'IDE au PIB avait augmenté de près de 70% aux États-Unis et de plus de 800% en France et en Italie par rapport au début des années 1970. Depuis 2002, le rapport de l'IDE au PIB est en hausse dans tous les pays du G7, bien que les données relatives à l'impact de la crise financière mondiale ne soient pas encore disponibles.

Figure 1.10. Hausse des investissements à l'étranger provenant des grandes puissances économiques

Rapport de l'Investissement direct à l'étranger (IDE) au PIB dans les pays du G7, 1970-2008



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932320846>

Source : Banque Mondiale (2010), *World Databank : Indicateurs de développement dans le monde & base de donnée sur le Financement du développement dans le monde*.

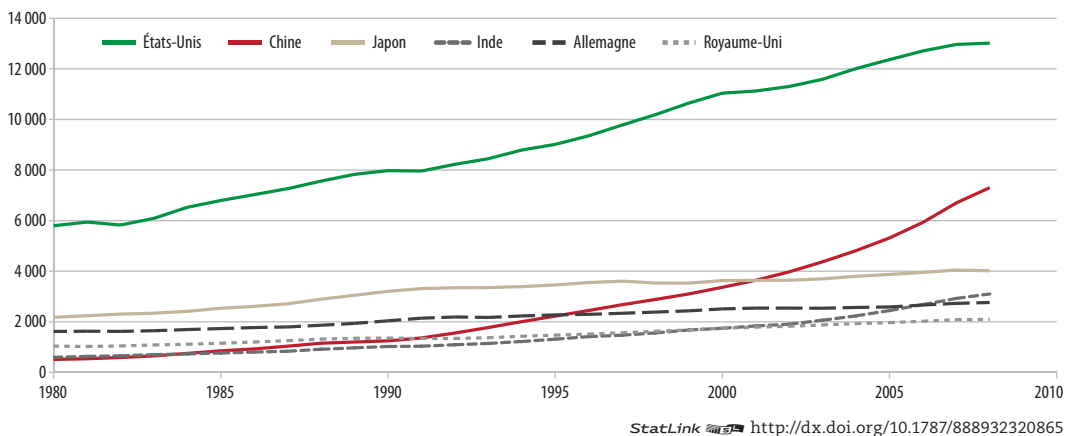
Quelles implications pour l'éducation ?

- L'intensification de la concurrence sur les marchés mondiaux a contribué à répandre l'idée selon laquelle les pays doivent innover en permanence pour rester compétitifs. L'éducation nourrit-elle la créativité nécessaire à l'innovation ?
- Les systèmes d'éducation et de formation jouent traditionnellement le rôle de viviers de futurs décideurs nationaux. Ces systèmes dotent-ils les étudiants de la portée de vue et des compétences (linguistiques, notamment) nécessaires au succès de la coopération internationale ?
- L'un des principaux moyens d'assurer la croissance économique nationale consiste à attirer les investissements directs de l'étranger. Dans quelle mesure un système éducatif de qualité contribue-t-il à attirer les multinationales à la recherche de main-d'œuvre qualifiée ?

LES NOUVELLES PUISSANCES ÉCONOMIQUES MONDIALES

L'équilibre et le paysage économiques mondiaux sont en train de changer. Les nouvelles puissances économiques telles que la Chine ou l'Inde jouent désormais un rôle de premier plan ; ces deux pays forment, avec le Brésil, la Russie et l'Afrique du Sud, le « groupe des BRICS ». Certains pays qui, récemment encore, étaient considérés comme étant « en développement » jouent désormais un rôle central dans l'économie mondiale, comme en témoigne l'importance particulière du Sommet du G20, promu au rang de forum pour la coopération économique internationale. Il ne s'agit pas d'un simple rattrapage opéré par les économies nouvelles, mais bien d'un nouvel équilibre économique et financier qui affecte tous les pays. S'agissant de l'éducation, ce processus modifie les conceptions associées entourant le travail, les emplois et les cultures, lesquelles ne sont parfois prises en compte dans les processus d'apprentissage qu'au bout de plusieurs années. Ce processus a une influence directe sur le marché international de l'éducation et de la recherche.

Figure 1.11. La Chine et l'Inde regagnent du terrain
Évolution du PIB des six premières puissances économiques mondiales, 1980-2008



Note : Le PIB par habitant est présenté en milliards de dollars internationaux constants de 2005, basés sur les parités de pouvoir d'achat (PPA).

Source : Banque Mondiale (2010), *World Databank : Indicateurs de développement dans le monde & base de donnée sur le Financement du développement dans le monde*.

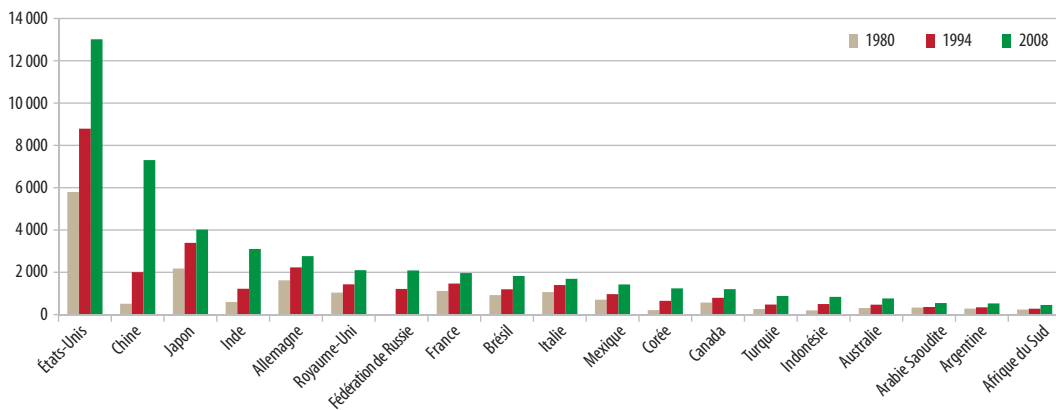
L'émergence progressive d'un nouvel équilibre économique est illustrée de façon éclatante par la montée en puissance de la Chine et de l'Inde. La figure ci-dessus a été élaborée en comparant le produit intérieur brut (PIB) des premières économies mondiales, ajusté en parités de pouvoir d'achat (PPA). Les États-Unis devancent encore largement leurs concurrents ; mais la deuxième place est indéniablement occupée par la Chine, et cet indicateur est en progression pour l'Inde. La figure montre à quel point cette évolution a été rapide, le décollage économique de la Chine et de l'Inde ayant été enregistré pour l'essentiel depuis 1990. L'énorme poids démographique de ces deux pays explique en partie leur positionnement. De plus, l'ajustement en PPA accroît encore la taille relative de ces économies car aujourd'hui encore, 1 dollar international permet d'acheter bien plus de choses en Chine et en Inde que dans les autres pays représentés. Quoi qu'il en soit, le nouvel équilibre économique mondial illustré dans la Figure 1.11 est bien une réalité.

Celui-ci ne se limite pas aux champions que sont la Chine et l'Inde. La Figure 1.12 met en évidence le poids croissant des économies du G20, constitué de puissances économiques établies mais aussi émergentes. Toutes connaissent une croissance économique,

notamment depuis les années 1990. Il subsiste néanmoins des écarts considérables dans la taille relative de ces économies : à titre d'exemple, le PIB de la première d'entre elles (États-Unis) est près de 30 fois supérieur à celui de l'Afrique du Sud, qui se classe dernière sur la figure. L'influence des nouvelles puissances économiques mondiales modifie le paysage géopolitique. Des centaines de millions d'adultes en âge de travailler vont rejoindre un marché mondial de l'emploi de plus en plus intégré. La nature des emplois disponibles dans les pays de l'OCDE est d'ores et déjà profondément affectée par ces tendances, ce qui ne fera probablement que s'accroître. Dans les économies occidentales en particulier, cette intensification de la concurrence est au cœur de la réflexion politique sur le rôle de l'éducation dans ce nouveau contexte : l'éducation et la recherche sont le fondement de l'économie de la connaissance et doivent favoriser l'innovation pour permettre aux économies établies de rester compétitives malgré le coût comparativement élevé de leur main-d'œuvre.

Figure 1.12. Trente ans de croissance économique

PIB de 19 des membres du G20 (hors UE) (en milliards de dollars internationaux), en 1980, 1994 et 2008



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932320884>

Note : Le PIB par habitant est présenté en milliards de dollars internationaux constants de 2005, basés sur les parités de pouvoir d'achat (PPA).

Source : Banque Mondiale (2010), *World Databank : Indicateurs de développement dans le monde & base de données sur le Financement du développement dans le monde*.

Quelles implications pour l'éducation ?

- En réponse à l'évolution du paysage mondial, les pays de l'OCDE doivent-ils adapter leurs programmes scolaires en sciences, en langues et dans les autres matières telles que l'histoire et la géographie ? Les établissements scolaires peuvent-ils aider leurs élèves à développer une meilleure sensibilité culturelle ?
- À la lumière de ces évolutions économiques, faut-il repenser la nature même de l'éducation (enseignement professionnel, enseignement supérieur et apprentissage tout au long de la vie, notamment) et des politiques d'innovation ?
- On observe, dans certaines des puissances économiques émergentes, une hausse rapide du nombre de diplômés de l'enseignement supérieur, notamment en sciences, en mathématiques et en ingénierie. Quelles sont les conséquences de cette évolution pour l'économie et le secteur d'enseignement supérieur des pays de l'OCDE ?

POUR EN SAVOIR PLUS

Sources

- Agence Internationale de l'Énergie (2009), *Perspectives énergétiques mondiales*, Éditions OCDE.
- Banque Mondiale (2010), *World Databank: Indicateurs de développement dans le monde & base de donnée sur le Financement du développement dans le monde*, disponible en ligne, <http://data.worldbank.org/data-catalog>, dernière consultation en avril 2010.
- Division de la Population des Nations Unies (2008), *Stock de migrants internationaux : La révision de 2008*, version électronique, <http://esa.un.org/migration/index.asp?panel=1>, dernière consultation en juin 2010.
- Division de la Population des Nations Unies (2009), *Perspectives en matière d'urbanisation : La révision de 2009*, version électronique, <http://esa.un.org/unpd/wup/unup/index.asp?panel=1>, dernière consultation en mai 2010.
- Division de la Population des Nations Unies, Indicateurs relatifs aux Objectifs du Millénaire pour le développement, disponible en ligne, <http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Default.aspx>, dernière consultation en juillet 2010.
- GIEC (2007), *Changements climatiques 2007 – Les éléments scientifiques*, Cambridge University Press, New York.
- GIEC (2010), *Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat*, Programme des Nations Unies pour l'Environnement et Organisation météorologique mondiale, disponible en ligne, www.ipcc.ch, dernière consultation en février 2010.
- OCDE (2008), *Perspectives des migrations internationales 2008*, Éditions OCDE.
- OCDE (2008), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030*, Éditions OCDE.
- OCDE (2009), *Perspectives des migrations internationales 2009*, Éditions OCDE.
- OCDE (2009), *OECD.Stat : Production électrique et thermique*, disponible en ligne, <http://dotstat.OCDE.org>, dernière consultation en mars 2010 (données originales communiquées par l'Agence Internationale de l'Énergie).
- OCDE (2009), *OECD.Stat: Indicateurs macro-économiques de commerce*, disponible en ligne, <http://dotstat.OCDE.org>, dernière consultation en mai 2010.
- OCDE (2009), *Panorama de la société 2009 – Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *Panorama des statistiques de l'OCDE 2010 : Économie, environnement et société*, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *Le coût élevé des faibles performances éducatives : Impact économique à long terme d'une amélioration des résultats au PISA*, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *Regards sur l'éducation 2010 – Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- Organisation mondiale de la santé (2009), *Protéger la santé des effets du changement climatique : Priorités mondiales pour la recherche*, Genève.
- Programme des Nations Unies pour le Développement (2009), *Rapport mondial sur le développement humain 2009, Lever les barrières : Mobilité et développement humains*, New York.
- Programme des Nations Unies pour le Développement, Objectifs du Millénaire pour le développement, disponible en ligne, www.undp.org/mdg/index.shtml, dernière consultation en juillet 2010.

Les données statistiques relatives à Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Définitions et indicateurs

- *Prévisions démographiques* : Les prévisions des Nations Unies concernant la taille future de la population nationale sont calculées à partir des données les plus récentes, en tenant compte des taux de fécondité antérieurs, des taux de mortalité et des migrations internationales.
- *Population urbaine* : Par définition, population vivant en zone urbaine. Il convient de noter que les données fournies par les Nations Unies reposent sur la classification des zones urbaines établie par chaque pays.
- *Production brute d'électricité* : La production d'électricité est mesurée au point de production et exprimée en gigawatts-heure (GWh). Elle inclut l'énergie consommée par les équipements de la centrale durant le processus de production et les pertes d'énergie enregistrées lors de la distribution de l'électricité aux usagers.
- *Émission de dioxyde de carbone* : Le dioxyde de carbone est un gaz émis lors de la combustion de matière organique. La combustion des énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz) est la principale source d'émissions de CO₂; cette source est la seule incluse dans les données présentées. Le CO₂ est le principal gaz à effet de serre (gaz à l'origine du réchauffement climatique) produit par les activités humaines.
- *Produit intérieur brut (PIB)* : Mesure classique de la valeur des biens et services produits par un pays sur une période donnée. « Brut » signifie qu'aucune déduction n'a été faite pour tenir compte de la dépréciation des machines, des bâtiments et autres biens de production. « Intérieur » signifie qu'il s'agit de la production effectuée par les résidents du pays. Puisque de nombreux biens et services produits dans un pays sont utilisés pour produire d'autres biens et services, le PIB est calculé en additionnant la valeur ajoutée de chaque produit.
- *PIB par habitant* : PIB d'un pays divisé par sa population totale. Le PIB par habitant est généralement utilisé comme indicateur de substitution du niveau de vie, bien que cela ne soit pas, à proprement parler, ce que mesure le PIB.
- *Parités de pouvoir d'achat (PPA)* : Les Parités de pouvoir d'achat sont des taux de conversion monétaire qui éliminent les différences de niveaux de prix entre pays, permettant ainsi de procéder à des comparaisons internationales. Par exemple, un dollar permet d'acheter davantage en Chine qu'en France; après conversion aux taux de PPA, ce dollar permettra d'acheter le même panier de biens et services dans les deux pays.
- *Taux de mortalité infantile* : Rapport du nombre d'enfants qui meurent avant l'âge de cinq à 1 000 enfants âgés de 1 an. Le taux de mortalité infantile est un indicateur précieux, souvent utilisé pour rendre compte indirectement de l'état de santé général d'une population nationale ou régionale.
- *Rapport du commerce total au PIB* : Ce rapport indique le degré d'intégration d'un pays dans l'économie mondiale; en d'autres termes, il permet de déterminer dans quelle mesure (a) les producteurs nationaux dépendent des débouchés étrangers et (b) la demande nationale dépend des importations de biens et services. Il est calculé en divisant la somme des exportations et des importations d'un pays par son PIB.

- *Investissement direct à l'étranger (IDE)* : L'IDE désigne le montant net des investissements réalisés par les acteurs d'un pays A dans une entreprise en activité dans un pays B. Pour être pris en compte, ce montant doit représenter plus de 10% des actions avec droit de vote, ce qui indique que l'investisseur s'intéresse à la gestion à long terme de l'entreprise.
- *G20* : Le Groupe des Vingt (ou G20) regroupe les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales de 20 puissances économiques majeures, dont 19 pays (Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, France, Allemagne, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Russie, Arabie Saoudite, Afrique du Sud, Corée du Sud, Turquie, Royaume-Uni et États-Unis) et l'Union européenne. Les sommets du G20 sont généralement organisés deux fois par an et accueillent également le Président de la Banque Mondiale, le Directeur Général du FMI, le Président du Comité monétaire et financier international du FMI et le Président du Comité de développement.

Chapitre 2

Les nouveaux défis sociaux

Évolution des structures par âge : tendances et prévisions relatives à l'évolution des structures par âge (baisse du nombre d'enfants et hausse du nombre de seniors) et rapport de la population en âge de travailler à la population en âge de départ à la retraite.

Évolution des dépenses sociales : comparaison de l'évolution de la fraction du revenu national consacrée aux dépenses de santé et d'éducation dans différents pays.

Creusement des inégalités : étude des tendances observées dans la zone OCDE basée sur les indices de concentration de Gini et la décomposition des tendances générales par catégorie socio-économique.

Persistance de la pauvreté : étude axée spécifiquement sur la part de la population défavorisée dans les sociétés de l'OCDE.

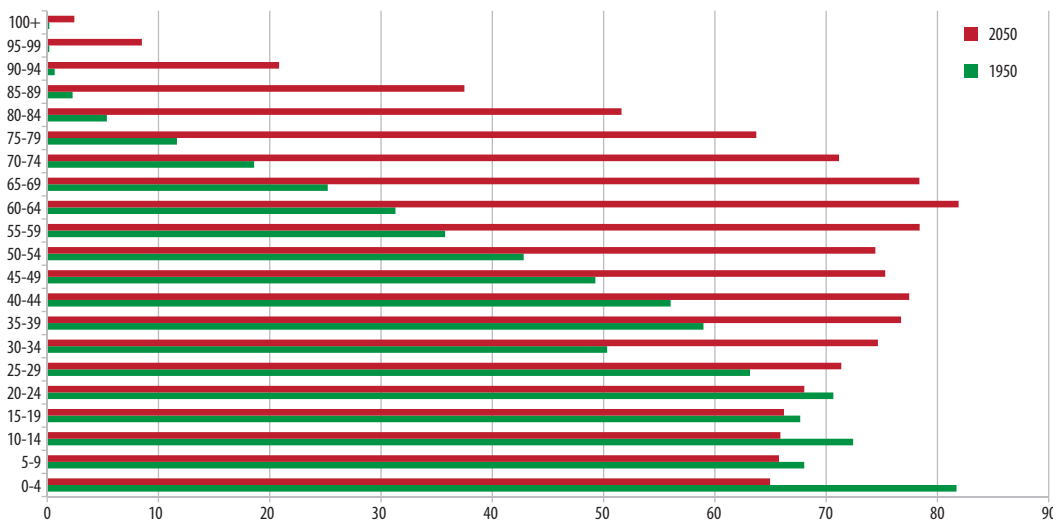
Nouvelles formes d'engagement civique et social : cette section examine les données internationales relatives à la participation aux associations et aux communautés virtuelles.

Hausse de la satisfaction personnelle : étude de la satisfaction personnelle à travers la mesure subjective du bonheur et les taux de suicide dans différents pays.

ÉVOLUTION DES STRUCTURES PAR ÂGE

L'effet combiné de l'allongement de l'espérance de vie et de la baisse du taux de natalité transforme la structure de la population. Depuis une cinquantaine d'années, la structure par âge des économies développées, initialement de forme pyramidale, s'est transformée et présente désormais un sommet élargi et une base plus étroite, ainsi qu'un milieu protubérant qui ne cesse de croître. Le « taux de dépendance » est utilisé pour comparer la taille relative des différentes tranches d'âge, les unes se caractérisant souvent par leur indépendance financière, tandis que les autres (enfants et personnes âgées) sont généralement dépendants financièrement. On devrait observer, au cours des 40 prochaines années, une forte hausse du ratio des plus de 65 ans par rapport à la population en âge de travailler (personnes âgées de 15 à 64 ans), avec tout ce que cela implique comme conséquences profondes pour les ressources allouées à l'éducation et la vie des générations futures.

Figure 2.1. Structure démographique par âge : de la base élargie au sommet élargi
Structure par âge dans les régions plus avancées (en millions de personnes par tranche d'âge), 1950 et 2050



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932320903>

Note : Les « régions plus avancées » comprennent l'Europe plus l'Amérique du Nord, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon.

Source : Division de la Population des Nations Unies (2008), *Perspectives démographiques mondiales : La révision de 2008*.

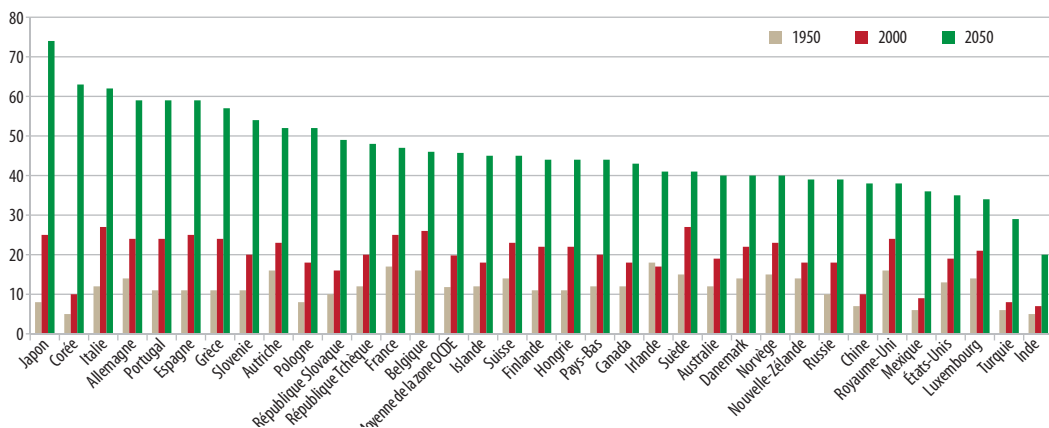
Depuis les années 1950, le nombre d'enfants n'a cessé de baisser dans tous les pays de l'OCDE. Sur la même période, le nombre de seniors a fortement augmenté, principalement en raison de l'allongement de l'espérance de vie induit par l'amélioration de l'hygiène, des conditions de vie et des soins préventifs. Au vu de l'évolution des taux de fécondité et de mortalité, mais aussi des évolutions observées du côté des migrations internationales, cette tendance devrait se maintenir, de sorte que d'ici 2050, les effectifs de la tranche des 70-74 ans seront supérieurs à ceux de chacune des six tranches de 5 ans allant de 0 à 30 ans ; par ailleurs, à l'horizon 2050, les personnes âgées de 75 à 79 ans seront quasiment aussi nombreuses que les enfants âgés de moins de 5 ans.

Un autre indicateur est employé pour mesurer le vieillissement démographique : il s'agit du « taux de dépendance des personnes âgées », qui compare le pourcentage d'individus âgés de plus de 65 ans à celui des individus en âge de travailler (soit âgés de 15 à 64

ans). Bien qu'il ne soit pas une mesure exacte, cet indicateur nous renseigne sur le nombre de seniors financièrement dépendants par rapport à la population active potentielle. Dans les pays de l'OCDE, ce taux est en moyenne passé de 12% à 20% durant la seconde moitié du xx^e siècle. Cette tendance devrait se poursuivre jusqu'en 2050; le taux de dépendance aura alors atteint 46%. Bien qu'elle soit observée dans l'ensemble de la zone OCDE, cette évolution n'a pas la même ampleur dans tous les pays. D'après les estimations, le rapport entre le pourcentage de seniors et le pourcentage d'adultes en âge de travailler devrait être particulièrement élevé au Japon, en Corée et en Italie, où les prévisions tablent sur un rapport de 3 personnes de plus de 65 ans pour 4 personnes de 15 à 64 ans. À l'inverse, en Inde, le taux de dépendance des personnes âgées ne devrait pas dépasser 20 (soit 1 personne de plus de 65 ans pour 5 personnes en âge de travailler). La Turquie est le seul pays de l'OCDE présenté ci-dessous dans lequel ce taux devrait, d'après les prévisions, se maintenir sous la barre des 30.

Figure 2.2. Le « taux de dépendance » des personnes âgées devrait doubler d'ici 2050

Nombre de personnes âgées de 65 ans et plus pour 100 personnes âgées de 15 à 64 ans, 1950, 2000 et 2050



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932320922>

Source : Division de la Population des Nations Unies (2008), *Perspectives démographiques mondiales : La révision de 2008*.

Quelles implications pour l'éducation ?

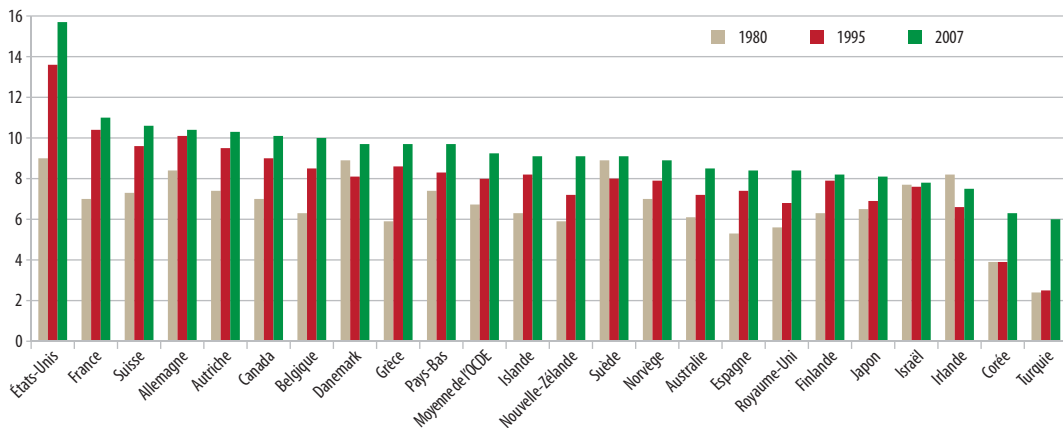
- En raison de leur taille relative réduite, les tranches d'âge qui s'apprêtent à quitter le système éducatif pour entrer sur le marché du travail ne suffiront pas à remplacer les *baby-boomers* partis en retraite. Dans ce contexte, la durée des études, qui ne cesse de croître, est-elle réellement viable ? Faut-il instaurer des modèles de formation plus flexibles, moins linéaires ?
- Une grande partie des personnes âgées restera bien plus longtemps active sur les plans mental et physique. En quoi le système éducatif peut-il contribuer à répondre aux besoins d'apprentissage et aux attentes culturelles de cette catégorie de population importante ?
- On observe, comme pour la population dans son ensemble, un vieillissement du corps enseignant à tous les niveaux d'enseignement. Comment attirer et conserver un nombre suffisant d'enseignants et d'universitaires ?

ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DES DÉPENSES SOCIALES

Le vieillissement démographique affecte profondément les dépenses de santé et de retraite des pays de l'OCDE. L'augmentation de ces dépenses représente un défi majeur pour les pouvoirs publics, car dans de nombreux pays, celles-ci sont encore largement couvertes par les deniers publics. Cette section compare l'évolution récente des dépenses de santé et d'éducation dans un certain nombre de pays et met en évidence différentes tendances et orientations. Certes, la génération qui part en retraite est aujourd'hui plus riche et en meilleure santé qu'autrefois, et la plupart des pays s'efforcent de limiter le coût de la santé et des retraites ; néanmoins, la viabilité des budgets actuels suscite de nombreuses inquiétudes. Quelles conséquences l'augmentation de ces coûts, liée notamment au départ en retraite des baby-boomers, aura-t-elle sur le budget alloué à d'autres secteurs stratégiques ? Est-ce le début d'une concurrence financière entre les générations parties à la retraite et les générations qui étudient ?

Figure 2.3. Augmentation des dépenses de santé

Montant total des dépenses de santé en pourcentage du PIB, en 1980, 1995 et 2007



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932320941>

Source : OCDE (2009), OECD.Stat : Eco-santé OCDE.

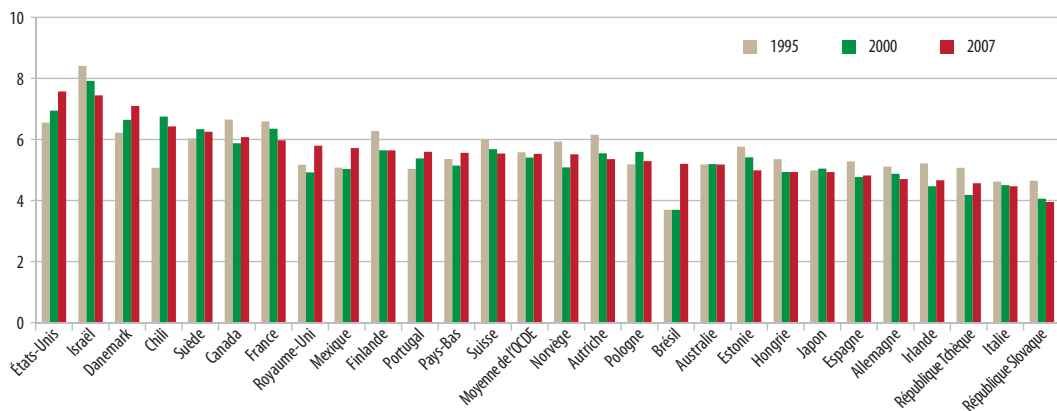
La tendance mise en évidence dans la figure ci-dessous est très claire. Dans les pays de l'OCDE, la part du PIB national allouée aux dépenses de santé a augmenté entre 1980 et 2007, et parfois de façon considérable. L'Irlande est le seul pays dans lequel ce pourcentage a baissé entre le début des années 1980 et 2007 (tandis que son PIB a bien sûr fortement augmenté sur la période). En lui-même, le montant total des dépenses de santé en 2007 était également élevé : dans les 23 pays de l'OCDE inclus, les dépenses de santé représentaient en moyenne plus de 9 % du PIB en 2007, soit une hausse de 1 % depuis 1995 et de 2,3 % depuis 1980. Ces moyennes masquent néanmoins des écarts internationaux considérables. Les États-Unis arrivent largement en tête du classement : ils affectent près de 16 % de leur PIB à la santé, soit 5 % de plus que la France, deuxième pays au classement des dépenses de santé. Les pays dans lesquels les dépenses de santé représentent le plus faible pourcentage du revenu national sont la Corée (6.3 %) et la Turquie (6.0 %), même si dans les deux cas le poids de la santé a fortement augmenté.

Les tendances observées sont en revanche très différentes s'agissant de la part des dépenses d'éducation dans le revenu national. La moyenne, dans les 27 pays inclus, était

de 5.5% du PIB en 2007, contre 5.4% en 2000 et légèrement moins de 5.6% en 1995. Au-delà des moyennes, 17 pays avaient réduit la part de leur PIB allouée aux dépenses d'éducation entre 1995 et 2007. Les dépenses d'éducation et de santé sont évidemment très différentes, notamment car la fourniture de services éducatifs est liée de façon bien plus étroite à certaines tranches d'âge spécifiques (population jeune), dont les effectifs sont en baisse. En réalité, le montant des dépenses par élève du primaire a augmenté de 43% entre 1995 et 2007 dans les pays couverts par les données de l'OCDE ; c'est aussi le cas des dépenses par étudiant de l'enseignement supérieur dans la majeure partie de ces pays. Toutefois, le contraste observé entre les tendances relatives à la santé et à l'éducation souligne à quel point la concurrence financière, déjà forte, pourrait encore s'intensifier.

Figure 2.4. Dépenses d'éducation : aucune tendance nette

Montant des dépenses en faveur des établissements scolaires (tous niveaux confondus) en pourcentage du PIB, en 1995, 2000 et 2007



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932320960>

Source : OCDE (2010), *Regards sur l'éducation 2010 : Les indicateurs de l'OCDE*.

Quelles implications pour l'éducation ?

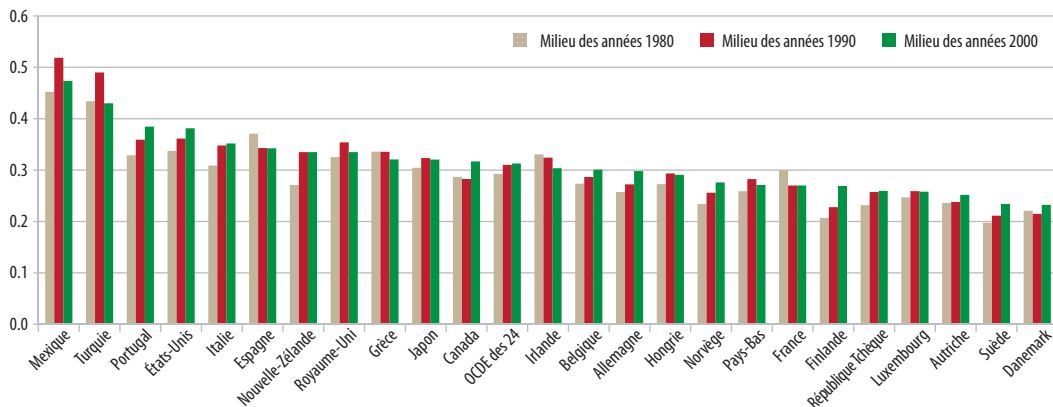
- Dans quelle mesure la poursuite de l'augmentation des dépenses de santé et de retraite risque-t-elle de rogner sur les dépenses d'éducation, alors que dans ce secteur le montant des dépenses par étudiant s'était jusqu'à présent maintenu fermement ?
- La hausse des dépenses *privées* d'éducation, de santé et de retraite suffira-t-elle à couvrir l'augmentation des coûts ? Jusqu'à quel point les dépenses privées peuvent-elles encore augmenter, notamment dans l'éducation ?
- Actuellement, est-il possible de réduire certaines dépenses d'éducation sans nuire à la qualité de l'apprentissage ? Dans quelle mesure l'innovation, à quel que niveau d'enseignement que ce soit, peut-elle contribuer à améliorer l'efficacité des dépenses d'éducation ?

CREUSEMENT DES INÉGALITÉS

Les inégalités de revenus se sont en moyenne aggravées dans l'ensemble de la zone OCDE au cours des 20 dernières années, bien que le degré d'iniquité observé soit très différent d'un pays à l'autre. Les données de l'OCDE permettent également d'analyser l'évolution des revenus pour différentes catégories socio-économiques. Cette analyse montre que dans la plupart des pays de l'OCDE, toutes les tranches de revenus (20% supérieurs, revenus intermédiaires et 20% inférieurs) ont connu une amélioration, mais à des degrés divers. Seuls deux pays ont enregistré un enrichissement des catégories de revenus supérieures et un (léger) appauvrissement des catégories de revenus inférieures. L'éducation fait partie intégrante de la problématique des inégalités : d'un côté elle facilite la sélection entre les individus et peut aggraver les inégalités : de l'autre, elle s'efforce de les niveler. Cette analyse invite également à s'interroger sur les opportunités éducatives réellement offertes aux catégories les plus défavorisées.

Figure 2.5. Des inégalités de revenus orientées à la hausse

Indices de concentration de Gini pour la zone OCDE, au milieu des années 1980, 1990 et 2000



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932320979>

Note : L'indice de concentration de Gini est un indicateur des inégalités de revenus ; plus il est élevé, et plus les inégalités sont fortes.

Source : OCDE (2009), *Panorama de la société 2009 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*.

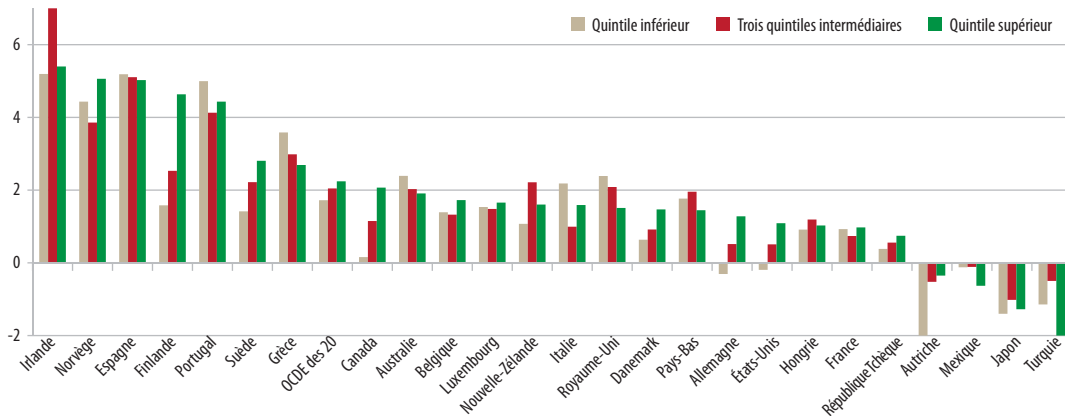
Entre 1985 et 2000, les inégalités de revenus n'ont cessé de s'aggraver dans la plupart des pays de l'OCDE. Certains échappent toutefois à la règle : en France, en Grèce, en Irlande et en Espagne, les inégalités se sont en effet nivelées. Pour cet indicateur, on observe de très fortes disparités entre les pays de l'OCDE : le Mexique, le Portugal, la Turquie et les États-Unis sont marqués par un niveau d'inégalités relativement élevé, tandis que celui-ci est bas au Danemark et en Suède. Certains pays ont connu une évolution en dents de scie et enregistré, sur les trois repères chronologiques proposés, leur niveau d'inégalités le plus élevé ou le plus bas durant l'année de référence intermédiaire (soit le milieu des années 1990) : ce type d'évolution est très net pour les deux pays de la Figure 2.5 dans lesquels les inégalités sont les plus fortes, à savoir le Mexique et la Turquie. Ces tendances, indiquées jusqu'au milieu des années 2000, n'incluent évidemment pas l'impact éventuel de la crise récente sur les inégalités.

La Figure 2.6 décompose les tendances générales observées entre le milieu des années 1990 et le milieu des années 2000 en fonction des différentes catégories socio-économiques

(tranche la plus aisée; vaste tranche intermédiaire; et tranche inférieure). La moyenne de l'OCDE montre que ces trois catégories de revenus ont enregistré en dix ans une hausse de leur niveau de revenus; la plus forte hausse a été observée dans le quintile supérieur et la plus faible, dans le quintile inférieur. Mais ces moyennes masquent des tendances variables d'un pays à l'autre. Hormis en Autriche, en Allemagne, au Japon, au Mexique, en Turquie et aux États-Unis, les trois quintiles ont vu leurs revenus augmenter entre le milieu des années 1990 et le milieu des années 2000. En règle générale, l'aggravation du niveau global d'inégalités ne signifie pas que les riches s'enrichissent et que les pauvres s'appauvrissent. Cela n'est vrai qu'en Allemagne et aux États-Unis, où le niveau de revenus du quintile inférieur a baissé tandis qu'augmentait celui du quintile supérieur.

Figure 2.6. Aggravation des inégalités de revenus

Évolution annuelle moyenne du revenu familial réel par quintiles, entre le milieu des années 1990 et le milieu des années 2000



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932320998>

Source : OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*.

Quelles implications pour l'éducation ?

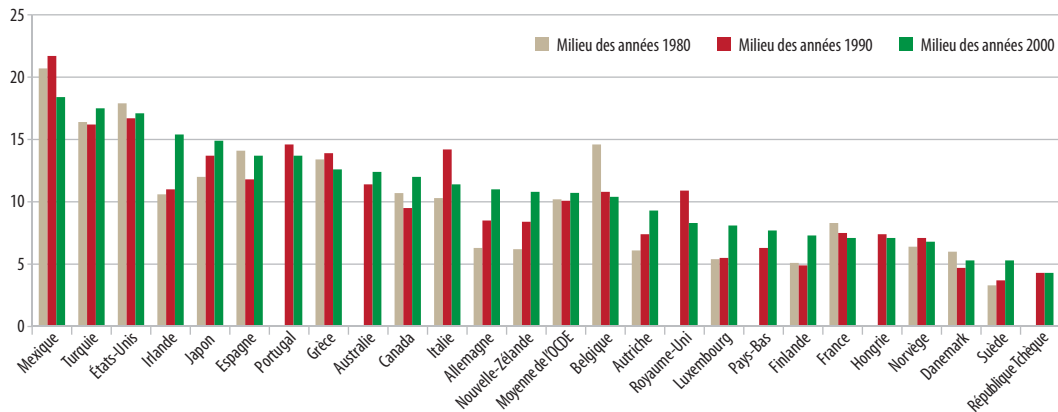
- L'éducation peut faciliter la mobilité sociale en créant de nouvelles opportunités, mais elle peut également avoir pour effet de reproduire les inégalités lorsque l'accès à l'éducation devient plus facile pour les catégories déjà favorisées. Peut-on modifier certains paramètres pour empêcher que l'éducation ne reproduise les inégalités ?
- Offrir un plus large choix d'établissements et un apprentissage plus personnalisé contribue-t-il inévitablement à favoriser les individus dotés de plus de ressources culturelles ? Comment concilier l'objectif de l'équité avec le droit légitime des parents à choisir ce qu'il y a de mieux pour leurs enfants ?
- Plus un individu est instruit, et plus il saura saisir les opportunités d'apprentissage qui s'offrent à lui à l'âge adulte – d'où une aggravation des inégalités. Comment améliorer l'équité de l'enseignement supérieur et de l'éducation des adultes ?

PERSISTANCE DE LA PAUVRETÉ

L'analyse des inégalités doit être complétée par l'étude des catégories de revenus inférieures, pour lesquelles les perspectives sont moins favorables et qui sont les plus vulnérables en termes socioéconomiques. Qu'il s'agisse de la pauvreté « relative » ou de la pauvreté « absolue », le nombre d'individus considérés comme pauvres est très variable d'un pays à l'autre. La pauvreté relative est en légère hausse, mais il semble que dans l'ensemble, les niveaux de pauvreté absolue aient diminué. Les deux perspectives sont essentielles pour comprendre la situation globale : les catégories défavorisées ont moins bénéficié de l'accroissement de la prospérité observé dans la plupart des pays de l'OCDE ; en termes absolus, leur situation s'est en revanche souvent améliorée. La pauvreté a des conséquences sur l'éducation, non seulement parce que l'origine socio-économique des élèves a un impact évident sur leurs performances scolaires, mais aussi parce que le capital humain et le niveau de qualification contribuent à déterminer les perspectives individuelles.

Figure 2.7. Aggravation de la pauvreté relative

Pourcentage d'individus percevant un revenu inférieur à 50% du revenu médian, au milieu des années 1980, 1990 et 2000



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932321017>

Source : OCDE (2008), OECD.Stat : Distribution des revenus – Pauvreté.

Le taux de « pauvreté relative » représente le pourcentage d'individus percevant moins de la moitié du revenu médian d'un pays donné. Si ce taux a en moyenne augmenté ces vingt dernières années, la situation est très variable d'un pays de l'OCDE à l'autre. Au milieu des années 2000, plus de 15% de la population percevait un revenu inférieur à 50% du revenu médian en Irlande, au Mexique, en Turquie et aux États-Unis. La pauvreté relative concernait en revanche moins de 5% de la population en République Tchèque, au Danemark et en Suède.

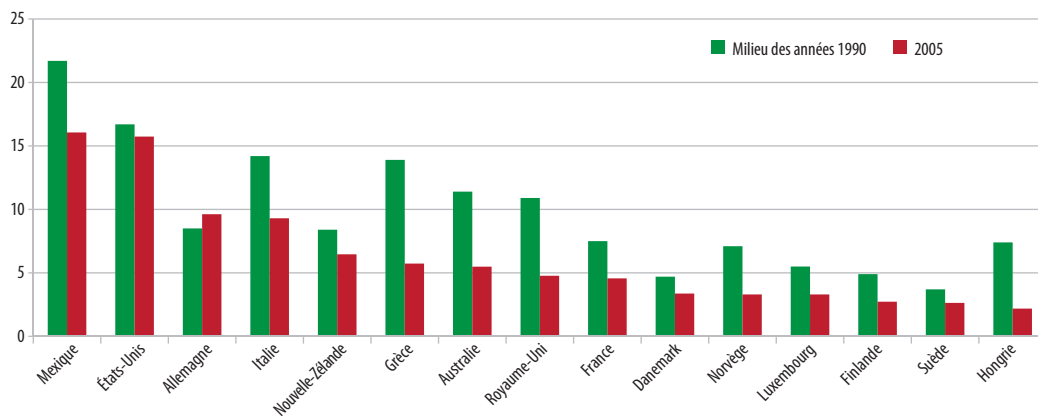
Par ailleurs, la situation n'a pas évolué dans le même sens dans tous les pays. Dans certains cas, la pauvreté relative a nettement augmenté depuis le milieu des années 1980 ; c'est le cas notamment en Allemagne, en Irlande, au Japon et en Nouvelle-Zélande. Dans d'autres en revanche, le taux de pauvreté relative a baissé, ce recul étant le plus marqué en Belgique. Du milieu des années 1990 au milieu des années 2000, le taux de pauvreté relative a augmenté dans 15 pays, cette hausse dépassant les 2% au Canada, en Finlande, en Allemagne, en Irlande, au Luxembourg et en Nouvelle-Zélande. Ce taux a baissé dans neuf autres pays, de plus de 2% en Italie, au Mexique et au Royaume-Uni. Dans le cas de la

Finlande, du Luxembourg et de la Suède, les hausses ont été observées à partir d'un point de référence comparativement bas.

Les tendances observées concernant la pauvreté absolue sont plus homogènes. La « pauvreté absolue » mesure, pour une année particulière, le pourcentage d'individus percevant moins de la moitié du revenu médian d'une année précédente. Contrairement à l'indicateur de pauvreté relative, pour lequel le seuil augmente parallèlement au revenu médian, l'indicateur de pauvreté absolue maintient ce seuil à un niveau constant en termes réels de façon à pouvoir établir des comparaisons avec les années suivantes. Entre le milieu des années 1990 et 2005, la pauvreté absolue a reculé dans 14 des 15 pays pour lesquels des données sont disponibles. L'Allemagne fait figure d'exception, puisque l'on observe sur cette période une augmentation du taux de pauvreté relative et du taux de pauvreté absolue.

Figure 2.8. Réduction de la pauvreté absolue

Pourcentage d'individus percevant un revenu inférieur à 50% du revenu médian du milieu des années 1990, au milieu des années 1990 et en 2005



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932321036>

Source : OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*.

Quelles implications pour l'éducation ?

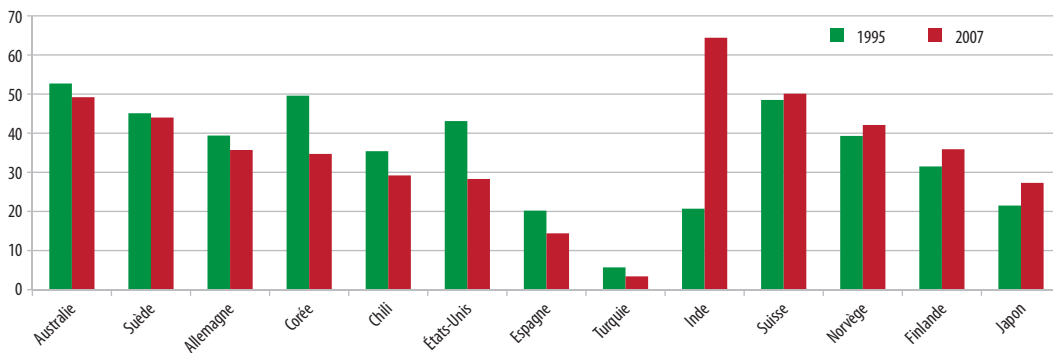
- L'éducation formelle et l'apprentissage tout au long de la vie contribuent à sortir les individus de la pauvreté, notamment en leur permettant d'acquérir les compétences recherchées sur le marché de l'emploi. Quels types de programmes ou de mesures incitatives pourraient renforcer cette fonction de l'éducation ?
- Bien que la pauvreté absolue soit en baisse, la pauvreté relative a pris de l'ampleur dans la zone OCDE, ce qui suggère que l'exclusion sociale est peut-être l'une des clés du problème. Comment l'éducation peut-elle favoriser l'intégration sociale et la réussite scolaire des élèves confrontés à l'exclusion sociale ?
- Si la pauvreté absolue est en baisse, il n'en demeure pas moins que le coût de l'enseignement supérieur a fortement augmenté dans plusieurs pays de l'OCDE. Dans quelle mesure la pauvreté entrave-t-elle l'accès à l'enseignement supérieur ?

NOUVELLES FORMES D'ENGAGEMENT CIVIQUE ET SOCIAL

Dans quels types d'environnement social vivons-nous ? À quel point interagissons-nous avec les autres ? L'expérience quotidienne nous apprend que la mobilité s'est accrue, donc que les communautés locales stables sont plus rares. Il semble que le monde soit désormais plus individualiste, marqué par un affaiblissement des points de référence que constituaient autrefois la famille élargie, les voisins, la paroisse et les collègues de travail. De façon générale, c'est peut-être vrai ; mais il se peut également que la nature même de l'environnement social et des interactions individuelles soit en train de changer, et que ceux-ci ne disparaissent pas. La présente section étudie les tendances relatives à la vie associative mais aussi aux communautés de collaboration et aux réseaux sociaux virtuels qui ont récemment vu le jour. Ces tendances ont un impact sur l'éducation : les écoles et les établissements d'enseignement professionnel et supérieur s'appuient souvent sur des réseaux et des ressources locaux solides ; l'affaiblissement des liens sociaux signifie peut-être que les individus à la recherche d'un point d'ancrage social se tournent de plus en plus vers l'éducation (y compris l'éducation pour adultes).

Figure 2.9. Vie associative : des écarts notables et aucune tendance nette

Pourcentage d'individus ayant déclaré appartenir à une association sportive ou à un club de loisirs, 1995 et 2007



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932321055>

Note : Réponses fournies par les sondés.

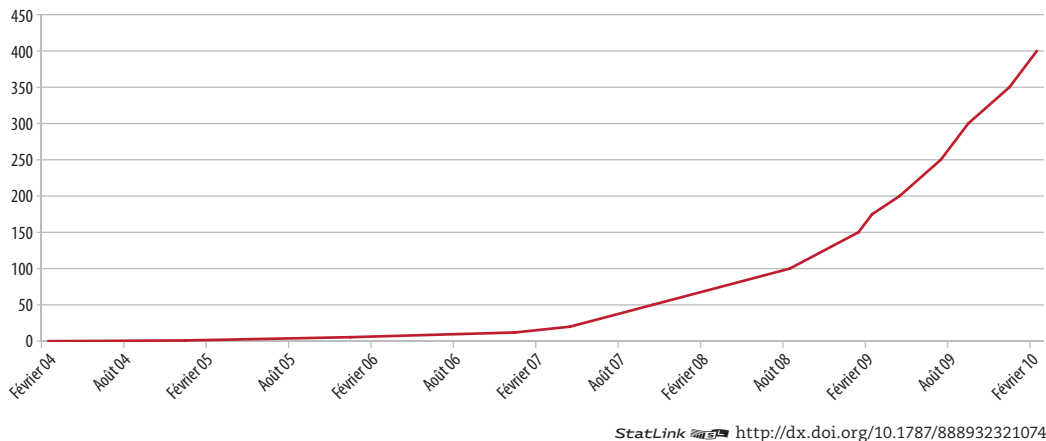
Source : World Values Survey (2009), *Four-wave aggregate of the Values Studies*.

Les résultats de l'enquête *World Values Survey* ne permettent pas de conclure à une baisse générale de la vie associative (sports et autres activités de loisirs), qui nous renseigne sur le degré d'activité sociale. Sur les 13 pays pour lesquels une comparaison a pu être établie sur une longue période, 5 ont enregistré une intensification de la vie associative et 8, un déclin. Les plus fortes baisses observées depuis le milieu des années 1990 concernent la Corée et les États-Unis. L'intensité de la vie associative a augmenté dans certains pays scandinaves (Finlande et Norvège), mais est restée quasiment inchangée en Suède. La hausse la plus spectaculaire a été enregistrée en Inde, où près de 65% de la population a déclaré appartenir à une association sportive ou à un club de loisirs en 2007, soit une hausse de 40 points de pourcentage par rapport à 1995.

Bien que dans certains pays, les tendances observées en matière d'engagement social aient pu changer, l'ensemble de la zone OCDE assiste à l'émergence de nouvelles formes d'interactions induite par la montée en puissance des communautés virtuelles. Celles-ci sont certes très variées, mais elles ont ceci de commun que les contenus sur lesquels elles

reposit sont générés par les utilisateurs eux-mêmes et que leur nombre d'inscrits est en augmentation rapide. Comme beaucoup d'autres sites Internet du même type, Facebook est conçu pour « rester en contact » avec l'entourage, en d'autres termes faciliter la communication et les échanges sous forme de texte, d'image ou de vidéo. Facebook enregistre chaque jour plusieurs millions de visites; la figure ci-dessous montre qu'en seulement six ans, ce site a conquis pas moins de 400 millions d'utilisateurs dans le monde entier. De toute évidence ces formes d'interactions sont très différentes des « communautés » traditionnelles que sont les associations ou les paroisses, par exemple. On peut donc légitimement s'interroger sur la dimension qualitative, mais aussi quantitative, de ces réseaux sociaux.

Figure 2.10. Succès croissant des communautés virtuelles
Nombre d'utilisateurs actifs de Facebook (en millions), 2004-2010



Source : Facebook (2010), Press Room : Company Timeline.

Quelles implications pour l'éducation ?

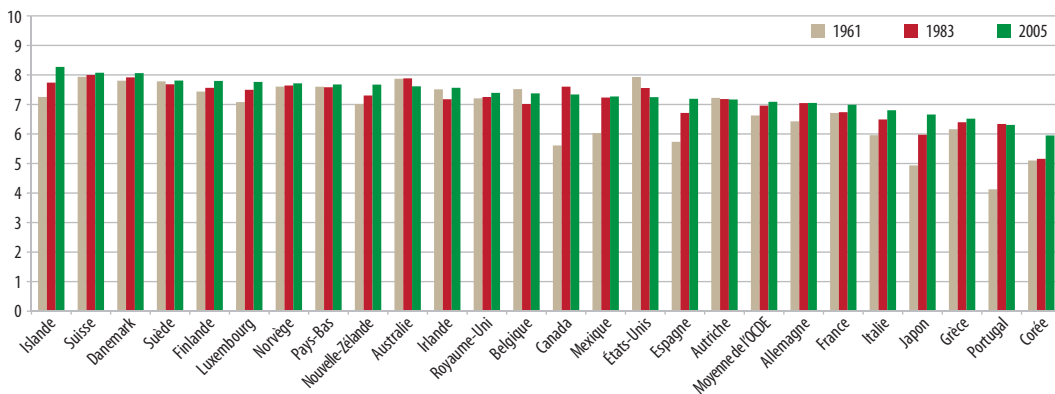
- Comment l'éducation peut-elle sensibiliser les élèves à la valeur des associations locales et les inciter à devenir membres? Quels types de compétences les individus doivent-ils acquérir pour participer pleinement à ces associations ?
- Dans quelle mesure les établissements scolaires favorisent-ils l'ancrage social des individus à l'échelon local? Les établissements et programmes scolaires sont-ils, pour certains (jeunes ou adultes), le seul cadre propice aux interactions sociales ?
- Les réseaux sociaux virtuels ouvrent de nouvelles possibilités de création et de partage des connaissances. Qu'est-ce que cela implique pour l'éducation ? Et pour la recherche ?

HAUSSE DE LA SATISFACTION PERSONNELLE

La satisfaction personnelle est très difficile à mesurer précisément et se prête mal aux comparaisons internationales. Cette section rassemble des données probantes qualitatives et quantitatives sur le degré de satisfaction personnelle (évaluation subjective du bonheur et taux de suicide) afin d'identifier des tendances. De façon générale, les changements s'effectuent dans la bonne direction : la mesure subjective de la satisfaction personnelle est relativement élevée et souvent en hausse, tandis que les taux de suicide diminuent. La prospérité économique a souvent été utilisée comme un indicateur indirect du bien-être ; la hausse de la satisfaction personnelle confirme en partie la validité de cette démarche, mais l'évolution de cet indicateur indique également que les retombées psychologiques de l'accroissement des richesses sont en train de s'essouffler. L'amélioration des niveaux d'instruction est sans doute une autre « pièce du puzzle » de la satisfaction personnelle.

Figure 2.11. Des degrés généralement élevés de satisfaction personnelle

La « satisfaction personnelle » a été mesurée à l'aide de la question suivante : « Globalement, à quel point êtes-vous satisfait(e) de votre vie à l'heure actuelle ? » ; les réponses vont de 0 (mécontent(e)) à 10 (satisfait(e)), en 1961, 1983 et 2005



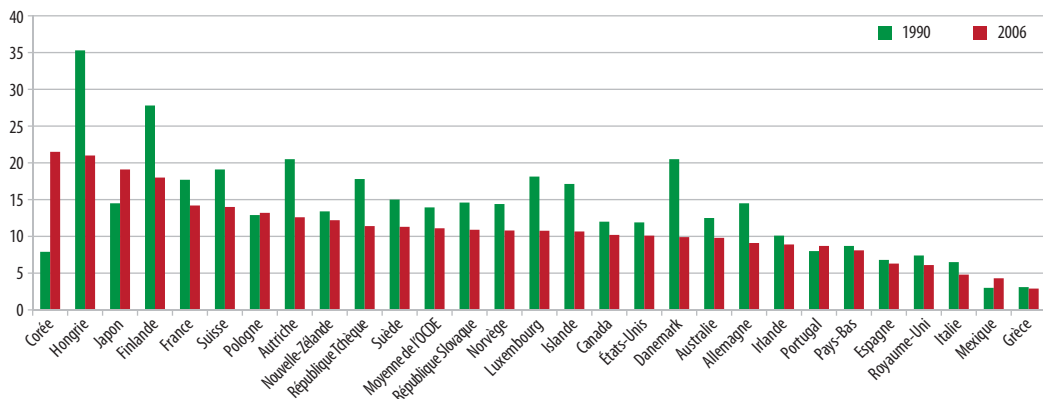
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932321093>

Source: Abdallah S. et al. (2009), *The (un)Happy Planet Index 2.0. Why good lives don't have to cost the Earth.*

Quatre points nous frappent concernant les tendances caractéristiques de la satisfaction personnelle dans les pays de l'OCDE depuis le début des années 1960. Tout d'abord, les valeurs récentes sont relativement élevées, puisqu'elles se situent en moyenne autour de 7 sur une échelle de 1 à 10. Deuxièmement, le degré de satisfaction personnelle a, de façon générale, très peu évolué ces cinquante dernières années. L'évolution la plus marquée a été observée au Canada, en Islande, au Japon, au Mexique, au Portugal et en Espagne – seuls pays où la satisfaction personnelle moyenne a augmenté de plus de 10% sur la période. Troisièmement, les écarts internationaux sont limités. Le degré de satisfaction personnelle le plus élevé a été observé en Islande (8.2 sur 10 en 2005), tandis que le degré le plus bas a été enregistré en Corée (6 sur 10 environ, la même année). Quatrièmement, il n'existe pas nécessairement de corrélation entre la satisfaction personnelle moyenne d'un pays et son niveau de prospérité. La mesure du bonheur, qui inclut la satisfaction personnelle, est généralement supérieure dans les pays riches, mais les retombées de cette prospérité diminuent dans les pays dont le PIB par habitant est supérieur à 15 000 USD – soit un niveau très inférieur à la moyenne de l'OCDE.

L'idée selon laquelle la satisfaction personnelle est en hausse est également confirmée par la baisse des taux de suicide. Cet indicateur radical du manque de satisfaction a reculé dans 23 des 28 pays inclus dans la figure. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, ce taux a diminué de 2.8 suicides pour 100 000 habitants, passant de 13.9 suicides pour 100 000 habitants en 1990 à 11.1 suicides pour 100 000 habitants en 2006. Les taux observés en Grèce, en Italie et au Mexique étaient très bas (5 suicides ou moins pour 100 000 habitants en 2006). Cette tendance à la baisse compte quelques exceptions, à savoir le Japon, la Corée, le Mexique, la Pologne et le Portugal. La plus forte hausse a été enregistrée au Japon mais surtout en Corée, où le taux de suicide est passé de 8 suicides pour 100 000 habitants environ en 1990 à plus de 20 suicides pour 100 000 habitants en 2006.

Figure 2.12. Recul des taux de suicide
Nombre de suicides pour 100 000 habitants, en 1990 et 2006



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932321112>

Source : OCDE (2009), *Panorama de la santé 2009 : Les indicateurs de l'OCDE*.

Quelles implications pour l'éducation ?

- Globalement, l'éducation contribue-t-elle à améliorer la satisfaction personnelle ? Quels aspects de l'éducation sont particulièrement importants à cet égard ? Faut-il les promouvoir ?
- Comment l'apprentissage tout au long de la vie peut-il servir l'objectif général qu'est l'amélioration du bien-être social et individuel ?
- La mesure du bien-être est-elle trop axée sur sa composante économique et pas assez sur ses aspects sociaux et psychologiques ? Ces différents objectifs sont-ils complémentaires ou en concurrence ? Comment l'éducation peut-elle concilier les deux ?

POUR EN SAVOIR PLUS

Sources

- Abdallah S. et al. (2009), *The (un)Happy Planet Index 2.0. Why good lives don't have to cost the Earth*, New Economics Foundation, Londres.
- Division de la Population des Nations Unies (2008), *Perspectives démographiques mondiales : La révision de 2008*, version électronique, <http://esa.un.org/unpp/index.asp?panel=2>, dernière consultation en mars 2010.
- Facebook (2010), *Press Room: Company Timeline*, disponible en ligne, www.facebook.com/press/info.php?timeline, dernière consultation en avril 2010.
- Kruger, A.B. (2009), *Measuring the Subjective Wellbeing of Nations: National Accounts of Time Use and Wellbeing*, National Bureau of Economic Research, University of Chicago Press, Chicago.
- OCDE (2001), *Du bien-être des Nations*, Éditions OCDE.
- OCDE (2007), *Comprendre l'impact social de l'éducation*, Éditions OCDE.
- OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2008), *OECD.Stat: Distribution des revenus – Pauvreté*, disponible en ligne <http://dotstat.OECD.org>, dernière consultation en mai 2010.
- OCDE (2009), *Panorama de la santé 2009 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2009), *OECD.Stat: Eco-santé*, disponible en ligne, <http://dotstat.OECD.org>, dernière consultation en juin 2010.
- OCDE (2009), *Panorama de la société 2009 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *Regards sur l'éducation 2010 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *L'éducation, un levier pour améliorer la santé et la cohésion sociale*, Éditions OCDE.
- United Nations Population Division (2008), *World Population Prospects: The 2008 Revision*, online version, <http://esa.un.org/unpp/index.asp?panel=2>, accessed March 2010.
- World Values Survey (2009), *Four-wave Aggregate of the Values Studies*, Online Data Analysis, www.worldvaluessurvey.org, dernière consultation en juin 2010.

Les données statistiques relatives à Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Définitions et indicateurs

- *Prévisions démographiques* : Les prévisions des Nations Unies concernant la taille future de la population nationale sont calculées à partir des données les plus récentes, en tenant compte des taux de fécondité antérieurs, des taux de mortalité et des migrations internationales.
- *Taux de dépendance des personnes âgées* : Ce taux compare le pourcentage d'individus âgés de plus de 65 ans à celui des individus en âge de travailler (15-64 ans). Il est généralement employé comme indicateur du nombre de seniors financièrement dépendants. Il convient toutefois de noter qu'il ne s'agit que d'un indicateur et non d'une mesure exacte : en effet, une grande partie du groupe des 65 ans et + n'est pas dépendante, de même que les individus du groupe des 15-64 ans n'exercent pas tous une activité rémunérée.
- *Dépenses totales de santé* : Les dépenses totales de santé sont la somme du coût des activités qui visent, au moyen des connaissances et techniques des sciences médicales, paramédicales et infirmières, à : promouvoir la santé et prévenir les maladies ; guérir les maladies et réduire la mortalité prématurée ; prendre soin des personnes atteintes de maladies chroniques qui nécessitent des soins infirmiers ; à prendre soin des personnes atteintes d'infirmités, d'incapacités et de handicaps liés à la santé qui nécessitent des soins infirmiers ; aider les patients à mourir dans la dignité ; mettre en place et administrer le système de santé publique ; et mettre en place et administrer les programmes de santé, la couverture-santé ainsi que les autres dispositifs de financement. Les mesures visant à assurer la sécurité de la population, telles que le suivi des normes techniques et la sécurité routière, ne sont pas considérées comme faisant partie des dépenses de santé. Les activités telles que la sécurité alimentaire et l'hygiène, ou encore la recherche et le développement en matière de santé, sont considérées comme étant liées à la santé, mais ne sont pas incluses dans les dépenses totales de santé.
- *Part des dépenses d'éducation dans la richesse nationale* : Dans cet indicateur, les dépenses d'éducation totales d'un pays sont exprimées sous forme de pourcentage du PIB. Les dépenses totales incluent les fonds publics et privés alloués à l'ensemble des établissements d'enseignement, à vocation pédagogique ou non, tous niveaux confondus.
- *Indice de concentration de Gini* : Mesure courante du degré d'inégalités de revenus qui varie de 0 dans le cas d'une « égalité totale » (chaque fraction de la population perçoit la même part du revenu total) à 100 dans le cas d'une « inégalité totale » (la totalité du revenu national va à la fraction de la population qui perçoit les revenus les plus élevés). Cet indice permet d'ajuster le revenu familial de façon à tenir compte du nombre de personnes que compte chaque ménage.
- *Croissance des revenus par quintile* : Croissance annuelle moyenne des revenus dans chaque quintile de la distribution des revenus. Dans la Figure 2.6, nous faisons la distinction entre les 20% de la population qui perçoivent les revenus les plus bas, les 20% qui perçoivent les revenus les plus élevés et les 60% intermédiaires.
- *Pauvreté relative* : Cet indicateur identifie le pourcentage d'individus pauvres *par rapport aux revenus des autres catégories socio-économiques*. Le seuil en dessous-duquel un individu est considéré comme pauvre correspond à la moitié du revenu médian national, déduction faite des impôts et cotisations, la médiane se situant à mi-chemin entre le niveau de revenus le plus élevé et le niveau de revenus le plus bas observés dans une population.

- *Pauvreté absolue* : Cet indicateur diffère de la pauvreté relative en ce qu'il identifie le pourcentage de la population qui perçoit moins de la moitié du revenu médian d'une année antérieure (en l'occurrence, le revenu médian observé dix ans plus tôt). En comparant les niveaux de revenus actuels aux niveaux antérieurs, la pauvreté absolue rend compte de l'évolution des revenus au fil du temps.
- *Enquête World Values Survey* : Cette enquête menée à l'échelon mondial comprend jusqu'à présent 5 cycles (1981-1984, 1989-1993, 1994-1999, 1999-2004 et 2005-2008). Au cours de chaque cycle, une série de thèmes est étudiée dans 97 pays différents. Dans cet ouvrage, les données de l'enquête sont utilisées pour présenter les tendances relatives à la vie associative (associations sportives et clubs de loisirs).
- *Satisfaction personnelle* : La satisfaction personnelle des individus est souvent utilisée comme indicateur du degré de bien-être. Elle est mesurée à l'aide des réponses à la question suivante : « Globalement, à quel point êtes-vous satisfait(e) de votre vie à l'heure actuelle? ». Les réponses sont évaluées sur une échelle de 0 (« mécontent(e) ») à 10 (« satisfait(e) »). Les données relatives aux pays de l'OCDE sont disponibles sur une longue période. Néanmoins, la constitution d'un vaste ensemble de données internationales sera longue.

Chapitre 3

Un monde du travail en pleine mutation

Évolution du modèle de vie professionnelle : évolution de l'âge d'entrée sur le marché du travail, de la durée d'activité et de l'âge de départ en retraite chez les hommes et les femmes.

Une flexibilité accrue sur le marché de l'emploi? Étude des tendances relatives au nombre de travailleurs ayant plus de 10 ans d'ancienneté et au pourcentage de travailleurs à temps partiel chez les hommes et les femmes.

Des économies à forte intensité de connaissance : importance croissante des activités de R-D et poids de la population de chercheurs dans différents pays.

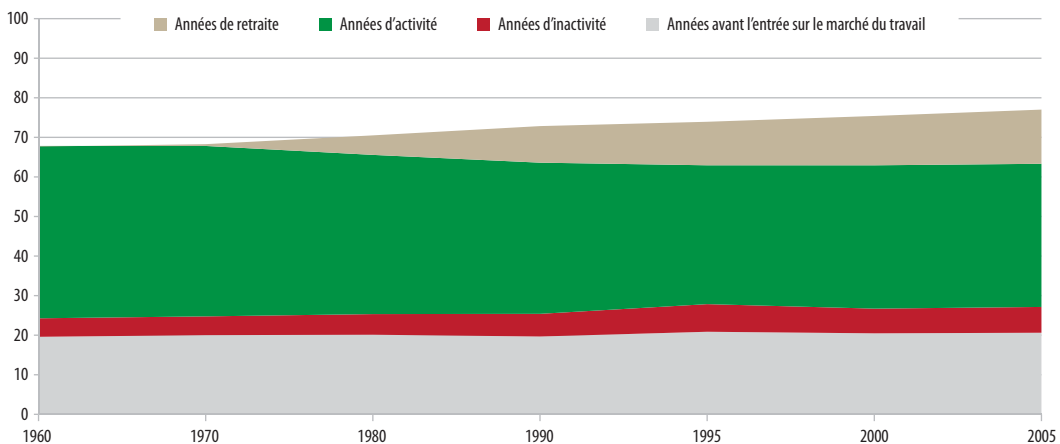
Massification et internationalisation de l'enseignement supérieur : analyse de l'essor rapide de l'enseignement supérieur dans le contexte de l'économie de la connaissance, en comparant le pourcentage de diplômés de l'enseignement supérieur dans différentes générations et en étudiant la croissance à long terme des étudiants internationaux.

Les femmes et le marché de l'emploi : tendances de l'emploi féminin et hausse du niveau de qualification des femmes par rapport à celui des hommes.

ÉVOLUTION DU MODÈLE DE VIE PROFESSIONNELLE

Les structures par âges des pays de l'OCDE sont en train de changer ; il en va de même pour le modèle de vie professionnelle : la durée des différentes phases (scolarité, parentalité, travail, retraite) évolue au fil des générations. Les tendances à long terme sont très différentes chez les hommes et chez les femmes, en raison notamment de la présence croissante de ces dernières sur le marché de l'emploi ; c'est la raison pour laquelle ces tendances sont analysées séparément. Le nombre d'années de retraite augmente chez les hommes comme chez les femmes, tandis que la durée moyenne de la période d'activité sur une vie entière recule chez les hommes et augmente chez les femmes. Ces évolutions ne sont pas sans rapport avec l'éducation, car la durée de scolarité est en hausse chez les deux sexes. Elles sont cependant relativement modestes à l'échelle d'une vie, par rapport aux changements majeurs observés du point de vue de la carrière, du départ en retraite et, pour les femmes, du temps consacré à l'éducation des enfants. Ces constatations invitent les acteurs de l'éducation à s'interroger à la fois sur le sens de la vie à l'échelon individuel et sur la viabilité d'un modèle de vie où la durée des études et de la retraite ne cesse de croître par rapport à la durée d'activité.

Figure 3.1. Baisse de la durée d'activité des hommes
Structure de la vie chez les hommes des pays de l'OCDE, 1960-2005



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932321131>

Source : OCDE (2009), *Panorama de la société 2009 : Les indicateurs de l'OCDE*.

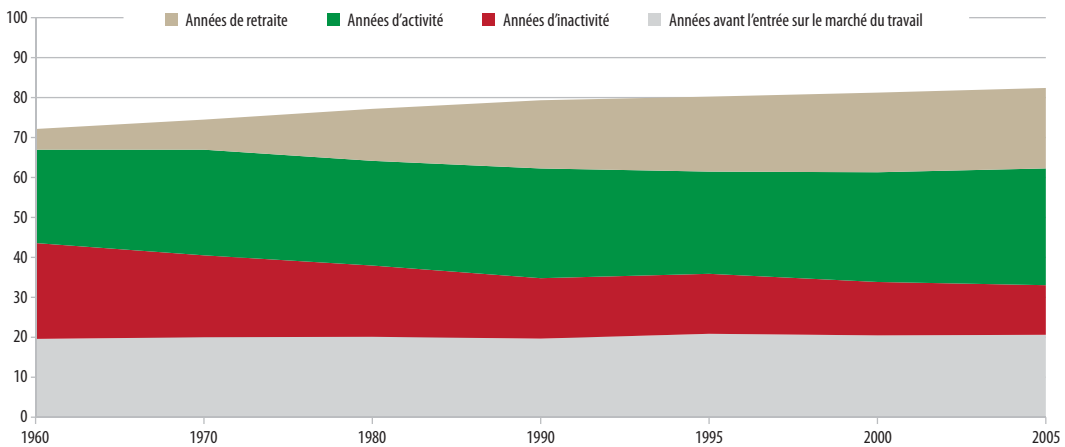
Cette figure met en évidence un certain nombre de tendances, notamment l'allongement de la durée de retraite, l'évolution de la durée d'activité (en hausse chez les femmes et en baisse chez les hommes) et, pour les femmes, le recul du temps d'inactivité professionnelle. Il convient de noter que bien que la figure ci-dessus suggère que ces phases sont consécutives, la durée d'inactivité est la somme de différentes périodes de la vie éventuellement entrecoupées de périodes d'activité, et non une période continue.

La figure ci-dessus montre que dans les pays de l'OCDE, la durée d'inactivité (hors retraite) a augmenté de 2 ans en moyenne chez les hommes entre 1960 et le milieu des années 2000. S'agissant à présent de la vie entière, les hommes travaillaient 8 années de moins en 2005 qu'en 1960 et bénéficiaient d'une retraite nettement plus longue. Par comparaison, la Figure 3.2 met en évidence une participation accrue des femmes au marché de l'emploi : en 2005, les femmes travaillaient en moyenne 6 années de plus qu'en 1960.

Bien que leur durée d'activité totale soit encore inférieure à celle des hommes, les modèles de vie professionnelle des femmes et des hommes convergent.

Une tendance simultanée est observée dans tous les pays de l'OCDE : il s'agit du recul de la durée annuelle du travail pour l'ensemble de la population. L'avancée de l'âge de départ en retraite et la baisse de la durée du travail suggèrent que la vie est désormais moins dominée par le travail, même si certains facteurs donnent l'impression que ce dernier est plus chronophage – on pense notamment à l'allongement du temps de trajet, à l'intensification du stress et à l'effacement progressif des limites entre travail et vie privée. Quoi qu'il en soit, ces tendances indiquent que les adultes ont désormais plus de temps à consacrer à l'apprentissage tout au long de la vie.

Figure 3.2. Hausse de la durée d'activité des femmes
Structure de la vie chez les femmes des pays de l'OCDE, 1960-2005



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932321150>

Source : OCDE (2009), *Panorama de la société 2009 : Les indicateurs de l'OCDE*.

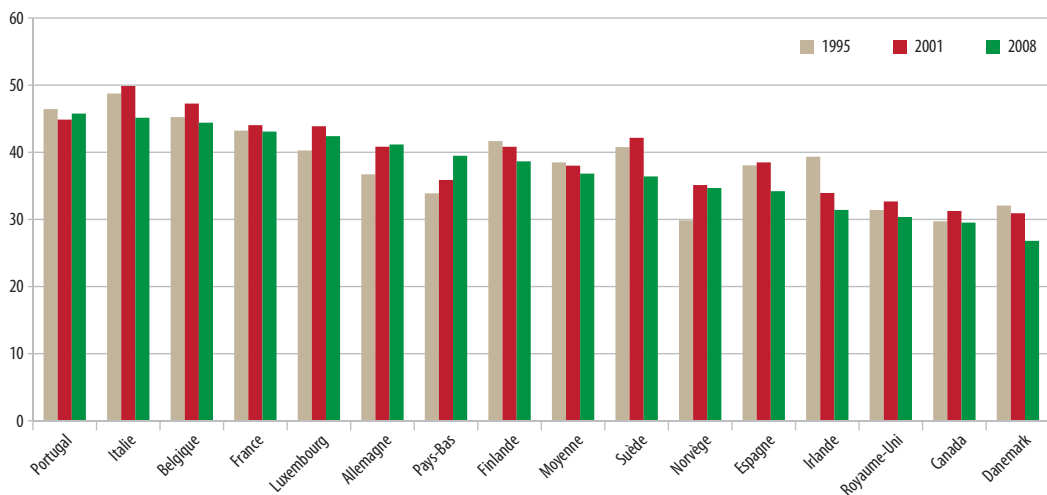
Quelles implications pour l'éducation ?

- L'allongement continu de la durée de scolarisation initiale est-il viable, sachant notamment que les seniors ont désormais tendance à partir à la retraite plus tôt ?
- Le marché de l'emploi est-il suffisamment flexible pour permettre aux actifs de renouer avec l'éducation à différents moments de la vie ? Le cadre réglementaire du travail et de la retraite est-il suffisamment incitatif à cet égard ?
- L'allongement de la durée de retraite libère du temps pour l'apprentissage – que celui-ci s'effectue à des fins récréatives, bénévoles ou paraprofessionnelles. Les programmes d'éducation pour adultes peuvent-ils répondre à cette demande potentielle ?

UNE FLEXIBILITÉ ACCRUE SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI?

L'éducation et la formation ont notamment pour objectifs de préparer les jeunes à l'entrée sur le marché de l'emploi et de faciliter le développement professionnel des actifs tout au long de leur carrière. La notion de « flexibilité » s'entend généralement comme l'une des caractéristiques de la vie professionnelle au *xxi*^e siècle; les tendances relatives à la flexibilité et à la mobilité professionnelles font donc partie intégrante du contexte élargi de l'éducation. Pour en tenir compte, la présente section analyse les données probantes relatives à l'évolution du pourcentage de travailleurs ayant une ancienneté élevée : compte tenu de l'évolution rapide du travail et de la carrière professionnelle, ce pourcentage devrait être bas et en recul. Cette section étudie également l'incidence du travail à temps partiel, qui constitue une autre forme de flexibilité.

Figure 3.3. Légère baisse du pourcentage de travailleurs ayant plus de dix ans d'ancienneté
Pourcentage de travailleurs ayant plus de dix ans d'ancienneté, en 1995, 2001 et 2008



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932321169>

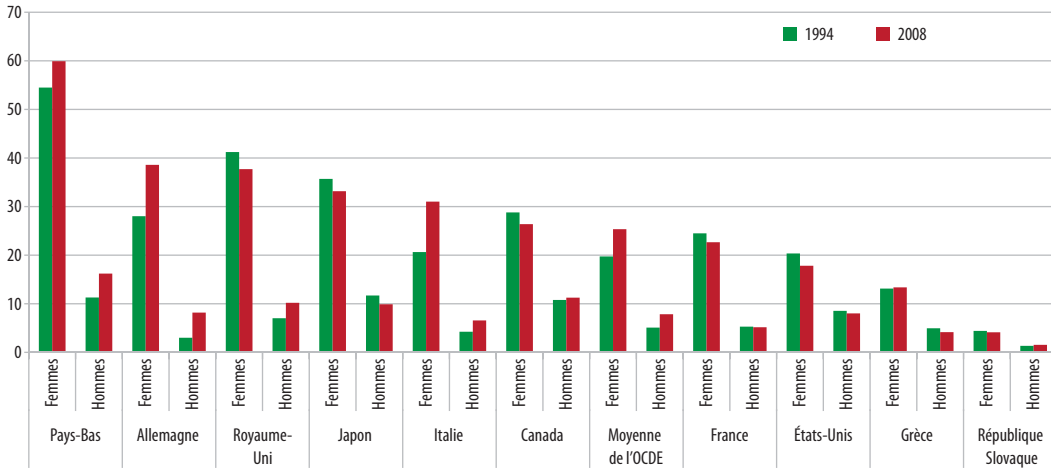
Source : OCDE (2008), OECD.Stat : Emploi par tranche d'ancienneté – Effectifs.

Le pourcentage de travailleurs ayant une ancienneté d'au moins 10 ans donne une idée de la stabilité professionnelle – donc de la mobilité professionnelle. Sur les 15 pays de l'OCDE pour lesquels ces données sont disponibles, ce pourcentage est compris entre ¼ et 1/3 de la population au Canada, au Danemark, en Irlande, en Espagne et au Royaume-Uni d'une part, et entre 40 % et 50 % en Belgique, en France, en Allemagne, en Italie, au Luxembourg et au Portugal d'autre part. Depuis le milieu des années 1990, le pourcentage que représentaient ces titulaires de postes à long terme a enregistré une baisse relativement légère (1.7 % en moyenne dans les 15 pays représentés). Dans certains cas, ce recul a été plus marqué (plus de 4 % au Danemark, en Irlande et en Suède). En Allemagne, au Luxembourg, aux Pays-Bas et en Norvège, le pourcentage d'ancienneté supérieure à 10 ans a en revanche augmenté. Mais dans 10 des 15 pays inclus, cette période a été marquée par de simples fluctuations, et non pas une tendance nette. Globalement, on ne saurait donc conclure à une tendance à la baisse de la stabilité professionnelle, car cette analyse ne repose que sur un seul indicateur, observé uniquement dans 15 pays et depuis le milieu des années 1990. Néanmoins, des données similaires montrent que le nombre de travailleurs en poste depuis moins de 1 an et depuis moins de 3 ans n'a pas augmenté, ce qui aurait dû se produire dans l'hypothèse d'une mobilité accrue.

En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le travail à temps partiel s'est développé entre 1994 et 2008, tant chez les hommes que chez les femmes. Mais là encore, les tendances varient d'un pays à l'autre. Par exemple, ce taux a augmenté en Italie, en Allemagne et aux Pays-Bas, mais diminué au Japon et aux États-Unis. Les écarts internationaux sont très marqués. Aux Pays-Bas, près de 60% des femmes et 16% des hommes travaillent à temps partiel, tandis que ces chiffres ne dépassent pas 5% des femmes et 1.5% des hommes en République Slovaque.

Figure 3.4. Disparité des tendances relatives au travail à temps partiel

Pourcentage de travailleurs à temps partiel (durée hebdomadaire de travail inférieure à 30 heures) chez les hommes et chez les femmes dans certains pays de l'OCDE, en 1994 et 2008



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932321188>

Source : OCDE (2010), OECD.Stat: Statistiques de la population active.

Quelles implications pour l'éducation ?

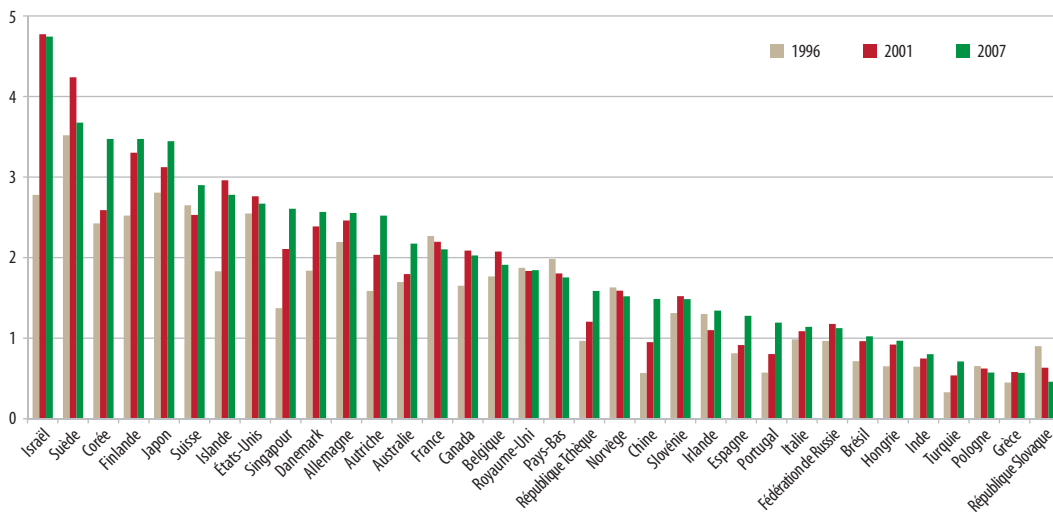
- À quel point l'éducation prépare-t-elle les jeunes à faire face aux situations d'incertitude et au changement, voire à tirer partie de cette nouvelle donne ?
- Quelle est l'efficacité des systèmes de développement et de reconversion professionnels ? Les services d'éducation et de formation privés et publics sont-ils complémentaires ? Les travailleurs les plus précaires sont-ils suffisamment pris en compte ?
- Les établissements d'enseignement secondaire et supérieur favorisent-ils suffisamment le développement des compétences transférables ? Ou faut-il développer en priorité l'expertise des élèves dans un domaine spécifique ? Comment concilier au mieux ces deux approches ?

DES ÉCONOMIES À FORTE INTENSITÉ DE CONNAISSANCE

Désormais, l'économie des pays de l'OCDE repose davantage sur la connaissance. Les économies à forte intensité de connaissance se définissent notamment par la place centrale qu'elles accordent aux activités de recherche et développement (R-D). Cette section étudie l'évolution des dépenses de R-D et le pourcentage de chercheurs dans la population active. Avec la montée en puissance de l'économie de la connaissance, le pourcentage du PIB des pays développés investi dans la R-D a augmenté, de même que le pourcentage de chercheurs dans la population active de ces pays. Pour le secteur éducatif, le rôle économique accru de la connaissance souligne la nécessité de doter la main-d'œuvre de compétences et de qualifications de pointe. Ces tendances invitent également à s'interroger sur le rôle du secteur universitaire dans la recherche, par opposition à celui des instituts de R-D privés.

Figure 3.5. Hausse des investissements dans la R-D

Part des dépenses totales de R-D (publiques et privées) dans le PIB, 1996, 2001 et 2007

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932321207>

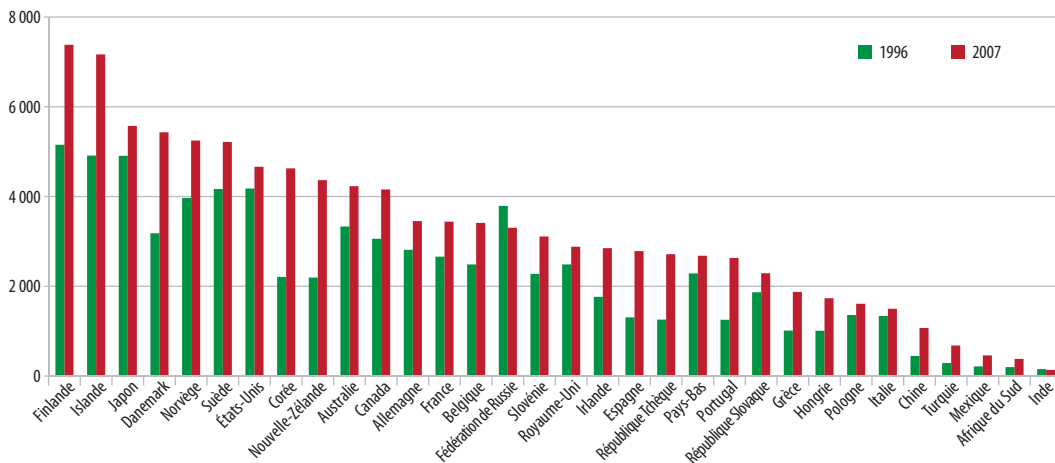
Source : Banque Mondiale (2010), *Open Databank*, hormis pour les données relatives à la Grèce, à l'Islande, à la Norvège et à la Suisse, qui proviennent de l'OCDE (2008), *Science, technologie et industrie : Perspectives de l'OCDE 2008*.

La mesure de l'intensité de recherche et développement (R-D), soit la part des dépenses de R-D publiques et privées dans l'activité économique totale (PIB), permet de mettre en évidence la hausse de l'intensité de connaissance observée dans une économie. Dans de nombreux pays, les dépenses de R-D ont augmenté depuis le milieu des années 1990, comme l'illustre la figure ci-dessus. En Autriche, en Chine, en Finlande, en Islande, en Israël, en Corée et à Singapour, en particulier, les investissements dans la R-D ont augmenté de 0.9 % du PIB. Si ce taux de croissance peut paraître réduit, il représente néanmoins, entre 1996 et 2007, une hausse de près de 40 milliards USD en Chine, 10 milliards USD en Corée et 2.6 milliards USD en Finlande (tous les chiffres sont en USD courants, d'après les PIB totaux indiqués par la Banque Mondiale). Néanmoins, l'intensité de R-D n'est pas en hausse dans tous les pays : sur cette période, elle a enregistré un recul net, quoique d'intensité variable, en France, aux Pays-Bas, en Norvège, en Pologne, en République Slovaque et au Royaume-Uni. Au-delà de l'évolution de l'intensité de R-D au

fil du temps, on observe d'importants écarts internationaux : certains pays investissent actuellement plus de 3% de leur PIB dans la R-D (Finlande, Israël, Japon, Corée et Suède), tandis que dans d'autres (Brésil, Grèce, Hongrie, Inde, Pologne, République Slovaque et Turquie), ce chiffre ne dépasse pas 1%.

Sans surprise, l'essor des investissements dans ce secteur économique s'est accompagné, depuis le milieu des années 1990, d'une hausse du pourcentage de la population active employé dans la R-D. Ce pourcentage est en effet à la hausse dans tous les pays représentés dans la Figure 3.6 (à l'exception de la Fédération de Russie); en 2007, le nombre de chercheurs dans la population active finlandaise a atteint son niveau maximal, dépassant 7 300 pour 1 million d'actifs. La croissance la plus forte a été observée en Corée, où ce pourcentage a augmenté de plus de 2 400 chercheurs pour 1 million d'actifs entre 1996 et 2007. La demande de travailleurs intellectuels hautement qualifiés (chercheurs, notamment) est l'une des principales causes de l'expansion de l'enseignement supérieur; ce point est abordé dans la section suivante.

Figure 3.6. Augmentation des effectifs employés dans la R-D
Nombre de chercheurs pour 1 million d'actifs, 1996 et 2007



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932321226>

Source : Banque Mondiale (2010), *Open Databank*.

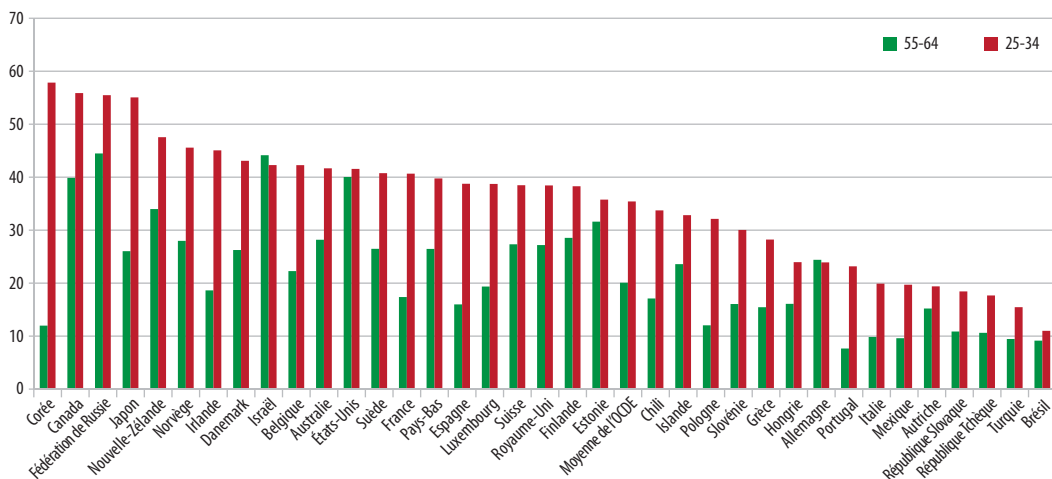
Quelles implications pour l'éducation ?

- Au-delà de la rhétorique, où en est l'objectif de création d'une « économie de la connaissance » dans les secteurs public et privé ? Quel est le rôle particulier des systèmes éducatifs dans ce domaine ?
- Les politiques des pouvoirs publics et des établissements d'enseignement supérieur sont-elles suffisamment cohérentes pour réunir les fonds et les connaissances nécessaires à la pérennité des économies de la connaissance ?
- Faut-il mettre davantage l'accent sur certaines compétences telles que la créativité, la capacité décisionnelle, la capacité de coopération ou encore la capacité à trouver des informations pertinentes et fiables ? Les systèmes d'éducation et de formation développent-ils suffisamment ces compétences ?

MASSIFICATION ET INTERNATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Outre la place centrale de la recherche et développement, une autre caractéristique des économies à forte intensité de connaissance est qu'elles présentent un haut niveau d'instruction moyen. Dans de nombreux pays de l'OCDE, le taux de participation à l'enseignement supérieur a atteint un niveau à peine imaginable il y a encore une cinquantaine d'années. La participation à l'enseignement secondaire est désormais universelle, et ces pays présentent un système d'enseignement supérieur de masse. De nos jours, pour être éligibles et compétitifs lorsqu'ils intègrent le marché de l'emploi, les jeunes doivent généralement présenter un niveau de qualification plus élevé qu'autrefois. Dans les pays de l'OCDE, l'enseignement supérieur s'est non seulement « massifié », mais il s'est également internationalisé, le pourcentage d'étudiants internationaux ayant presque doublé par rapport à la fin des années 1990. La majeure partie de ces étudiants internationaux est originaire de pays émergents (Chine et Inde, notamment).

Figure 3.7. Nette augmentation du taux de participation à l'enseignement supérieur
Pourcentage de la population ayant suivi des études supérieures dans les tranches d'âge 25-34 ans
et 55-64 ans.



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932321245>

Source : OCDE (2010), *Regards sur l'Éducation 2010 : Les indicateurs de l'OCDE*.

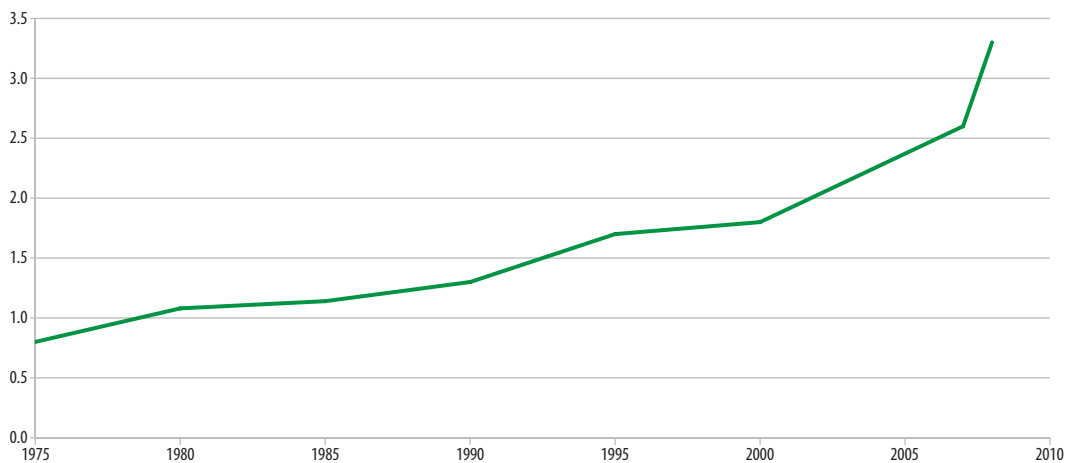
Les spécialistes ont coutume de parler de « massification » de l'enseignement supérieur pour décrire l'évolution de l'accès à l'éducation et du niveau d'instruction moyen observée dans les pays de l'OCDE. Plus de 35% des individus âgés de 25 à 34 ans sont désormais titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur – soit nettement plus que dans la tranche des 55-64 ans, où ce taux est de 20% en moyenne (ce qui représentait déjà une avancée considérable par rapport aux générations précédentes). Les taux de participation ont plus que doublé en France, en Irlande, en Italie, au Japon, au Luxembourg, au Mexique, en Pologne et en Espagne. Cette évolution a été encore plus radicale au Portugal, où le taux de participation à l'enseignement supérieur observé dans la tranche des 25-34 ans est deux fois supérieur à celui de la génération précédente. Néanmoins, la croissance la plus spectaculaire a été observée en Corée, où le taux des 25-34 ans est près de quatre fois supérieur à celui des 55-64 ans (12% et 58%, respectivement). Compte tenu des difficultés économiques actuelles, il est probable que le taux de participation à l'enseignement supérieur et à la formation professionnelle continuera d'augmenter, car les jeunes s'efforceront de maintenir ou d'améliorer leur compétitivité sur le marché de l'emploi;

cela risque parallèlement d'accroître la pression financière qui pèse déjà fortement sur le secteur de l'enseignement supérieur.

De plus en plus d'étudiants dans le monde partent suivre des études à l'étranger. En 2008, ces effectifs ont atteint 3.3 millions. Cinq destinations privilégiées accueillent à elles seules la moitié de la population d'étudiants internationaux, à savoir les États-Unis (18.7%), le Royaume-Uni (10.0%), l'Allemagne (7.3%), la France (7.3%) et l'Australie (6.9%). Malgré l'augmentation du nombre d'étudiants internationaux dans le monde, leur poids dans la population estudiantine totale est resté stable à 1.8% depuis 1998, principalement parce que le nombre d'étudiants du supérieur a augmenté. Mais si le taux de croissance de l'enseignement supérieur a globalement été moins rapide dans les pays membres de l'OCDE, ces derniers ont en revanche attiré bien plus d'étudiants internationaux que les autres pays : dans la zone OCDE, en effet, les étudiants étrangers représentaient en 2007 8.7% de la population étudiante totale, contre 4.5% en 1998 (soit une hausse de près de 100%).

Figure 3.8. Augmentation rapide du nombre d'étudiants internationaux

Nombre d'étudiants du supérieur scolarisés à l'étranger (en millions), dans le monde entier, 1975-2008



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932321264>

Source : OCDE (2010), *Regards sur l'Éducation 2010 : Les indicateurs de l'OCDE*.

Quelles implications pour l'éducation ?

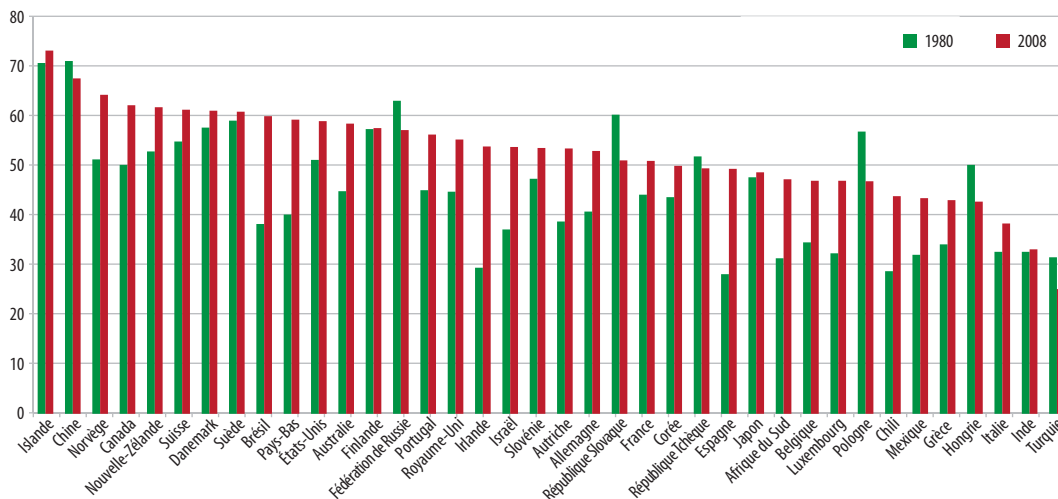
- On observe une corrélation entre le niveau d'instruction et la prospérité, la santé et le bien-être individuels. Ces derniers résultent-ils d'une augmentation des connaissances et des compétences, ou la population active est-elle au contraire surqualifiée ?
- Alors que les enseignants étaient autrefois les plus instruits à l'échelon local, de nos jours les parents sont de plus en plus nombreux à avoir suivi des études supérieures. Quels défis cela posera-t-il aux enseignants ? Le statut social enviable qui les caractérisait autrefois a-t-il disparu, dissuadant par là-même les jeunes générations de s'orienter vers les métiers de l'enseignement ?
- Comment les professeurs de l'enseignement supérieur peuvent-ils prendre en compte la diversité de leurs élèves et en tirer parti pour promouvoir l'apprentissage ? Quels types de services complémentaires les universités devraient-elles proposer aux étudiants internationaux ?

LES FEMMES ET LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

L'amélioration de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes est l'une des transformations sociales les plus significatives observées ces cinquante dernières années. Les femmes sont en effet de plus en plus nombreuses à exercer une activité rémunérée ; il n'est pas rare, de nos jours, que le niveau de qualification des femmes soit supérieur à celui de leurs homologues masculins – ce qui s'accompagne pour elles de défis nouveaux : difficulté à concilier vie professionnelle et vie de famille, mais aussi persistance des écarts de salaires entre hommes et femmes. De toute évidence, la présence accrue des femmes sur le marché de l'emploi n'est pas sans rapport avec la hausse des niveaux d'instruction féminins. S'agissant de l'éducation, cette évolution invite également à s'interroger sur la pertinence et l'efficacité de l'offre éducative actuelle pour les hommes de tous âges.

Figure 3.9. Augmentation du taux d'emploi féminin

Pourcentage de femmes de 15 ans et plus exerçant une activité professionnelle, en 1980 et 2008



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932321283>

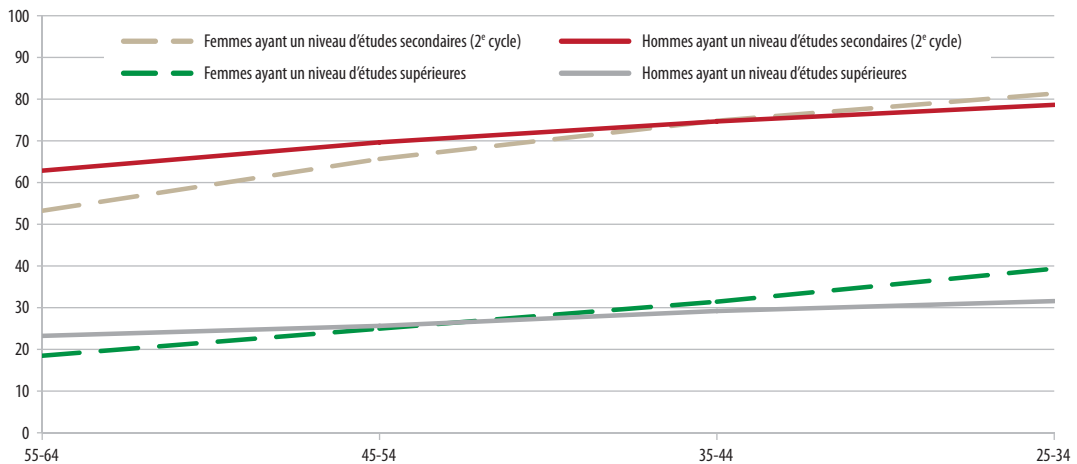
Note : Dans ce contexte, « exercer une activité professionnelle » signifie être économiquement actif, en d'autres termes participer, par son travail, à la production de biens et services.

Source : Banque Mondiale (2010), Open Databank.

De façon générale, la participation des femmes au marché de l'emploi a augmenté dans la zone OCDE durant la seconde moitié du xx^e siècle. Depuis 1980, cette tendance à la hausse a en effet été observée dans 32 des 38 pays représentés ci-dessus. Mais bien que le taux d'emploi féminin augmente, il est encore loin de 100% dans tous ces pays. En 1980, seuls quatre d'entre eux enregistraient un taux d'emploi supérieur à 60% dans la population féminine en âge de travailler ; et même en 2008, cette situation ne concernait encore que huit pays. Trois des quatre pays concernés en 1980 étaient communistes (Chine, Russie et République Slovaque) ; en 2008, les pays scandinaves représentaient la moitié des pays les plus avancés. Les progrès les plus nets ont été observés au Brésil, en Irlande et en Espagne, où le taux d'emploi des femmes en âge de travailler a augmenté de plus de 20 points de pourcentage en moins de 30 ans. Cette hausse du taux d'emploi a une profonde influence sur les aspirations scolaires et professionnelles des femmes, mais également sur le quotidien, les moyens financiers et l'environnement familial des enfants.

L'augmentation continue du niveau d'instruction féminin est étroitement liée au rôle croissant des femmes dans la sphère professionnelle : il existe entre ces deux paramètres des liens de cause à effet réciproques. Si les niveaux d'instruction de la jeune génération sont plus élevés chez les hommes comme chez les femmes, les écarts intergénérationnels sont néanmoins plus marqués chez ces dernières. Dans la tranche d'âge des 25-34 ans, 39% des femmes présentent un niveau d'études supérieures dans les pays de l'OCDE, contre 32% des hommes. S'agissant de l'enseignement secondaire de 2^e cycle, ces chiffres sont de 81% et 78 %, respectivement.

Figure 3.10. Le niveau d'instruction des femmes dépasse celui des hommes
Pourcentage d'hommes et de femmes ayant un niveau d'études secondaires et supérieures dans la zone OCDE, par tranche d'âge



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932321302>

Note : Représenter les niveaux d'instruction par tranche d'âge donne une indication fiable de l'évolution observée au fil du temps et une indication générale des niveaux de qualification proposés sur le marché de l'emploi.

Source: OCDE (2010), *Regards sur l'Éducation 2010 : Les indicateurs de l'OCDE*.

Quelles implications pour l'éducation ?

- Les mères qui travaillent sont de plus en plus nombreuses ; quel est l'impact de cette évolution sur les établissements scolaires ? Celle-ci modifie-t-elle le partage des responsabilités éducatives entre l'école et la famille ? Si oui, ce nouvel équilibre est-il un progrès ? L'augmentation du nombre de mères actives modifie-t-elle la relation entre les établissements et les pères ?
- En quoi l'éducation contribue-t-elle, via les orientations implicites et explicites qu'elle donne aux élèves, à façonner les choix professionnels et scolaires des hommes et des femmes ? Dans ce domaine, quels changements devrait-elle induire en priorité ?
- Quels sont les facteurs à l'origine de la hausse des niveaux d'instructions féminins ? Faut-il s'attendre à ce que celle-ci se poursuive ? Quels en seront les conséquences économiques et sociales à long terme ?

POUR EN SAVOIR PLUS

Sources

- Banque Mondiale (2010), *Open Databank*, Sélection d'indicateurs de développement dans le monde, disponible en ligne, <http://data.worldbank.org/indicator/GB.XPD.RSDV.GD.ZS>, dernière consultation en juin 2010.
- Banque Mondiale (2010), *Open Databank*, Sélection d'indicateurs de développement dans le monde, disponible en ligne, <http://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.SCIE.RD.P6>, dernière consultation en juin 2010.
- Banque Mondiale (2010), *Open Databank*, Sélection d'indicateurs de développement dans le monde, disponible en ligne, <http://data.worldbank.org/indicator/SL.TLF.CACT.FE.ZS>, dernière consultation en mai 2010.
- OCDE (2007), *Bébés et employeurs : Comment réconcilier travail et vie de famille – Synthèse des résultats pour les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2008), *L'enseignement supérieur à l'horizon 2030, Volume 1 : Démographie*, Recherche et innovation dans l'enseignement, Éditions OCDE.
- OCDE (2008) *Science, technologie et industrie : Perspectives de l'OCDE 2008*, Éditions OCDE.
- OCDE (2008), *OECD.Stat : Emploi par tranche d'ancienneté – Effectifs*, disponible en ligne, <http://dotstat.OECD.org>, dernière consultation en juin 2010.
- OCDE (2009), *Panorama de la société 2009 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2009), *L'enseignement supérieur à l'horizon 2030, Volume 2 : Mondialisation*, Recherche et innovation dans l'enseignement, Éditions OCDE.
- OCDE (2009), *Equally prepared for life?: How 15-year old boys and girls perform in school, PISA*, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *Regards sur l'Éducation 2010 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *Gender Brief*, Division des Politiques sociales de l'OCDE, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *Parité*, disponible en ligne, www.OECD.org/gender, dernière consultation en juillet 2010.
- OCDE (2010), *Panorama des Statistiques de l'OCDE 2010 : Économie, environnement et société*, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *OECD.Stat : Statistiques de la population active*, disponible en ligne, <http://dotstat.OECD.org>, dernière consultation en mars 2010.
- OCDE (2010), *La Stratégie de l'OCDE pour l'innovation : Pour prendre une longueur d'avance*, Éditions OCDE.
- Santiago, P. et al. (2008), *L'enseignement supérieur au service de la société de la connaissance, Volume 1, Aspects particuliers : Gouvernance, financement, assurance de la qualité*, Éditions OCDE.

Les données statistiques relatives à Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Définitions et indicateurs

- *Ancienneté* : On entend par « ancienneté » la durée écoulée depuis qu'un travailleur occupe son poste actuel ou principal chez le même employeur. Cette information permet d'estimer le degré de fluidité et de flexibilité du marché du travail, mais aussi d'identifier les domaines de l'activité économique caractérisés par une rotation rapide – ou au contraire lente – de la main-d'œuvre.
- *Travail à temps partiel* : Personnes travaillant généralement moins de 30 heures par semaine dans le cadre de leur activité principale. Cette catégorie s'applique à la fois aux salariés et aux travailleurs indépendants. L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. Selon les Lignes directrices de l'OIT, les personnes employées sont celles âgées de 15 ans et plus qui déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant 1 heure au moins au cours de la semaine précédant l'enquête.
- *Intensité de recherche et développement (R-D)* : L'activité enregistrée dans le secteur de la R-D donne une indication de l'intensité de connaissance d'une économie. Elle est calculée à partir des dépenses totales de R-D réalisées par les acteurs publics et privés, et exprimée en pourcentage du PIB total de ladite économie.
- *Niveau d'instruction* : La mesure du niveau d'instruction consiste à déterminer, dans une tranche d'âge donnée de la population, le pourcentage d'individus qui ont mené à terme le niveau d'enseignement spécifié.

Chapitre 4

Le nouveau visage de l'enfance

Diversité accrue des schémas familiaux : tendances durables relatives aux taux bruts de mariage et de divorce, mais aussi au pourcentage de familles monoparentales.

Baisse des taux de fécondité et recul de l'âge de la maternité : étude de deux tendances à long terme, à savoir la baisse des taux de fécondité et le recul de l'âge de la maternité.

État de santé des enfants : la santé infantile est étudiée à la lumière des taux d'obésité – en forte hausse dans un certain nombre de pays – et des prescriptions pour troubles du comportement chez l'enfant.

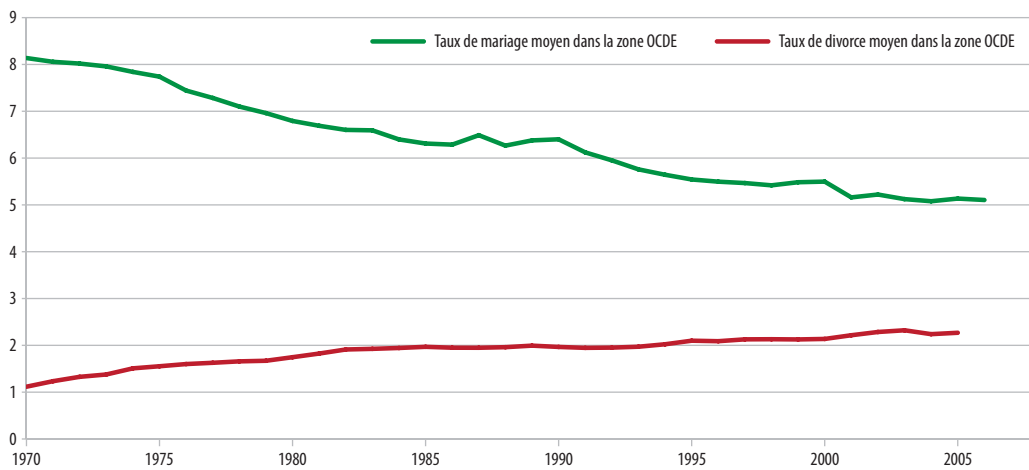
L'inégalité des chances de génération en génération : davantage d'enfants sont issus de familles vivant sous les seuils de pauvreté ; le niveau d'instruction des enfants semble en revanche moins conditionné par celui des parents.

Attentes renforcées des adultes à l'égard des enfants : de façon générale, les adultes attendent de plus en plus des enfants qu'ils travaillent dur et fassent preuve d'imagination.

DIVERSITÉ ACCRUE DES SCHÉMAS FAMILIAUX

Les schémas familiaux sont en train d'évoluer. Au XIX^e siècle, les familles élargies et les réseaux sociaux étaient des unités économiques majeures. Le modèle de la famille nucléaire, dans lequel la mère se chargeait d'élever les enfants pendant que le père subvenait aux besoins de la famille, a connu son apogée dans les pays de l'OCDE pendant la première moitié du XX^e siècle. Plus récemment, les structures familiales ont continué d'évoluer : le mariage n'est plus systématique car les couples vivent de plus en plus en union libre ; les séparations et les divorces sont monnaie courante ; et le nombre de familles reconstituées et monoparentales est en augmentation. Bien que les familles nucléaires soient encore nombreuses, ce modèle se fragmente et donne naissance à des formes d'environnement familial plus complexes.

Figure 4.1. Recul du mariage
Nombre annuel de mariages et de divorces pour 1 000 habitants, 1970-2006



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932321321>

Source : OCDE (2009), *Panorama de la société 2009 : Les indicateurs de l'OCDE*.

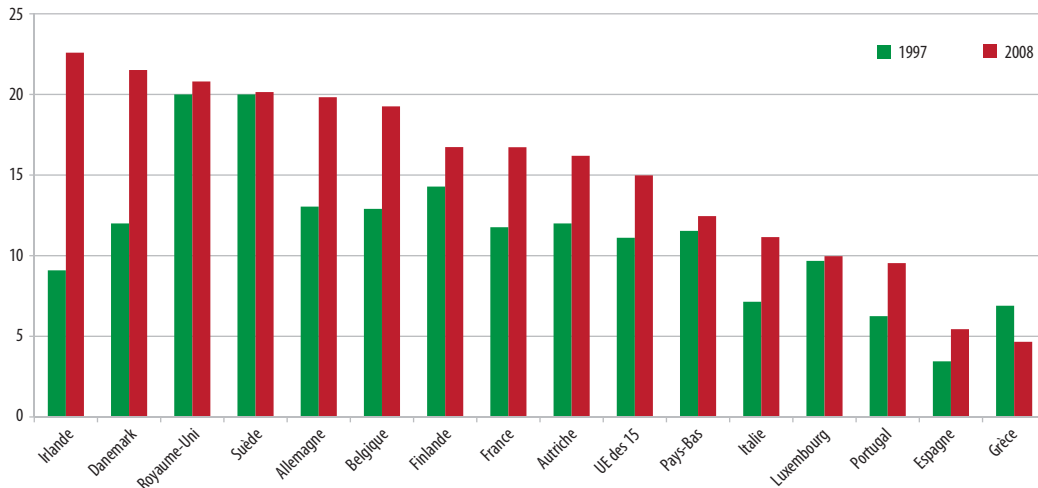
La Figure 4.1 illustre l'évolution des tendances observées dans le statut marital et la vie commune au cours des dernières décennies, en présentant les taux de mariage et de divorce dans la zone OCDE. Les taux de mariage annuels ont progressivement baissé entre 1970 et 2006, passant en moyenne de plus de 8 mariages pour 1 000 habitants à 5 mariages pour 1 000 habitants. À l'inverse, les taux de divorce annuels ont augmenté, passant d'à peine plus de 1 divorce pour 1 000 habitants à près de 2.3 divorces pour 1 000 habitants. Alors qu'en 1970 le nombre de mariages était 8 fois supérieur au nombre de divorces, cet écart a beaucoup diminué par la suite : en 2007, on comptait en effet chaque année à peine plus de 2 fois plus de mariages que de divorces.

Les moyennes de l'OCDE présentées dans la figure ci-dessus masquent des écarts internationaux parfois considérables. Depuis 1970, le taux de mariage a diminué de moins de 1 mariage pour 1 000 habitants au Danemark et en Suède, mais de 5 mariages pour 1 000 habitants, voire plus, en Hongrie, aux Pays-Bas, au Portugal et en Slovénie sur la même période. De même, le taux de divorce varie d'un pays à l'autre. Entre 1970 et 2006, il a augmenté de plus de 2 divorces pour 1 000 habitants en Belgique, en Corée et au Portugal, mais de moins de 0.5 divorce pour 1 000 habitants en Hongrie, en Islande, en Irlande, en Italie, au Mexique et aux États-Unis.

La structure des familles dans la zone OCDE est également en train de changer. La tendance à long terme indique une baisse du nombre d'enfants (voir la prochaine section); par ailleurs, rien qu'entre 1997 et 2008, le nombre de familles monoparentales a fortement augmenté. Dans l'Union Européenne (UE des 15), le nombre moyen de familles monoparentales avec enfant(s) à charge est passé de 11% environ à près de 15% de toutes les familles avec enfants à charge. Plus de 1/5 des familles sont monoparentales au Danemark, en Irlande, en Suède et au Royaume-Uni. Sur les 15 pays représentés, seule la Grèce est à contre-courant.

Figure 4.2. **Augmentation du nombre de familles monoparentales**

Part des familles monoparentales avec enfant(s) à charge dans le nombre total de familles avec enfant(s) à charge, en 1997 et 2008



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932321340>

Source : Commission Européenne (2010), Eurostat.

Quelles implications pour l'éducation ?

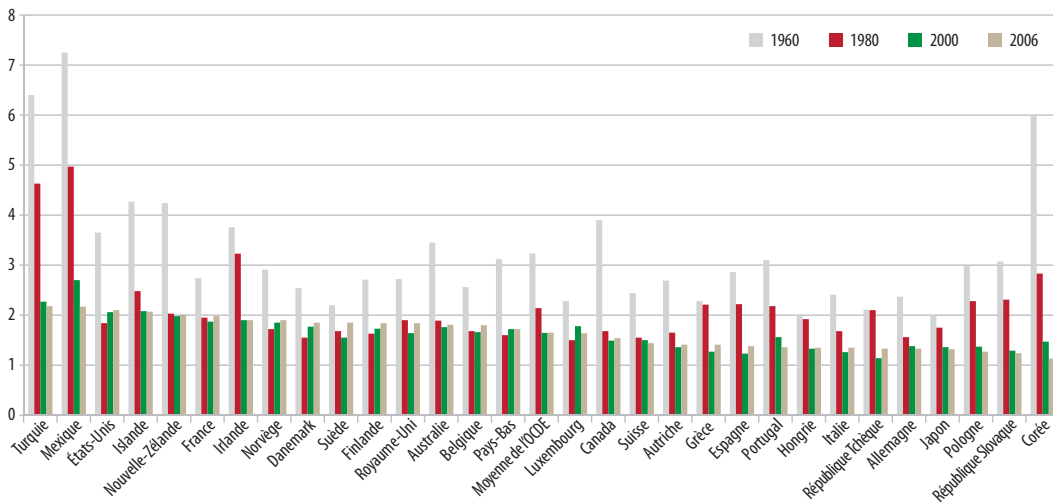
- Dans l'enseignement primaire, l'efficacité de l'apprentissage dépend en partie des bonnes relations entre les établissements et les familles. En quoi la diversité croissante des schémas familiaux affecte-t-elle la nature de ces relations ?
- Le divorce des parents est une importante source de stress pour les enfants et les adolescents; les établissements scolaires peuvent-ils, et doivent-ils, s'occuper des problèmes supplémentaires que cela génère ?
- La vie ressemble de moins en moins à un long fleuve tranquille; les turbulences qu'elle comporte signifient-elles que les adultes sont plus susceptibles de renouer avec l'apprentissage ? Comment inciter davantage les individus à mettre à profit les périodes de transitions via l'apprentissage tout au long de la vie ?

DES MÉNAGES PLUS PETITS, LES PARENTS PLUS ÂGÉS

Depuis de nombreuses années, le nombre de naissances recule nettement ; les familles sont plus réduites, les individus deviennent parents plus tardivement, et les femmes qui choisissent de ne pas avoir d'enfants sont de plus en plus nombreuses. Ces évolutions ne sont pas sans rapport avec l'éducation : en effet, les individus les plus instruits sont généralement aussi ceux qui ont le moins d'enfants. Cette tendance a un impact évident sur la structure par âge de la population (voir la Figure 2.1) ; elle a également une influence profonde sur les environnements familiaux dans lesquels grandissent les enfants (moins de frères et sœurs ; parents de plus en plus âgés). Cet impact est ressenti directement par les acteurs chargés de la planification scolaire, confrontés à une baisse des effectifs dans certaines tranches d'âge et à une hausse dans d'autres ; il se ressent par ailleurs dans les interactions des enseignants avec les élèves et leurs familles.

Figure 4.3. Nette baisse du taux de fécondité depuis les années 1960, mais lente reprise après 2000

Taux de fécondité : nombre d'enfants par femme âgée de 15 à 49 ans, en 1960, 1980, 2000 et 2006



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932321359>

Source : OCDE (2009), *Panorama de la santé 2009 : Les indicateurs de l'OCDE*.

Dans tous les pays de l'OCDE, les taux de fécondité ont enregistré une forte baisse pendant la seconde moitié du xx^e siècle, le nombre moyen d'enfants par femme âgée de 15 à 49 ans passant de plus de 3.2 en 1960 à seulement 1.6 en 2000. Dans certains pays, cette baisse a été extrêmement forte : en Corée, par exemple, le taux de fécondité, de 6 enfants par femme en 1960, s'est littéralement effondré pour atteindre 1.1 en 2006. Les taux de fécondité les plus élevés sont ceux du Mexique et de la Turquie (2.2 enfants par femme en âge de procréer) ; mais là encore, ils sont très inférieurs aux taux de 1960 (7.3 et 6.4 naissances par femme, respectivement). Si cette nette tendance à la baisse est enregistrée dans la plupart des pays, certains n'ont en revanche connu aucun changement significatif. En Suède, par exemple, le taux de fécondité était de 1.9 en 2006, soit une baisse de seulement 0,3 enfant par femme depuis 1960.

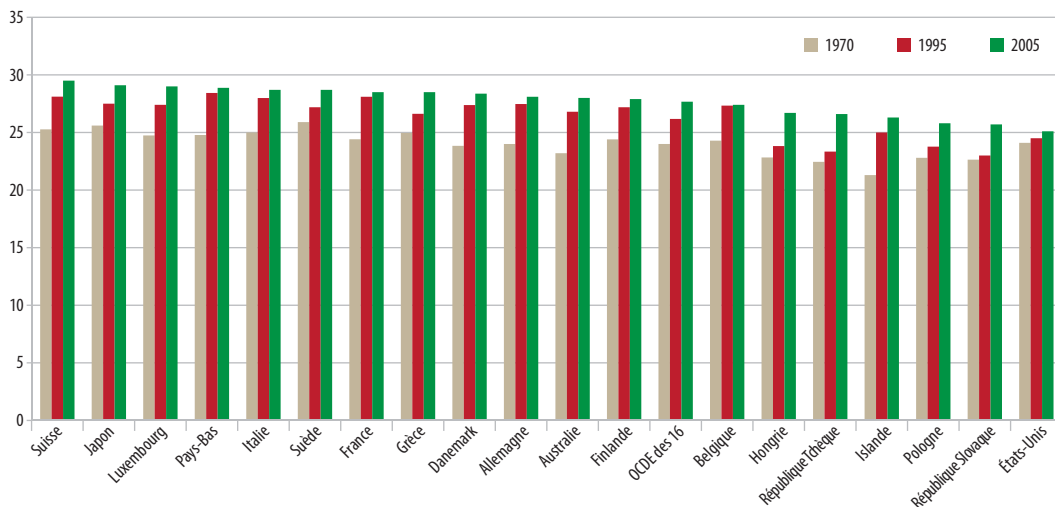
Ces dernières années, les taux de fécondité sont légèrement repartis à la hausse dans 17 pays de l'OCDE, la moyenne enregistrant une hausse marginale de 1.7 entre 2000 et 2006. Ce rebond peut s'expliquer à la fois par les naissances observées chez les femmes qui avaient repoussé de quelques années la conception de leur premier enfant et par la mise en place de

politiques nationales d'aide aux familles et aux femmes actives. Ces dernières années, les taux de fécondité ont également commencé à converger dans la plupart des pays, puisque 2/3 d'entre eux se situent désormais dans la fourchette étroite comprise entre 1.3 et 1.8 naissance par femme de 15 à 49 ans. Les écarts internationaux étaient nettement plus marqués en 1960 : à l'époque, certains pays (République Tchèque, Hongrie et Japon) présentaient déjà un faible taux de fécondité (environ 2 enfants par femme), tandis que d'autres (Islande, Corée, Mexique, Nouvelle-Zélande et Turquie) comptaient plus de 4 enfants par femme.

Aujourd'hui, les femmes ont non seulement moins d'enfants, mais elles sont aussi souvent plus âgées au moment de donner naissance à leur premier enfant. En 1970, l'âge moyen de la maternité n'était supérieur à 25 ans que dans 3 des 16 pays représentés ci-dessous ; en 2005, l'âge moyen était supérieur à 25 ans dans tous les pays. Celui-ci avoisine désormais 28 ans, contre 24 ans en 1970.

Figure 4.4. Recul de l'âge moyen de la maternité

Âge moyen des mères au moment de la première naissance, en 1970, 1995 et 2005



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932321378>

Source : OCDE (2009), *Panorama de la société 2009 : Les indicateurs de l'OCDE*.

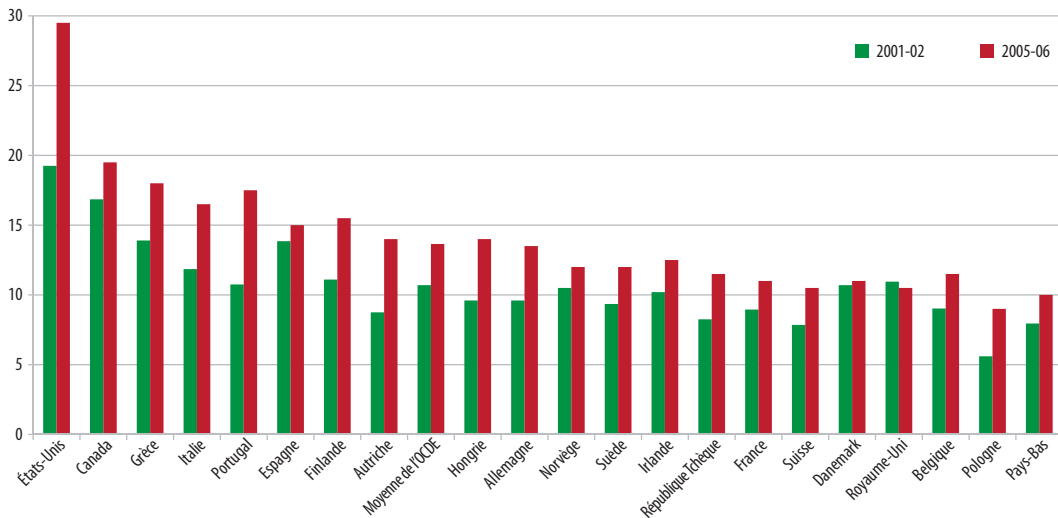
Quelles implications pour l'éducation ?

- En quoi le fait d'avoir des parents plus âgés et moins de frères et sœurs (voire aucun, comme c'est souvent le cas) affecte-t-il les enfants qui intègrent le système éducatif ? Quel impact cette évolution a-t-elle sur leur expérience de la vie (scolaire), et comment les établissements doivent-ils réagir à cette tendance profonde ?
- La baisse du nombre d'enfants permet aux parents d'investir davantage de temps et d'argent pour chaque enfant. Cette évolution se traduit-elle par un renforcement des exigences parentales à l'égard de l'enseignement dispensé ?
- La baisse du taux de fécondité se traduit par un recul des inscriptions dans les établissements scolaires. Cette tendance s'accompagne d'opportunités et de problèmes nouveaux. Elle ouvre la voie aux initiatives innovantes qui pourraient tirer parti de la taille réduite des classes et de l'augmentation des ressources disponibles par étudiant ; mais ces opportunités sont-elles saisies ? Comment les systèmes éducatifs peuvent-ils faire face à la baisse des effectifs et à la fermeture de certains établissements ?

ÉTAT DE SANTÉ DES ENFANTS

Bien que les sections précédentes aient mis en évidence quelques évolutions très positives concernant la mortalité des enfants de moins de cinq ans, les tendances observées en matière de santé infantile suscitent, à juste titre, de vives inquiétudes. Deux tendances en particulier ont retenu notre attention : la prévalence accrue de l'obésité infantile dans les pays de l'OCDE et le nombre croissant de troubles hyperactifs avec déficit de l'attention (THADA) diagnostiqués chez les enfants. La première tendance reflète le recul des bonnes pratiques alimentaires et physiques. La seconde est plus difficile à interpréter, car elle peut résulter d'une propension accrue aux troubles mentaux, de l'influence des cadres de socialisation que sont l'école et la famille, des progrès diagnostiques et thérapeutiques ou, comme c'est probablement le cas, d'une combinaison de ces différents facteurs. Toute dégradation générale de l'état de santé des enfants se ressent sur leur scolarité (« un esprit sain dans un corps sain ») ; mais l'éducation peut, à l'inverse, contribuer à améliorer l'hygiène de vie des enfants et à résoudre ces problèmes de santé.

Figure 4.5. Augmentation des taux d'obésité infantile
Nombre d'enfants de 15 ans souffrant d'obésité, en 2001-2002 et 2005-2006



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932321397>

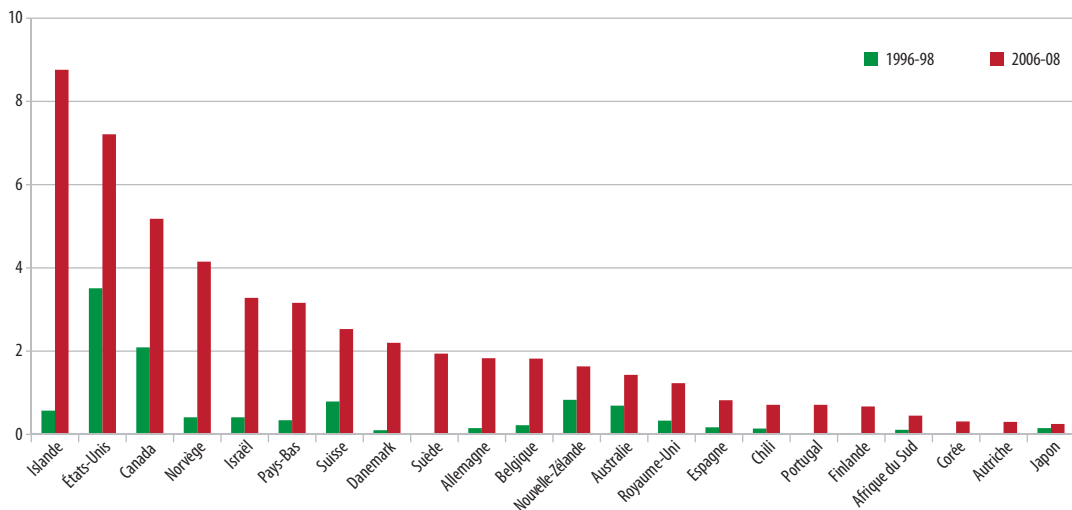
Source : OCDE (2009), *Panorama de la santé 2009 : Les indicateurs de l'OCDE*.

Les données probantes collectées dans de nombreux pays indiquent clairement que l'obésité infantile est en hausse rapide. Les données disponibles ne permettent de représenter que les tendances à court terme entre 2001 et 2006 ; mais même dans ce laps de temps assez court, la montée en puissance de l'obésité (mesurée à l'aide de l'indice de masse corporelle) est évidente dans la plupart des pays de l'OCDE ; le taux de croissance est en effet de près de 3% en moyenne. Dans la figure ci-dessus, la seule exception est le Royaume-Uni, où le taux d'obésité chez les enfants de 15 ans a légèrement baissé. En termes d'amplitude, les États-Unis arrivent en tête avec un taux d'obésité infantile de près de 30%, tandis que les Pays-Bas, derniers au classement, enregistrent un taux de 10%. Deux facteurs en particulier expliquent cette montée en puissance de l'obésité infantile : une alimentation hautement calorique d'un côté, et un mode de vie sédentaire (peu d'activité physique) de l'autre.

La santé des enfants est étudiée sous un tout autre angle dans la Figure 4.6, qui représente l'augmentation de la consommation d'un type de médicament contre le trouble

hyperactif avec déficit de l'attention (THADA) dans différents pays de l'OCDE. La santé a en effet deux dimensions essentielles : le bien-être physique, mais aussi mental. Ce point est particulièrement important pour l'éducation, dont la mission première est de développer les compétences cognitives et émotionnelles des enfants. La prescription de ce médicament est mesurée indirectement par le nombre de doses journalières disponibles par jour et pour 1 000 habitants dans chaque pays. Les chiffres mettent en évidence la hausse – parfois spectaculaire – de la consommation de médicaments contre le THADA enregistrée sur une période de dix ans dans les pays représentés. La figure montre également que les écarts internationaux sont très marqués, avec l'Islande et les États-Unis en tête de classement, et l'Autriche et le Japon en dernières positions. La rapidité de cette évolution à la hausse et l'importance des écarts internationaux indiquent que la multiplication des diagnostics ne reflète pas uniquement la prévalence du THADA. Il est possible en revanche que les différences culturelles, les progrès médicaux et peut-être même les modes jouent un rôle important du point de vue du diagnostic mais aussi du traitement.

Figure 4.6. **Explosion de la consommation de médicaments contre le THADA**
Consommation de doses journalières de méthylphénidate pour mille habitants et par jour, en 1996-1998 et 2006-2008



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932321416>

Source : Organe international de contrôle des stupéfiants (2009), *Substances psychotropes : Rapport technique 2009*.

Quelles implications pour l'éducation ?

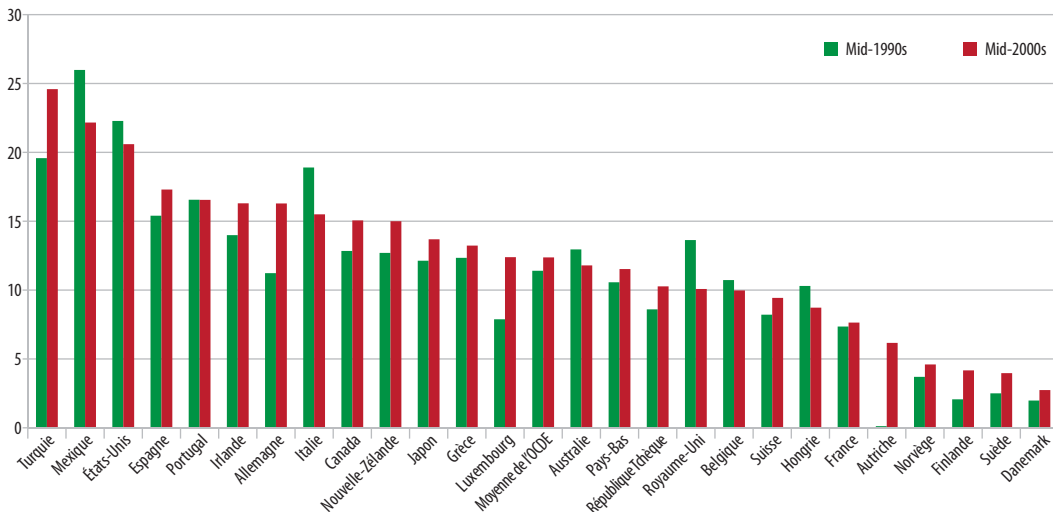
- L'une des priorités de ces dernières années a été d'améliorer les performances cognitives des enfants. L'éducation a-t-elle aussi pour mission d'améliorer leur santé mentale et physique ?
- Comment les établissements scolaires peuvent-ils améliorer la santé physique des élèves (par le biais d'activités physiques et de programmes nutritionnels, par exemple) sans surcharger les emplois du temps ?
- Les enfants auxquels on diagnostique des troubles mentaux et comportementaux (THADA, par exemple) sont de plus en plus nombreux ; quels sont les facteurs à l'origine de cette évolution ? Dans quelle mesure les établissements scolaires contribuent-ils eux-mêmes à aggraver ces problèmes ? Quelles sont les alternatives aux traitements chimiques ?

L'INÉGALITÉ DES CHANCES DE GÉNÉRATION EN GÉNÉRATION

Dans l'une des sections précédentes, nous avons présenté les tendances relatives aux inégalités et à la persistance de la pauvreté observées en dépit de la prospérité croissante des sociétés de l'OCDE. Dans cette section, nous étudions cette fois la situation des enfants. Les opportunités qui leur seront offertes dans la vie dépendent, dans une large mesure, des conditions dans lesquelles ils sont nés et ont grandi. Désormais, nous pouvons non seulement mesurer la persistance de la pauvreté dans la population totale, mais aussi identifier quel est le pourcentage d'enfants dans cette population pauvre. On observe dans la zone OCDE de très fortes disparités internationales en matière de pauvreté infantile ; le taux moyen a légèrement augmenté ces dernières années. D'un autre côté, en Europe, certains signes indiquent que la transmission des inégalités scolaires de génération en génération est peut-être moins systématique. Du point de vue de l'éducation, l'influence déterminante de l'origine sociale sur le niveau d'instruction reste l'une des corrélations les plus documentées de la recherche éducative et sociale.

Figure 4.7. Tendance à la hausse des taux de pauvreté infantile

Pourcentage d'enfants dont la famille perçoit un revenu inférieur à 50% du revenu médian, au milieu des années 1990 et au milieu des années 2000



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932321435>

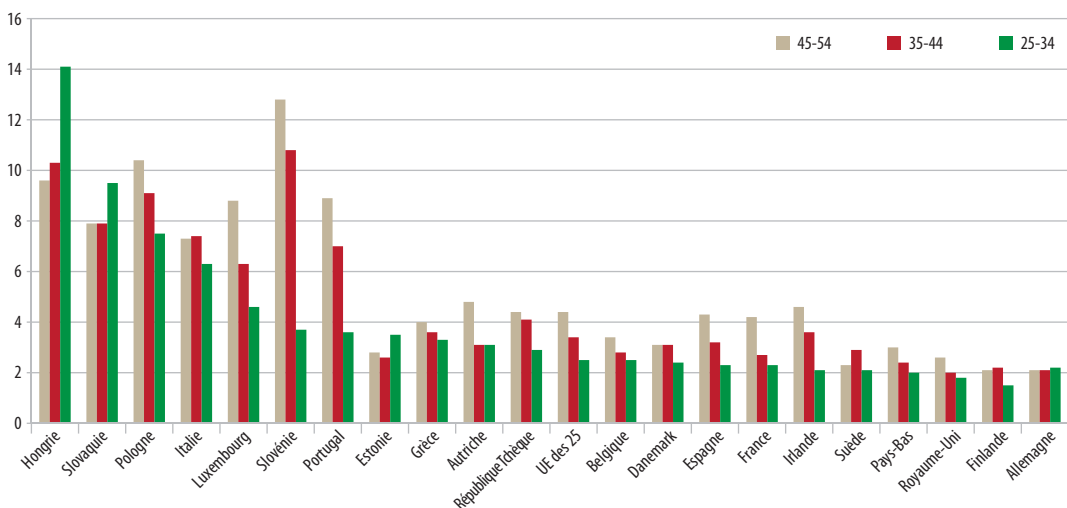
Source : OCDE (2009), *Panorama de la société 2009 : Les indicateurs de l'OCDE*.

Les taux de pauvreté infantile (pourcentage d'enfants dont la famille perçoit un revenu inférieur à 50% du revenu médian d'un pays) ont augmenté entre le milieu des années 1990 et le milieu des années 2000 dans 18 des 26 pays de l'OCDE représentés. La moyenne de l'OCDE a également augmenté, bien que cette hausse ait été relativement limitée (1%), la moyenne passant de 11,4% à 12,4% sur la période. Les plus fortes hausses (5 % environ) ont été enregistrées en Autriche, en Allemagne, au Luxembourg et en Turquie. Les taux de pauvreté infantile sont très variables d'un pays à l'autre, allant de 3% à 4% environ au Danemark, en Finlande, en Norvège et en Suède, à plus de 20% au Mexique, en Turquie et aux États-Unis. Dans ces deux derniers pays, la pauvreté infantile a cependant reculé depuis le milieu des années 1990, de même qu'en Australie, en Belgique, en Hongrie, en Italie et au Royaume-Uni.

Pour ces sociétés, l'une des principales questions à se poser est la suivante : dans quelle mesure les désavantages (en termes de niveau d'instruction, de statut professionnel et de niveau de revenus) se transmettent-ils d'une génération à l'autre ? Les données collectées dans l'Union Européenne permettent aujourd'hui de comparer le niveau

d'instruction d'un individu à celui de ses parents, donc de représenter l'évolution inter-générationnelle de ce paramètre. La Figure 4.8 indique que l'influence du niveau d'instruction parental a diminué au fil du temps dans la majeure partie des États membres de l'UE. Les avancées les plus notables ont été observées au Portugal et en Slovaquie. Dans ce dernier pays en particulier, les individus âgés de 45 à 54 ans avaient près de 13 fois plus de chances de suivre des études supérieures si leur père en avait fait de même ; pour les individus âgés de 25 à 34 ans, cette probabilité était en revanche nettement moins forte (3.7 fois plus de chances). Que cette tendance soit à la hausse ou à la baisse, l'influence du niveau d'instruction parental sur celui des individus est encore particulièrement forte en Hongrie, en Italie, en Pologne et en République Slovaque (à gauche sur la Figure 4.8) ; en revanche, cette corrélation est aujourd'hui nettement plus faible en Finlande, en Allemagne, en Irlande, aux Pays-Bas, en Suède et au Royaume-Uni (à droite sur la figure). Malgré cette évolution, rien ne permet d'affirmer que les facteurs sociaux qui entravaient autrefois l'accès à l'enseignement supérieur ont disparu.

Figure 4.8. Le niveau d'instruction parental n'est plus aussi déterminant qu'autrefois
Probabilité de suivre des études supérieures en fonction du niveau d'instruction paternel, par tranche d'âge



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932321454>

Note : La « probabilité » s'entend comme la probabilité de suivre des études supérieures dans le cas où le père a lui-même suivi des études supérieures, divisée par la probabilité de suivre des études supérieures dans le cas où le père n'a suivi qu'un enseignement de base. Plus le chiffre obtenu est élevé, et plus le niveau d'instruction individuel dépend du niveau d'instruction paternel.

Source : Commission Européenne (2007), *Inclusion sociale et distribution des revenus dans l'Union Européenne 2007 : Rapport de suivi élaboré par l'Observatoire européen de la situation sociale, Réseau Inclusion sociale et Distribution des revenus.*

Quelles implications pour l'éducation ?

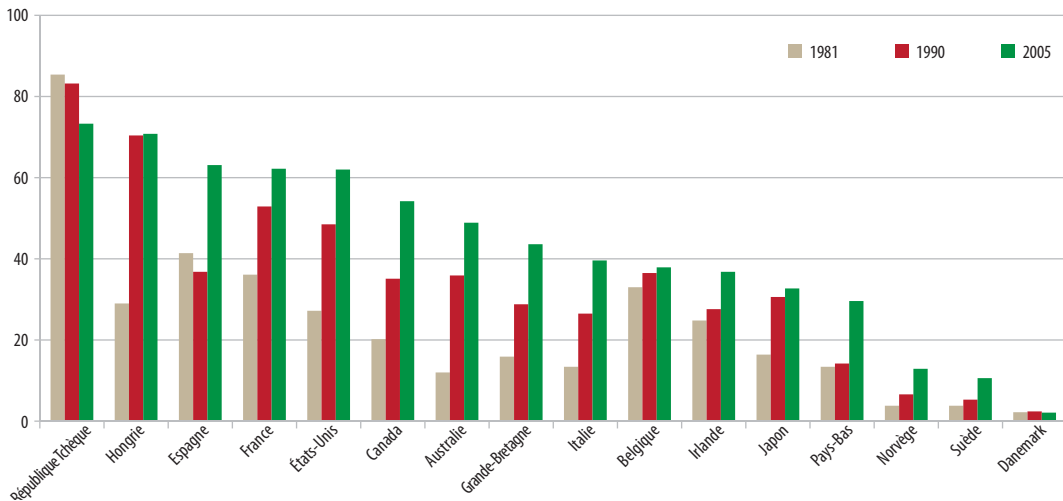
- La pauvreté matérielle et les inégalités scolaires se concentrent-elles de plus en plus dans certains établissements et quartiers particuliers ? Comment remédier à ces problèmes ?
- Comment les établissements scolaires peuvent-ils répondre aux besoins des élèves dont le développement cognitif et social a été affecté par la pauvreté ? Quel est le rôle de l'éducation non-formelle dans ce domaine ?
- Quelles solutions l'éducation offre-t-elle, à un stade ultérieur de la vie, aux individus dont l'enfance a été particulièrement difficile ?

ATTENTES RENFORCÉES DES ADULTES À L'ÉGARD DES ENFANTS

Les valeurs sont la clé de voûte de la société, mais sont par nature difficiles à mesurer. L'école est l'un des principaux creusets où se forment les normes sociales et les croyances de chaque génération, ainsi que l'essentiel des valeurs qui orientent les individus tout au long de leur vie. Quelles valeurs voulons-nous inculquer à nos enfants? Dans les pays pour lesquels il existe des données comparables, les qualités dont nous souhaitons doter nos enfants ne sont apparemment plus les mêmes qu'autrefois, comme en témoigne l'importance aujourd'hui accordée à la capacité de travail et à l'imagination. Concernant le secteur éducatif, en particulier, il convient de déterminer si le façonnement des valeurs relève de la seule responsabilité des établissements ou s'il est admis que d'autres parties prenantes ont à cet égard un rôle clé à jouer aux côtés des écoles.

Figure 4.9. « Un enfant doit être capable de travailler dur »

Pourcentage de personnes interrogées dans le cadre de l'enquête World Values Survey estimant qu'un enfant doit être capable de travailler dur, en 1981, 1990 et 2005



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932321473>

Source : World Values Survey (2009), *Four-wave Aggregate of the Values Studies*.

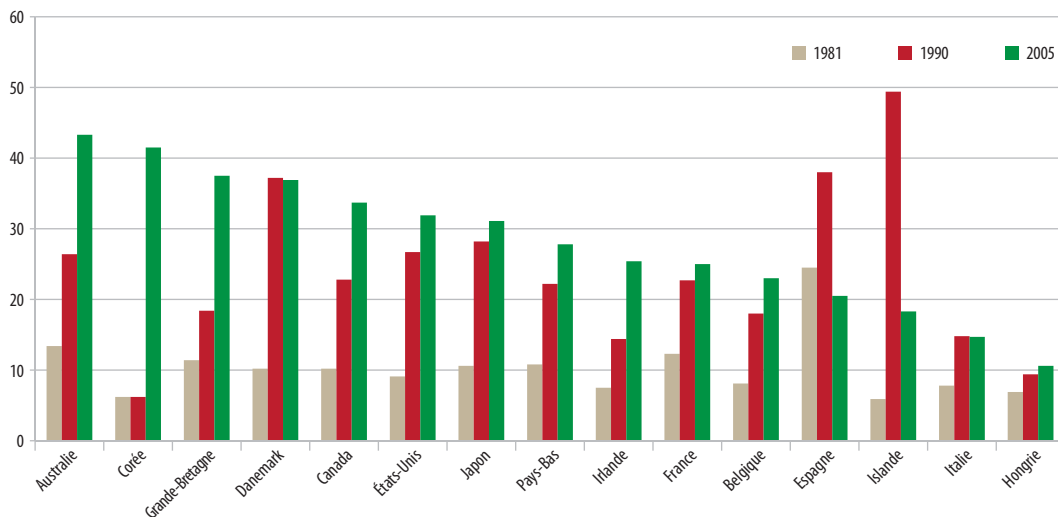
Dans la plupart des pays qui se prêtent à une analyse comparative, le pourcentage de sondés estimant que la « capacité à travailler dur » est une qualité importante chez l'enfant a augmenté depuis le début des années 1980. Cette évolution s'explique peut-être par le fait que notre époque se caractérise par une concurrence plus intense et par la recherche de la performance; ou peut-être est-ce en raison de la foi accrue en la méritocratie, basée sur l'idée selon laquelle les individus qui conjuguent talent et labeur ont davantage de chances de réussir? D'après la Figure 4.9, deux pays font néanmoins exception à cette tendance, à savoir la République Tchèque et le Danemark; il convient toutefois de noter que leurs points de départ respectifs sont très différents, puisque le taux considéré est à peine inférieur à 75 % en République Tchèque, mais égal à 2 % seulement au Danemark.

De nos jours, l'accent est mis non seulement sur les valeurs traditionnelles, mais également sur les valeurs « post-matérialistes ». Chez les enfants, l'imagination est ainsi plus recherchée qu'il y a une vingtaine ou une trentaine d'années. Dans tous les pays se prêtant à une analyse comparative, à l'exception de l'Espagne, le pourcentage de sondés

qui considéraient que l'imagination est une qualité indispensable chez l'enfant avait augmenté entre 1981 et 2005 ; dans certains cas, le pic a toutefois été atteint en 1990. Comme pour la capacité de travail, on observe une forte amplitude internationale – de plus de 40 % en Australie à peine plus de 10 % en Hongrie. Il reste à savoir si l'éducation peut promouvoir à la fois la capacité de travail et l'imagination. Quoi qu'il en soit, ces tendances rejoignent une évolution plus générale mise en évidence à l'issue de l'enquête *World Values Survey* : globalement, nos attentes vis-à-vis des enfants ne cessent de croître, tout comme le nombre de qualités dont nous souhaitons les voir dotés. Ainsi, les tendances présentées dans cet ouvrage reflètent peut-être l'évolution des contextes observée au XXI^e siècle dans les sociétés de l'OCDE, ainsi que la condition nouvelle des enfants, liée à la réduction de la famille nucléaire et à l'augmentation des ressources matérielles disponibles par enfant.

Figure 4.10. « Un enfant doit pouvoir faire preuve d'imagination »

Pourcentage de personnes interrogées dans le cadre de l'enquête *World Values Survey* estimant qu'un enfant doit pouvoir faire preuve d'imagination, en 1981, 1990 et 2005



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932321492>

Source : World Values Survey (2009), *Four-wave Aggregate of the Values Studies*.

Quelles implications pour l'éducation ?

- Compte tenu des exigences parentales et sociales croissantes à l'égard des enfants, peut-on raisonnablement attendre des établissements scolaires qu'ils dotent chaque enfant de toutes les qualités souhaitées ? Est-ce seulement possible ?
- L'imagination et la créativité sont souvent citées parmi les « compétences du XXI^e siècle ». L'éducation doit-elle davantage promouvoir ces compétences ? Doivent-elles faire l'objet d'une évaluation formelle ?
- En quoi les autres sources d'influence contribuent-elles à façonner les normes et les valeurs des jeunes ? Dans ce domaine, nos attentes à l'égard des établissements sont-elles excessives ?

POUR EN SAVOIR PLUS

Sources

- Columbia University, School of Social Work (2010), *The Clearing House on International Developments in Child, Youth and Family Policies at Columbia University*, disponible en ligne, www.childpolicyintl.org, dernière consultation en juillet 2010.
- Commission Européenne (2007), *Inclusion sociale et distribution des revenus dans l'Union Européenne 2007 : Rapport de suivi* élaboré par l'Observatoire européen de la situation sociale, Réseau Inclusion sociale et Distribution des revenus, Direction de l'Emploi, des affaires sociales et de l'égalité des chances, Commission Européenne.
- Commission Européenne (2009), *Rapport annuel 2009*, Observatoire européen de la situation sociale, Distribution des revenus et conditions de vie, Direction de l'Emploi, des affaires sociales et de l'égalité des chances, Commission Européenne.
- Commission Européenne (2010), Eurostat, Statistiques de l'Union Européenne sur le revenu et les conditions de vie, provenant de l'enquête du Panel communautaire des ménages (PCM), version électronique, http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/living_conditions_and_social_protection/data/database, dernière consultation en juin 2010.
- OCDE (2006), *L'école face aux attentes du public: Faits et enjeux*, L'École de demain, Éditions OCDE.
- OCDE (2007), *Bébés et employeurs : Comment réconcilier travail et vie de famille – Synthèse des résultats pour les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2009), *Assurer le bien-être des enfants*, Éditions OCDE.
- OCDE (2009), *Panorama de la santé 2009 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2009), *Panorama de la société 2009 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *Réformes Économiques: Objectif Croissance 2010*, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *Base de données de l'OCDE sur la famille*, Division des politiques sociales, disponible en ligne, www.OCDE.org/els/social/family/database, dernière consultation en juillet 2010.
- OCDE (2006), *Demand-Sensitive Schooling?: Evidence and Issues*, *Schooling for Tomorrow*, Éditions OCDE.
- Organe international de contrôle des stupéfiants (2009), *Substances psychotropes : Rapport technique 2009*, Évaluations des besoins annuels médicaux et scientifiques concernant les substances des Tableaux II, III et IV de la Convention de 1971 sur les substances psychotropes, Nations Unies, New York.
- World Values Survey (2009), *Four-wave Aggregate of the Values Studies*, Online Data Analysis, www.worldvaluessurvey.org, dernière consultation en juin 2010.

Les données statistiques relatives à Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Définitions et indicateurs

- *Taux de mariage et taux de divorce* : Les données utilisées dans le présent ouvrage sont les taux bruts de mariage et de divorce. Le taux de mariage est calculé en divisant le nombre annuel de nouveaux mariages par le nombre total d'habitants. De même, le taux de divorce est obtenu en divisant le nombre de divorces prononcés chaque année par le nombre total d'habitants.
- *Famille monoparentale* : Famille dans laquelle les enfants à charge vivent avec un seul des deux parents. Sont considérés comme des enfants à charge tous les enfants âgés de moins de 16 ans et les individus de 16 à 24 ans professionnellement inactifs, qui vivent avec l'un de leurs deux parents. Les couples qui cohabitent, qui constituent un autre schéma familial en plein essor, ne sont plus comptabilisés comme des parents célibataires, du moins dans la plupart des pays.
- *Taux de fécondité* : Dans la pratique, le taux de fécondité n'est pas mesuré à proprement parler. Il ne reflète pas la fécondité d'un groupe réel de femmes, car cela supposerait d'attendre la fin de la dernière grossesse de chacune. Le taux de fécondité est calculé en imaginant qu'une femme présente, tout au long de sa vie féconde (de 15 à 49 ans), le taux de fécondité actuel des tranches d'âge successives qu'elle traverse. Le taux de fécondité est obtenu en divisant le nombre annuel de naissances vivantes enregistré dans chaque tranche d'âge de la population féminine de 15 à 49 ans par le nombre total de femmes de chacune de ces tranches d'âge.
- *Obésité* : L'indice de masse corporelle (IMC) mesure le rapport entre le poids et la taille d'un individu. Il est parfois utilisé pour avoir une indication du pourcentage de masse grasseuse des individus, bien que cela ne soit en aucun cas ce que mesure l'IMC ; par ailleurs, cette démarche risque bien souvent de déboucher sur une estimation imprécise compte tenu de la diversité des morphologies et des musculatures humaines. L'IMC est calculé au moyen de la formule suivante : $\text{poids}(\text{kg})/\text{taille}(\text{m})^2$. D'après la classification actuelle de l'OMS, les individus ayant un IMC compris entre 25 et 30 sont définis comme étant en surpoids, et ceux dont l'IMC est supérieur à 30 sont considérés comme obèses.
- *Consommation de méthylphénidate* : Le méthylphénidate est le principe actif d'un médicament d'usage courant, prescrit pour traiter le trouble hyperactif avec déficit de l'attention (THADA). La consommation de méthylphénidate est mesurée à l'aide du nombre de doses journalières fixes consommées chaque jour pour mille habitants et calculée d'après les statistiques fournies par les pouvoirs publics concernant la fabrication et la vente de méthylphénidate. Pour les pays qui ne fabriquent ni n'exportent de méthylphénidate, on considère que les quantités déclarées comme étant importées sont destinées à la consommation. S'agissant des pays qui fabriquent et exportent du méthylphénidate, on additionne la fabrication annuelle moyenne et les importations annuelles moyennes, puis l'on soustrait de cette somme les exportations annuelles moyennes. Les conclusions relatives au niveau effectif de consommation de substances psychotropes doivent être formulées avec prudence, car les données fournies par les gouvernements concernant la fabrication et les ventes peuvent être incomplètes.
- *Taux de pauvreté infantile* : Il s'agit du pourcentage d'enfants âgés de moins de 18 ans dont la famille perçoit un revenu total inférieur à 50% du revenu médian national, la médiane se situant à mi-chemin entre le niveau de revenus le plus élevé et le niveau de revenus le plus bas observés dans une population.

Chapitre 5

TIC : la nouvelle génération

Vers un accès universel à l'informatique : accès croissant et souvent quasi-universel à un ordinateur dans le cadre familial, et tendances relatives à l'accès à l'informatique en milieu scolaire.

Dans quel cadre les élèves utilisent-ils un ordinateur? Tendances à court terme relatives à l'utilisation des ordinateurs par les jeunes dans le cadre familial et scolaire (données issues de l'enquête PISA).

Évolution de l'Internet : expansion rapide du réseau mondial, illustrée par l'apparition de millions de nouveaux sites Internet, et développement de Wikipedia, qui offre un exemple de contenus générés par les utilisateurs.

Croissance rapide du nombre d'utilisateurs d'Internet : tendances relatives à l'utilisation de l'Internet, notamment par les jeunes.

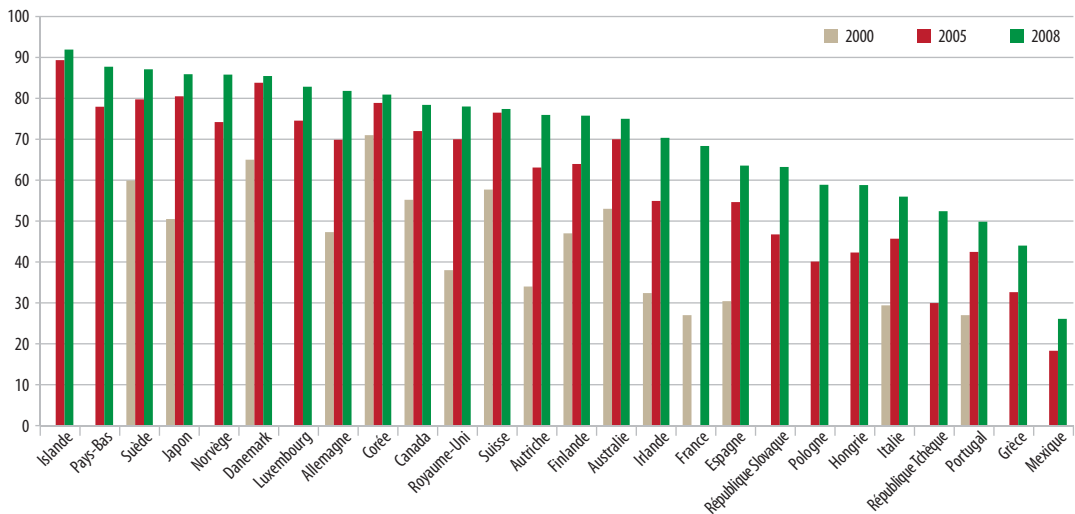
Essor des téléphones mobiles et autres appareils portatifs : explosion des ventes de téléphones mobiles et forte croissance de l'accès à l'Internet haut-débit depuis les appareils portatifs.

VERS UN ACCÈS UNIVERSEL À L'INFORMATIQUE

Les technologies de l'information ont connu une très forte croissance au cours des 40 dernières années, à mesure que les ordinateurs devenaient plus compacts, plus rapides, plus puissants et moins coûteux. Elles font désormais partie intégrante de notre vie quotidienne, et sont à la base de nombreux produits commerciaux. A présent, nous sommes nombreux à évoluer dans un environnement à forte composante technologique, et à devoir suivre son évolution rapide. Ces évolutions ne sont pas sans rapport avec l'éducation, compte tenu non seulement de la facilité et de la rapidité avec lesquelles nous pouvons accéder, depuis une multitude de lieux, à d'énormes corpus d'informations, mais surtout des compétences nécessaires pour pouvoir utiliser efficacement ces ressources. Certes, l'accès à l'informatique dans le cadre familial est désormais quasiment universel dans les pays de l'OCDE ; de nombreuses questions persistent néanmoins quant à l'utilisation de ces technologies dans le secteur éducatif, malgré les investissements massifs réalisés par les pouvoirs publics pour équiper les établissements scolaires d'ordinateurs et d'une connexion à l'Internet.

Figure 5.1. Accès croissant à l'informatique dans le cadre familial

Pourcentage de familles équipées d'un ordinateur domestique (ordinateur de bureau, ordinateur portable ou ordinateur de poche), en 2000, 2005 et 2008



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932321511>

Source : OCDE (2009), Indicateurs clés des TIC de l'OCDE.

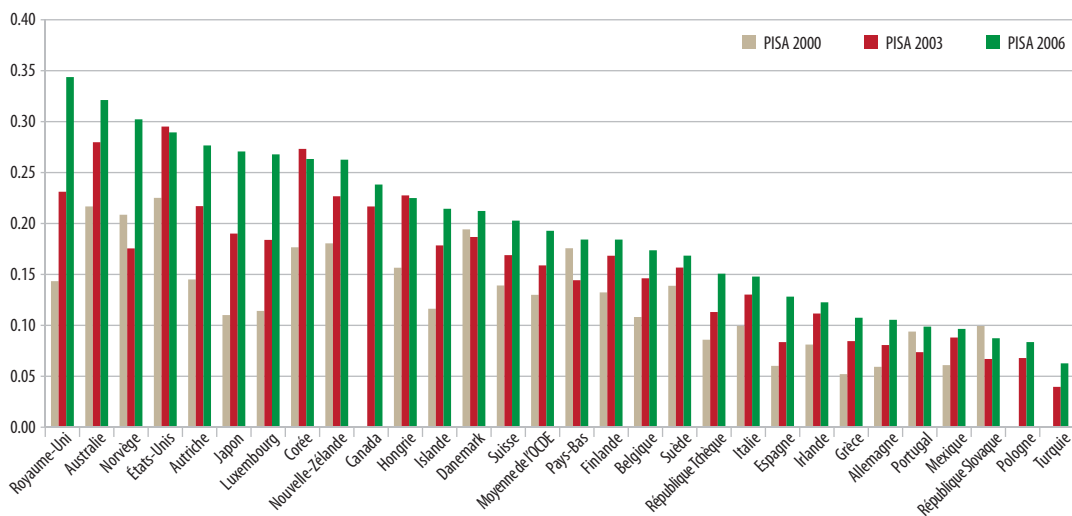
Entre 2000 et 2008, le taux d'accès à un ordinateur domestique (ordinateur de bureau, ordinateur portable ou ordinateur de poche) a fortement augmenté dans les pays de l'OCDE. Des écarts considérables persistent néanmoins entre les pays. Ainsi, en 2008, le taux d'accès à un ordinateur domestique avait dépassé les 80% dans neuf pays de l'OCDE ; il était alors particulièrement élevé au Japon et en Europe du Nord. En Grèce et au Portugal, en revanche, seule la moitié (voire moins) de la population avait accès à un ordinateur dans le cadre familial ; au Mexique et en Turquie, ce taux était encore plus bas.

D'après les données concernant l'accès à l'informatique en milieu scolaire communiquées par les établissements participant au Programme International triennal pour le suivi des acquis des élèves (PISA), la présence des TIC dans le secteur éducatif reste plus limitée. En 2006, on comptait en moyenne, dans les pays de l'OCDE, 1 ordinateur pour 5 élèves, contre 1 ordinateur pour 8 élèves en 2000. Cette moyenne masque des écarts

internationaux considérables : dans neuf pays de l'OCDE, on comptait au moins 1 ordinateur pour 4 élèves, tandis que dans cinq autres pays, ce rapport n'était que de 1 ordinateur pour 10 élèves, voire plus. Mais là encore, la présence des ordinateurs en milieu scolaire nous renseigne peu, en elle-même, sur les modalités de leur utilisation (temps passé et type d'usage). Qu'il soit faible ou élevé, le taux d'accès à un ordinateur dans le cadre familial ou scolaire donne une indication vague de l'utilisation de ces technologies.

Les données disponibles sur le nombre et l'utilisation des ordinateurs scolaires indiquent que les TIC n'ont pas fondamentalement transformé l'environnement éducatif ni les méthodes pédagogiques employées. La recherche montre également que les enfants se familiarisent davantage avec l'informatique à la maison qu'à l'école, et passent plus de temps devant un ordinateur à la maison (voir la section suivante). Le « fossé numérique » persiste sous une autre forme : aujourd'hui, celui-ci ne repose plus sur l'accès aux technologies, mais sur l'acquisition des compétences et capacités nécessaires pour pouvoir utiliser efficacement ces technologies. Quoi qu'il en soit, de façon générale, les cadres familiaux, scolaires et professionnels présentent désormais une forte composante technologique.

Figure 5.2. Accès croissant à l'informatique dans le cadre scolaire
Nombre d'ordinateurs par élève, tel qu'indiqué par les établissements scolaires,
lors des cycles PISA de 2000, 2003 et 2006



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932321530>

Source : OCDE (2000, 2003 et 2006), Programme International pour le Suivi des Acquis des élèves (base de données).

Quelles implications pour l'éducation ?

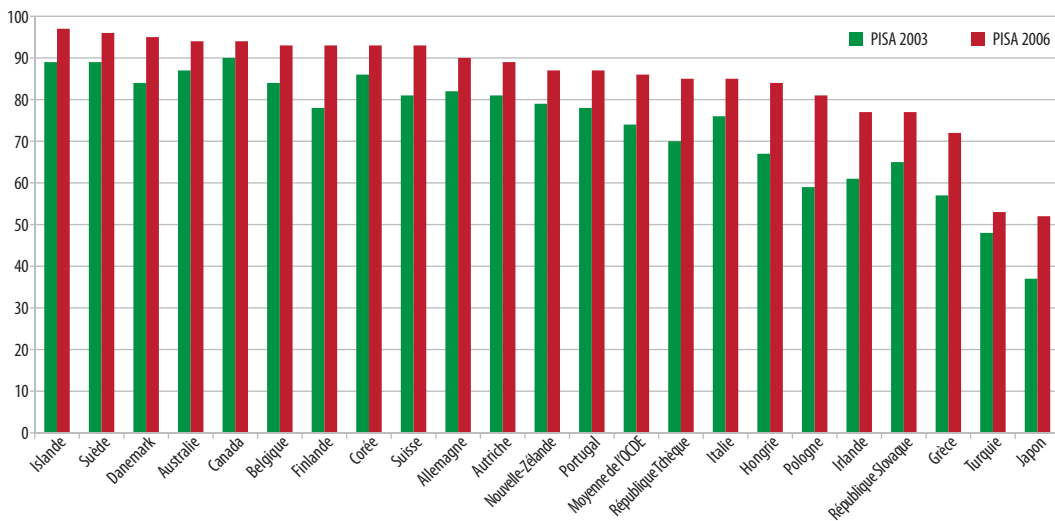
- Les avancées technologiques se poursuivent à un rythme exponentiel; jusqu'à présent, le secteur éducatif est-il parvenu à « garder le rythme » ? Faut-il qu'il continue de s'adapter ? Quels sont les avantages et les coûts de l'apprentissage basé sur les TIC ?
- Que signifie, pour les élèves, le fait de « grandir à l'ère du numérique » ? Qu'est-ce que cela implique pour leurs capacités et besoins en tant qu'apprenants ? La formation et le développement professionnel des enseignants ont-ils réussi à s'adapter à ces évolutions ?
- L'accès quasi-universel à l'informatique dans le cadre familial ouvre de nouvelles perspectives d'apprentissage, tant pour l'enseignement initial que pour l'éducation des adultes. Ces opportunités sont-elles saisies ?

DANS QUEL CADRE LES ÉLÈVES UTILISENT-ILS UN ORDINATEUR?

Le fait qu'un ordinateur soit accessible ne signifie pas qu'il va être utilisé. Car l'utilisation des ordinateurs dépend des motivations et des capacités de leurs utilisateurs potentiels, mais aussi de la place de l'informatique dans le quotidien des enfants et dans le processus d'apprentissage. Les données présentées dans cette section indiquent qu'une très large majorité des jeunes s'intéresse à l'informatique et est capable d'utiliser un ordinateur ; la plupart des jeunes de 15 ans se servent régulièrement d'un ordinateur chez eux. L'utilisation de l'informatique en milieu scolaire est en revanche plus limitée, ce qui indique que les seuils d'équipement critiques n'ont pas encore été atteints et que les ordinateurs ne sont pas assez intégrés au processus d'apprentissage. Indépendamment des taux d'accès ou d'utilisation, il faut peut-être s'interroger sur l'intérêt que présentent les TIC pour l'apprentissage.

Figure 5.3. Utilisation de l'informatique dans le cercle familial

Pourcentage d'élèves de 15 ans ayant déclaré se servir régulièrement d'un ordinateur à la maison, dans le cadre de l'enquête PISA de 2003 et 2006



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932321549>

Note : Le nombre d'élèves ayant déclaré se servir régulièrement d'un ordinateur inclut ceux ayant répondu « chaque jour ou presque » et « plusieurs fois par semaine ».

Source : OCDE (2010), *Are the New Millennium Learners Making the Grade? Technology Use and Educational Performance in PISA 2006*, Recherche et Innovation dans l'Enseignement.

Les réponses obtenues dans le cadre de l'enquête PISA montrent que l'utilisation « régulière » d'un ordinateur dans le cadre familial (en d'autres termes une utilisation quotidienne ou répétée dans la semaine) est aujourd'hui quasiment universelle chez les élèves de 15 ans des pays de l'OCDE. Dans 17 des 22 pays inclus, 80 % ou plus des jeunes de cet âge ont déclaré se servir régulièrement d'un ordinateur chez eux ; ce taux était supérieur à 90 % dans 10 de ces 17 pays. À l'autre extrémité du graphique, le Japon et la Turquie n'enregistrent qu'un taux de 50 % environ.

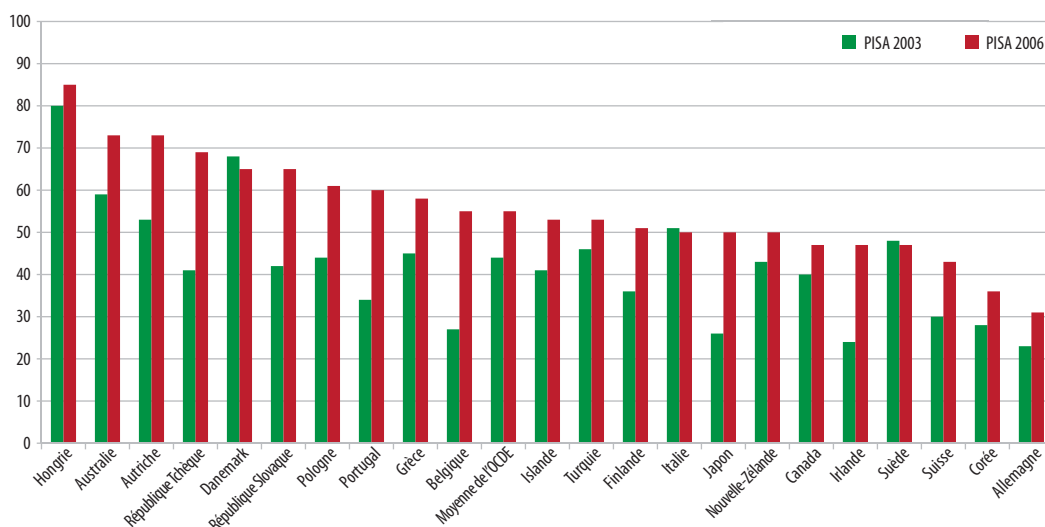
Le pourcentage d'élèves de 15 ans ayant déclaré se servir régulièrement d'un ordinateur en milieu scolaire est en revanche nettement plus bas. En 2006, cette catégorie représentait en moyenne à peine plus de la moitié (55 %) d'entre eux, contre 44 % en 2003. Le taux d'utilisation « régulière » d'un ordinateur à l'école a progressé dans tous les pays représentés, à l'exception du Danemark, de l'Italie et de la Suède. En 2006, seuls trois pays

(Australie, Autriche et Hongrie) enregistraient un taux d'utilisation régulière de l'informatique en milieu scolaire supérieur à 70 %.

La possibilité d'accéder à un ordinateur ne signifie pas que celui-ci est effectivement utilisé, et encore moins qu'il est utilisé de façon productive. Compte tenu de la quasi-universalité de l'accès à l'informatique dans le cadre familial et de son utilisation par les jeunes des pays de l'OCDE, il semble que la fracture numérique se situe désormais entre ceux qui savent tirer parti des possibilités offertes par les ordinateurs et les autres, les élèves déjà dotés d'un degré élevé de capital humain étant les mieux placés pour accroître ce capital à l'aide des TIC. Cela suggère également que l'école a toujours un rôle clé à jouer pour niveler les inégalités aggravées par le fossé numérique.

Figure 5.4. Utilisation de l'informatique en milieu scolaire

Pourcentage d'élèves de 15 ans ayant déclaré se servir régulièrement d'un ordinateur à l'école, dans le cadre de l'enquête PISA de 2003 et 2006



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932321568>

Note: Le nombre d'élèves ayant déclaré se servir régulièrement d'un ordinateur inclut ceux ayant répondu « chaque jour ou presque » et « plusieurs fois par semaine ».

Source : OCDE (2010), *Are the New Millennium Learners Making the Grade? Technology Use and Educational Performance in PISA 2006*, Recherche et Innovation dans l'Enseignement.

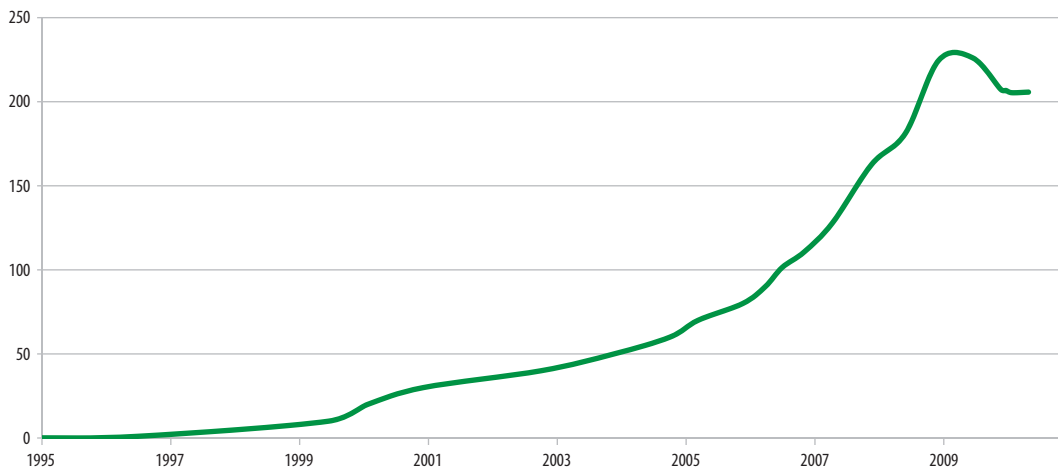
Quelles implications pour l'éducation ?

- L'utilisation des TIC est moins répandue en milieu scolaire que dans le cadre familial. Faut-il intégrer davantage les TIC au processus d'apprentissage ? Si oui, comment ?
- Certains apprenants sont plus capables que d'autres de tirer parti des opportunités offertes par les TIC. Comment l'éducation peut-elle réduire ces inégalités ?
- Les TIC permettent d'adapter le rythme d'apprentissage aux besoins de chaque élève, mais aussi de rendre l'apprentissage plus interactif et personnalisé. Faut-il exploiter davantage ce potentiel dans les écoles, les établissements d'enseignement professionnel ou supérieur et les centres d'éducation non-formelle pour adultes ?

ÉVOLUTION DE L'INTERNET

Le développement de l'Internet représente une avancée technologique majeure et rapide, ayant de nombreuses implications pour la société. Il a permis la naissance d'applications clés telles que les échanges de courrier électronique, le Web ou d'autres services tels que la cyberbanque, le commerce électronique, les divertissements multimédia, la téléphonie par Internet ou la vidéoconférence. Plus récemment, l'introduction de plateformes hébergeant des contenus générés par les utilisateurs (Web 2.0) a fait de l'Internet une activité participative, le distinguant ainsi des médias traditionnels, qui ne peuvent être que consommés. Pour l'heure, les défis qui se posent dans le domaine de l'éducation ne concernent pas tant l'aptitude ou la motivation des élèves à se servir de l'Internet, que la nécessité d'exploiter les vastes possibilités qu'il offre pour améliorer l'apprentissage et de développer les capacités requises pour son utilisation. À long terme, l'accès à l'information et la facilité des interactions offerts par l'Internet soulèvent des questions fondamentales quant au contenu même de l'instruction et aux compétences à développer pour tirer parti des capacités collectives.

Figure 5.5. Augmentation du nombre de sites Internet
Nombre de sites Internet (en millions), 1995-2010



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932321587>

Source : Netcraft (2010), Netcraft Web Server Surveys.

L'Internet a connu une croissance exponentielle ces dix dernières années. De près de 19 000 sites en 1995, il est passé à 226 millions environ en 2009. Cette croissance a été enregistrée, à plus de 90%, depuis 2000. Entre juillet 2009 et juillet 2010, le nombre de site Internet a pour la première fois baissé pour atteindre 205 millions, sans doute à cause de la fermeture de nombreux blogs « fantômes » (blogs non utilisés). La tendance observée depuis le début de la décennie n'en est pas moins spectaculaire.

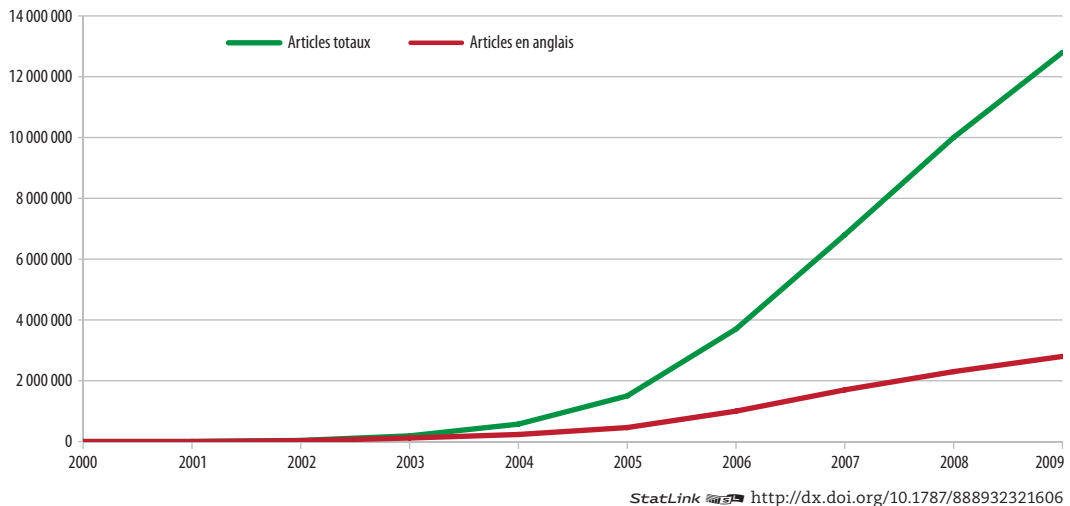
L'expansion de l'Internet s'est accompagnée d'une explosion de la quantité d'informations accessibles en un clic sur le Web. À l'origine, les informations auxquelles permettait d'accéder la plupart des sites Internet étaient essentiellement statiques (textes et images). Ces dernières années, les contenus générés par les utilisateurs sont devenus une composante essentielle de la Toile. Ces contenus peuvent prendre différentes formes, allant du partage de vidéos (Youtube) et de photos (Flickr) aux réseaux sociaux et professionnels interactifs (Facebook, MySpace), en passant par la création de systèmes de gestion des contenus appelés « wikis » (Wikipedia, WikiTravel, Wiktionary). Les blogs sont un autre outil virtuel

permettant aux utilisateurs de générer leurs propres contenus ; la forme et l'objectif de ces blogs sont très variés : si certains sont très personnels, d'autres sont au contraire destinés à un vaste public et peuvent être très influents.

Wikipedia est le wiki le plus célèbre et le plus utilisé. C'est un projet dans lequel plusieurs milliers d'auteurs créent collégalement une encyclopédie en ligne. Les utilisateurs peuvent ajouter, supprimer, ou encore éditer et modifier les contenus de façon collective ; l'idée est qu'à lui seul, le nombre de lecteurs garantit que le contenu des articles sera révisé et que les erreurs éventuelles seront corrigées. Comme beaucoup d'autres sites Internet reposant sur des contenus générés par les utilisateurs, Wikipedia a connu une croissance extrêmement rapide depuis son lancement au début des années 2000 ; il comptait en 2009 plus de 12.8 millions d'entrées. À l'origine, Wikipedia proposait essentiellement des articles en anglais, mais en 2009 ceux-ci ne représentaient plus que $\frac{1}{4}$ des entrées totales, voire moins ; le nombre d'entrées proposées dans les 250 autres langues augmente bien plus vite que celui du corpus anglais.

Figure 5.6. Développement rapide de Wikipedia

Nombre d'articles de Wikipedia (nombre total d'articles et nombre total d'articles en anglais), 2000-2009



Source : Wikipedia (2010), Wikipedia Statistics.

Quelles implications pour l'éducation ?

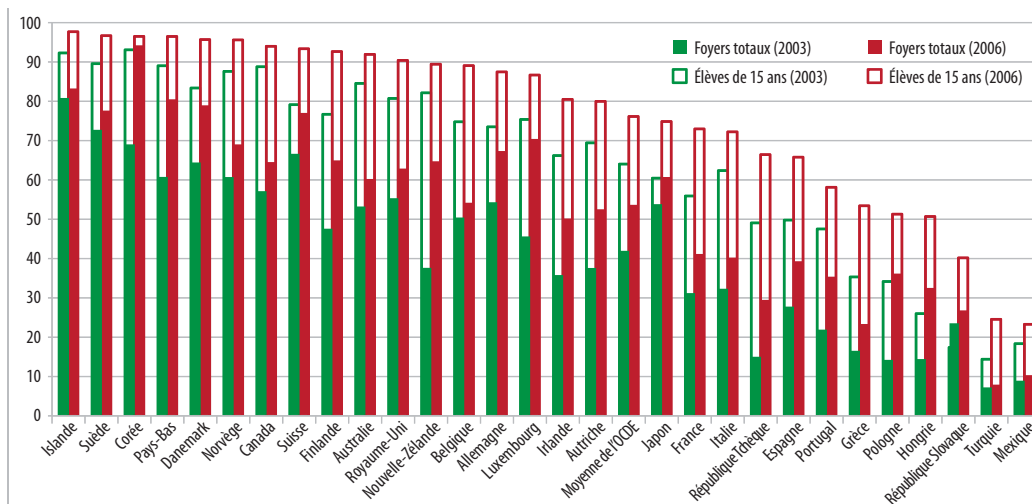
- La quantité d'informations accessibles en un clic a augmenté de façon exponentielle, et il est aujourd'hui beaucoup plus facile de télécharger des documents depuis l'Internet. Comment les enseignants peuvent-ils développer le sens critique des élèves, indispensable à l'utilisation et à l'enrichissement de cette mine d'informations ?
- Du point de vue des systèmes d'apprentissage formel, quelles sont les possibilités offertes par les approches participatives et collaboratives sur lesquelles reposent les contenus générés par les utilisateurs, actuellement en plein essor ?
- Il est désormais possible, à l'aide de mots clés et des liens hypertexte, de parcourir gratuitement d'immenses corpus d'informations. Quel est l'impact de cette évolution sur les modes traditionnels d'organisation des connaissances (délimitation des disciplines ou matériel pédagogique basé sur des séquences interdisciplinaires) ?

CROISSANCE RAPIDE DU NOMBRE D'UTILISATEURS D'INTERNET

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) font aujourd'hui partie intégrante de nos sociétés et de notre quotidien familial, scolaire et professionnel. Elles ont un impact dans tous les domaines : organisation du travail, loisirs, fonctionnement des entreprises, recherche scientifique, modes de gouvernance, ou encore interactions avec notre entourage. Bien qu'elles soient désormais profondément ancrées dans notre vie, les TIC suscitent de nombreuses polémiques, concernant notamment la qualité de certains contenus en ligne, mais aussi la qualité des liens sociaux basés sur ces technologies. Dans ce domaine, l'éducation est à la fois influencée par ces évolutions et capable de les déterminer en partie : si l'Internet ouvre de nouvelles possibilités d'apprentissage et de communication, l'acquisition d'une « culture numérique » est une absolue nécessité pour les jeunes et les adultes amenés à utiliser des contenus en ligne, afin qu'ils puissent exploiter ces possibilités de façon raisonnable et éclairée.

Figure 5.7. Accès croissant à l'Internet, notamment dans les familles avec enfant(s)

Pourcentage d'élèves de 15 ans ayant déclaré disposer chez eux d'une connexion Internet et pourcentage d'accès à Internet dans le nombre total de foyers, en 2003 et 2006



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932321625>

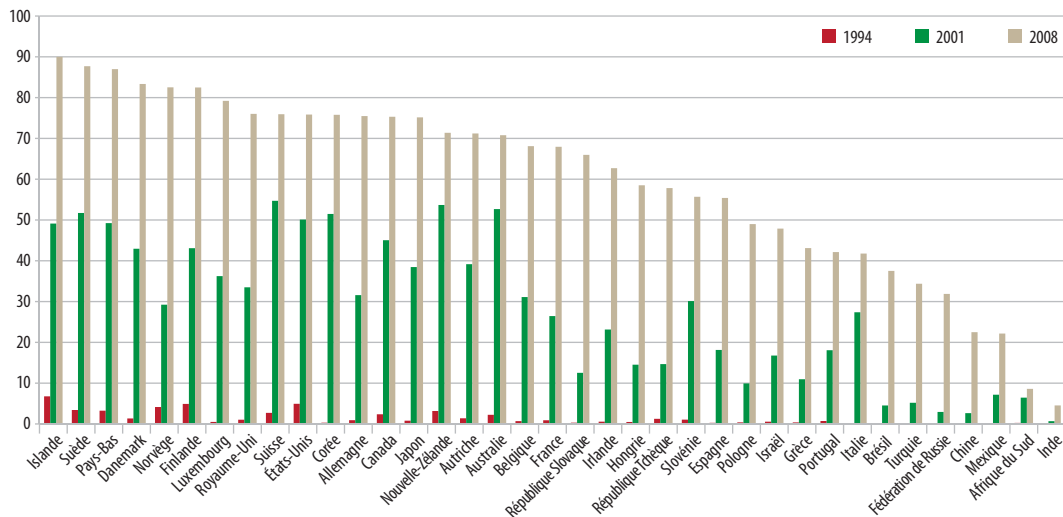
Source : OCDE (2010), *Are New Millennium Learners Making the Grade? Technology Use and Educational Performance in PISA 2006*.

Les foyers sont de plus en plus nombreux à être équipés d'une connexion à Internet. En moyenne dans les pays de l'OCDE, plus de la moitié des familles (53%) avaient accès à Internet en 2006, contre 42% en 2003. En Islande, en Corée et aux Pays-Bas, plus de 80% des foyers avaient accès à Internet en 2006. Ce taux d'accès est encore plus élevé dans les familles avec adolescent(s). Plus des $\frac{3}{4}$ des élèves de 15 ans interrogés dans le cadre des enquêtes PISA ont déclaré avoir chez eux accès à Internet en 2006, contre 64% en 2003. Dans de nombreux pays, le taux d'accès de cette catégorie de ménages est supérieur à 85%. Les pays les plus avancés dans ce domaine sont l'Islande, la Corée et la Suède, tandis que les pays les moins avancés sont le Mexique, la République Slovaque et la Turquie (40%, 25% et 23% environ, respectivement). Par ailleurs, l'accès à Internet dans le cadre familial a continué à augmenter depuis 2006.

Bien que le taux d'accès soit un indicateur intéressant, la dimension universelle d'Internet est également mise en évidence par le nombre d'utilisateurs dans chaque pays. La figure ci-dessous montre que plus de 80% de la population utilise Internet au Danemark,

en Finlande, en Islande, en Norvège, aux Pays-Bas et en Suède ; ce taux est compris entre 70 % et 80 % dans onze autres pays. La situation est très différente en Chine, en Inde, au Mexique et en Afrique du Sud, où moins de 25 % de la population utilise Internet. La tendance la plus frappante, dans la figure ci-dessous, est le boom observé dans tous les pays ces 15 – voire ces 10 – dernières années. Depuis 2001, le pourcentage de la population qui utilise Internet a plus que triplé en Hongrie, en Pologne et en République Slovaque ; ce taux a été multiplié par plus de 5 au Brésil, en Chine, en Inde et en Turquie. En Russie, la population qui utilisait Internet en 2008 était près de 10 fois plus nombreuse qu'en 2001.

Figure 5.8. Bientôt 100 % d'utilisateurs d'Internet?
Nombre d'utilisateurs d'Internet pour 100 habitants, en 1994, 2001 et 2008



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932321644>

Source : Union Internationale des Télécommunications (2009), *World Telecommunication Development Database*.

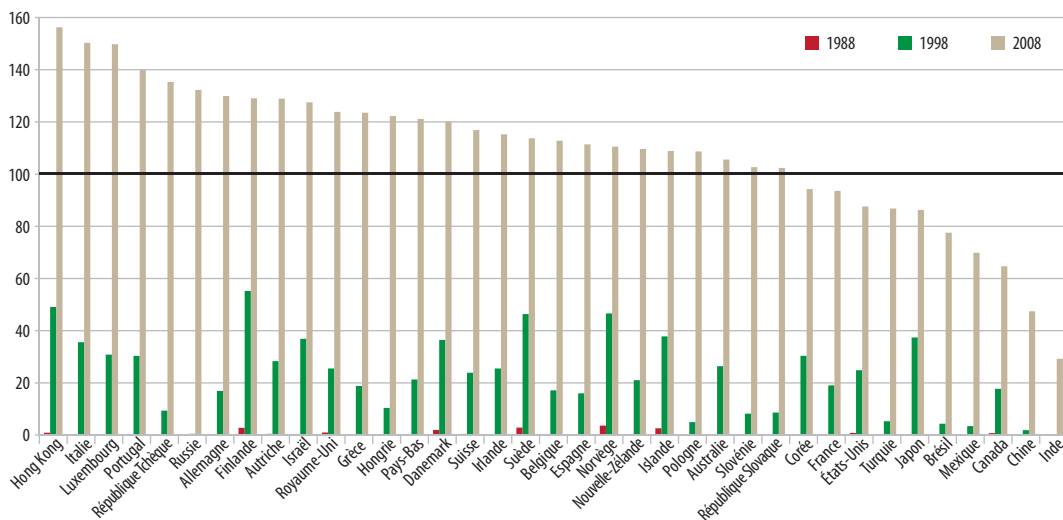
Quelles implications pour l'éducation ?

- Dans quelle mesure faut-il intégrer dans l'apprentissage les nouvelles possibilités offertes sans cesse par Internet ? Dans quelle mesure l'éducation doit-elle poser les bases individuelles et sociales nécessaires pour faire face à ces changements fulgurants ?
- La dimension universelle d'Internet signifie-t-elle que la société est en train de rompre avec le modèle classique de l'apprentissage à l'école, plusieurs décennies après que certains ont critiqué la lourdeur bureaucratique des systèmes éducatifs ?
- Un certain nombre de domaines d'expertise (maîtrise du langage html, par exemple) sont nécessaires pour pouvoir s'adonner librement à la création de contenus en ligne. Ces domaines d'expertise doivent-ils être considérés comme des compétences indispensables à tous les citoyens ? Les programmes d'enseignement professionnel forment-ils suffisamment d'individus aux compétences de pointe ?

ESSOR DES TÉLÉPHONES MOBILES ET AUTRES APPAREILS PORTATIFS

Avant que le corps enseignant n'ait pu mesurer entièrement les implications de l'informatique et d'Internet pour l'apprentissage, une autre technologie a progressivement transformé l'accès à l'information, les pratiques commerciales, le divertissement et la communication. Les téléphones mobiles existent depuis la fin des années 1980, mais ne sont devenus quasi-universels que depuis une dizaine d'années. De nos jours, leurs fonctionnalités sont si nombreuses qu'ils commencent à concurrencer l'ordinateur de bureau classique. De nombreux autres appareils portables permettent désormais d'accéder à sa messagerie électronique et de surfer sur Internet. Depuis l'apparition des services 3G, l'utilisation du haut débit mobile dans le monde s'est développée plus vite que les lignes Internet fixes. Cette évolution a de profondes implications pour le secteur éducatif puisque les élèves ont désormais accès à toutes les informations disponibles en ligne et peuvent communiquer et collaborer à n'importe quelle heure et depuis n'importe quel endroit à l'aide d'un appareil portatif de la taille d'une main.

Figure 5.9. Vers une utilisation universelle des téléphones mobiles
Nombre de téléphones mobiles pour 100 habitants, en 1988, 1998 et 2008



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932321663>

Note : La ligne en gras (à 100 téléphones mobiles) indique le seuil à partir duquel le pays compte suffisamment de téléphones mobiles pour que chaque habitant puisse en être équipé.

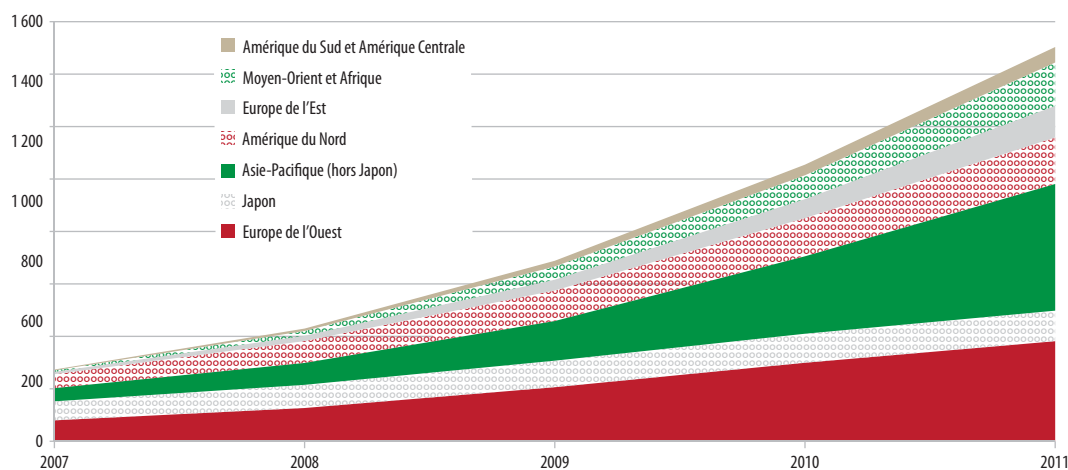
Source : Division de la Statistique des Nations Unies (2009), UNdata.

À la fin des années 1980, seules les personnes les plus riches possédaient un téléphone mobile, en raison du coût de cette technologie de pointe. En 2000, plus de 20% de la population de 18 pays de l'OCDE en possédait au moins un. En 1998, la Finlande comptait déjà suffisamment de téléphones mobiles actifs pour 55% de sa population. Mais dans ce domaine, l'essentiel de la croissance a été enregistré après 1998. En 2008, il y avait plus de téléphones mobiles actifs que d'habitants dans 27 des 37 pays inclus dans la figure ci-dessus. Puisque tous les habitants n'en possèdent pas (enfants en bas âge et personnes âgées, notamment), cela signifie que de nombreuses personnes utilisent de nos jours activement plusieurs téléphones mobiles. Certains des pays qui comptent aujourd'hui le plus de téléphones par habitant ne figuraient pas en tête de classement il y a encore dix ans ; à l'inverse, certains des pays les plus avancés à la fin des années 1990 se sont fait largement distancer (c'est le cas notamment du Canada et du Japon).

Ces dernières années ont également été marquées par l'augmentation du nombre d'abonnements aux services 3G, qui permettent d'accéder à Internet via un téléphone ou un autre appareil portable. La Figure 5.10 met en évidence une très forte croissance du nombre d'abonnés aux services 3G depuis 2007 dans toutes les régions du monde, notamment en Europe de l'Ouest et en Asie-Pacifique. D'après les estimations, cette croissance devrait se poursuivre à moyen terme, le nombre d'abonnés en 2011 étant probablement 5 fois supérieur à celui de 2007.

Figure 5.10. Essor de l'utilisation du haut-débit mobile

Nombre mondial d'abonnés aux services 3G (WCDMA, HSPA et TD-SCDMA) (en millions), 2007-2011



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932321682>

Note : Les chiffres présentés à partir de 2009 sont des estimations.

Source : Morgan Stanley (2009), *Global: The Mobile Internet Report*.

Quelles implications pour l'éducation ?

- De nombreux élèves peuvent surfer sur Internet à l'aide d'appareils portables compacts, ce qui leur offre des possibilités infinies d'accès à l'information et de communication. Ces outils ont-ils un impact sur les notions traditionnelles que sont les programmes scolaires, les évaluations et les examens ? Faut-il s'adapter à cette évolution ?
- La présence physique dans l'établissement est-elle encore indispensable, à présent que les apprenants ont aussi largement accès à Internet chez eux et via leur téléphone portable ?
- Les jeunes baignent dans les nouvelles technologies, à tel point que celles-ci font désormais partie intégrante de leur identité. Quels en sont les avantages et inconvénients en termes d'apprentissage ? À quel point les établissements scolaires qui utilisent peu les nouvelles technologies sont-ils désavantagés ?

POUR EN SAVOIR PLUS

Sources

- Division de la Statistique des Nations Unies (2009), *UNdata*, portail de la statistique en ligne, <http://data.un.org/Data.aspx?q=mobile&d=ITU&f=ind1Code%3aI911>, dernière consultation en mai 2010.
- Morgan Stanley (2009), *Global: The Mobile Internet Report*, Morgan Stanley and Co., Incorporated, New York.
- Netcraft (2010), *Netcraft Web Server Surveys*, disponible en ligne, www.netcraft.com/, dernière consultation en juillet 2010.
- OCDE (2000, 2003 et 2006), *Programme International pour le Suivi des Acquis des Élèves*, base de données, disponible en ligne, www.pisa.OECD.org, dernière consultation en juin 2010.
- OCDE (2008), *Perspectives des Technologies de l'Information de l'OCDE 2008*, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *Are the New Millennium Learners Making the Grade?: Technology Use and Educational Performance in PISA*, Recherche et Innovation dans l'Enseignement, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *Portail de l'OCDE sur le Haut-débit*, Science, Technologie et Industrie, disponible en ligne, www.OECD.org/sti/ict/broadband, dernière consultation en juillet 2010.
- OCDE (2010), *Indicateurs clés des TIC de l'OCDE*, Science, Technologie et Industrie, disponible en ligne, www.OECD.org/sti/ICTindicators, dernière consultation en juillet 2010.
- Union Internationale des Télécommunications (2009), *World Telecommunication Development Database*, données provenant du portail Gapminder, disponible en ligne, www.gapminder.org/data/, dernière consultation en mai 2010.
- Wikipedia (2010), *Wikipedia Statistics*, disponible en ligne, <http://stats.wikimedia.org/EN/TablesArticlesTotal.htm>, dernière consultation en avril 2010.

Les données statistiques relatives à Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Définitions et indicateurs

- *Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA)* : Évaluation internationale standardisée élaborée conjointement par les pays participants et proposée aux élèves de 15 ans. Par ailleurs, un questionnaire soumis aux chefs d'établissements permet de tenir compte de l'environnement scolaire. Quatre cycles d'évaluation ont été menés à ce jour (en 2000, 2003, 2006 et 2009). Les résultats de l'évaluation de 2009 seront communiqués le 7 décembre 2010. Dans chacun des pays participants, entre 4 500 et 10 000 élèves remplissent le questionnaire de fond pour chaque évaluation.
- *Site Internet* : Ensemble de pages Internet communiquant les unes avec les autres, comprenant généralement une page d'accueil, situées sur le même serveur, et dont la conception et la maintenance groupées sont assurées par une personne, une association ou un organisme (définition anglaise proposée par *The American Heritage Science Dictionary*).

- *Haut-débit* : Ce type de connexion à Internet se caractérise par une vitesse de téléchargement égale ou supérieure à 256 kbits/seconde.
- *3G services* : Depuis que les premiers services mobiles ont été proposés au début des années 1980, la qualité de service s'est considérablement améliorée, notamment du point de vue de la vitesse et de la couverture. Le développement des services 3G est encadré par les normes définies par l'Union Internationale des Télécommunications, une agence des Nations Unies. Chaque progression de ces normes est appelée « génération ». Dans la plupart des pays de l'OCDE, les réseaux répondent aux spécifications 3G (3^e génération) applicables aux services mobiles. La 3G est la première génération de réseaux mobiles permettant d'accéder à Internet en haut-débit via un téléphone mobile, un PDA ou un ordinateur portable.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

Les grandes mutations qui transforment l'éducation 2010

Quelles implications la diversité croissante de nos sociétés a-t-elle pour l'éducation ? Quelle est la nouvelle répartition de la puissance économique mondiale ? Quelles sont les mutations observées à l'heure actuelle dans le monde du travail ?

Les grandes mutations qui transforment l'éducation 2010 compile les données probantes internationales en vue d'apporter des éléments de réponse à ce type de questions. Par souci de clarté, chaque tendance est présentée en double page sous la forme d'une introduction, de deux figures accompagnées d'une description succincte et d'une série de questions d'intérêt pour le secteur éducatif.

Les tendances présentées sont basées sur des données internationales de qualité, communiquées essentiellement par l'OCDE, la Banque mondiale et les Nations Unies. Les graphiques comportent des liens actifs permettant au lecteur d'accéder aux données d'origine. *Les grandes mutations qui transforment l'éducation 2010* s'organise autour de cinq grands thèmes, assortis chacun d'une section « Pour en savoir plus » :

- les dynamiques de la mondialisation ;
- les nouveaux défis sociaux ;
- un monde du travail en pleine mutation ;
- le nouveau visage de l'enfance ;
- technologies de l'information et de la communication : tendances pour les années à venir.

Cet ouvrage a pour objet de fournir aux responsables politiques, aux chercheurs, aux chefs d'établissements, aux administrateurs scolaires et aux enseignants, une source d'informations fiable et générique pour étayer la planification stratégique et stimuler la réflexion sur les défis auxquels doit faire face le secteur éducatif à tous les niveaux d'enseignement (écoles, universités ou encore programmes de formation continue). Cet ouvrage s'adresse également aux étudiants et à la société dans son ensemble, notamment aux parents d'élèves.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2010), *Les grandes mutations qui transforment l'éducation 2010*, Éditions OCDE.
http://dx.doi.org/10.1787/trends_edu-2010-fr

Cet ouvrage est publié sur *OECD iLibrary*, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation. Rendez-vous sur le site www.oecd-ilibrary.org et n'hésitez pas à nous contacter pour plus d'informations.